

EVALUATION APPROFONDIE MULTISECTORIELLE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE GRAND SUD DE MADAGASCAR

RAPPORT FINAL



Districts de l'Androy
Districts de l'Anosy
Districts de l'Atsimo Andrefana

Organismes impliqués par le mVAC dans la collecte et/ou l'analyse



AVRIL 2022

RESUME

Cette évaluation concerne 2477 ménages répartie dans 250 Fokontany dans les trois régions du Grand Sud afin de s'enquérir des conditions de vies, l'évolution de la campagne encours et une mise à jour des indicateurs de sécurité alimentaire dans les ménages.

Plus part des chefs ménages sont peu ou pas scolarisés. 73% des ménages habitent dans une pièce ce qui dénoté une promiscuité précaire. Presque tout le monde utilise le bois de chauffe ou le charbon comme source d'énergie d'où une forte pression sur la nature. La moitié des ménages n'ont plus de personne d'inactive qu'active. 3 ménages sur 10 n'ont pas accès à une source potable. 84% des ménages pratiques l'agriculture et plus du tiers des ménages exerce le commerce ainsi que l'élevage. La majorité des ménages d'Ampanihy (74%) et Betioky (62%) consacrent plus de 75% de leurs dépenses en alimentation ce qui dénote une vulnérabilité économique très élevée. 75% des ménages ont déclaré avoir subi au moins un choc courant les 6 derniers mois, les principaux cités sont la sécheresse, la hausse des prix des denrées alimentaires, et les dégâts sur les cultures (criquets, oiseaux, animaux, etc.).

Les petites récoltes de novembre 2021 à mars 2022 ont été jugées inférieures à la moyenne pour 76% de ménages, avec une couverture moyenne de 1 mois de consommation. Pour la grande campagne, 60% des ménages ont semé tardivement à cause du retard de pluies utiles qui ne sont arrivées qu'au mois de janvier. Les dégâts des déprédateurs (ennemies des cultures) ont été fortement signalés par les communautés principalement sur le maïs, la patate douce et dans une moindre mesure le riz et le manioc. 52% des ménages ont besoin d'assistance principalement en termes de semences et de matériels d'irrigation. La moitié des communautés ont déclaré une baisse de 53 % de superficies cultivées comparer à l'habituelle. La production future (grande saison) serait en diminution de 63% par rapport à la normale. Cette baisse est plus prononcée dans les districts d'Ampanihy, Betioky, Bekily, Betroka et Taolagnaro (environ 70% de) à cause des conditions climatiques, des déprédateurs et des couts élevés des intrants agricoles. La couverture des récoltes en termes de consommation varie entre 1 à 5 mois.

Plus de 70 % des ménages d'Ambovombe et Bekily ont une consommation insuffisance (Pauvre et limite) dont plus du quart (25%) de leurs ménages affichant un score pauvre. Ils sont suivis d'Amboasary et Taolagnaro avec 67% chacun. La tendance affiche une amélioration par rapport à l'année passée dans tous les districts imputables aux assistances et à l'arrive de quelques petites récoltes et produits de cueillette par endroit. La même tendance est observée par rapport à la diversité alimentaire même si un niveau faible est observé pour au moins le tiers des ménages des districts d'Ambovombe, de Tsihombe et de Beloha. Concernant les stratégies d'adaptation réduit (rCSI), dans les districts de Bekily, d'Ambovombe, de Betroka : plus de 6 ménages sur 10, sont concernés par l'adoption de stratégie alimentaire classe en crise et ou d'urgence selon IPC c'est qui est alarmante. Les ménages ont eu recours à des stratégies néfastes basées sur leurs moyens d'existence productifs (Crise plus urgence) pour se procurer de la nourriture. Il s'agit des 61% des ménages de Bekily, 52% des ménages de Taolagna. Ce qui provoquera une érosion des moyens d'existence les rendant ainsi vulnérables à l'insécurité alimentaire. Par ailleurs, il est observé une diminution significative d'utilisation des CSI comparé à l'année passée.

Le niveau prévalence de l'insécurité alimentaire globale (IAG) reste critique surtout à Bekily avec 72% suivi d'Amboasary et d'Ambovombe avec 67% chacun ainsi que 66% pour Taolagnaro. Par rapport à l'année passée à la même période, une nette amélioration de la prévalence est notée, excepté le district Betioky avec une hausse de 7 points. Cette amélioration pourrait être imputable à l'assistance alimentaire et les petites récoltes par endroit.

La prévalence de la Malnutrition Aigüe Globale dans l'ensemble des trois régions du Sud de Madagascar est de 9,5% (IC 95% [8,0-11,1]) en Mars/Avril 2022 selon le Périmètre Brachial. Ce qui situe ces régions dans des situations IPC phase 2 (alerte) ou IPC phase 3 (sérieuse). Cette prévalence inférieure à la Proxy-MAG de l'enquête SMART dans 10 districts (12,4% - IC [10,8-14,2]) en Mars/Avril 2021. Ce qui montre une réelle amélioration de la situation par rapport a la même période de l'année passée.

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX	2
LISTE DES FIGURES	2
LISTE DES CARTES	3
1. INTRODUCTION.....	4
2. METHODOLOGIE.....	5
3. CONDITION DE VIE DES MENAGES	12
4. MOYENS DE SUBSISTANCE DES MENAGES.....	24
5. CHOCS ET VULNERABILITE	34
6. DISPONIBILITE.....	45
7. ACCES.....	48
8. CONSOMMATION ALIMENTAIRE.....	50
9. CARI EN % PREVALENCE	62
10. PROFIL SOCIOECONOMIQUE DES MENAGES EN INSECURITE ALIMENTAIRE.....	66
11. RESULTATS ANTHROPOMETRIQUES DE LA MESURE DU PERIMETRE BRACHIAL.....	71
12. POINTS CLES A RETENIR POUR EAM GRAND SUD 2022	72
13. RECOMMANDATIONS	74
ANNEXES.....	I
GLOSSAIRE.....	II
LISTE DES ABREVIATIONS	VII

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Résultats du rapport de contrôle de plausibilité	9
Tableau 2. Niveau d'éducation	15
Tableau 3. Ratios inactifs/ actifs	16
Tableau 4. Pourcentages des unités d'habitation par milieu de résidence selon la précarité des matériaux de construction (sol, mur et toit).....	17
Tableau 5. Causes des changements sur l'installation des semis.....	27
Tableau 6. Appuis nécessaires pour faire une relance	30
Tableau 7. Activité et revenu sur l'élevage	32
Tableau 8. Intensité des chocs	42
Tableau 9. Mode de calcul CARI.....	62
Tableau 10. Détails et significations des groupes CARI.....	62
Tableau 11: Prévalence de la MAG	71
Tableau 12: Définition de la malnutrition aigüe selon le périmètre brachial.....	71

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Distribution de l'âge de l'enfant, région Androy	10
Figure 2 : Distribution de l'âge de l'enfant, région Anosy.....	10
Figure 3 : Distribution de l'âge de l'enfant, région Atsimo Andrefana	10
Figure 4 : Distribution du dernier chiffre du PB, région Androy	11
Figure 5 : Distribution du dernier chiffre du PB, région Anosy.....	12
Figure 6 : Distribution du dernier chiffre du PB, région Atsimo Andrefana	12
Figure 7 : Genre du CDM.....	13
Figure 8 : Etat matrimonial et nuptialité	14
Figure 9 : Etat matrimonial et sexe du CM	14
Figure 10 : Taille du ménage	15
Figure 11 : Nombre de pièces.....	17
Figure 12 : Habitation et cadre de vie de la population	18
Figure 13 : Source d'énergie des ménages (Cuisson)	18
Figure 14 : Accès à l'eau.....	19
Figure 15 : Pourcentage des ménages ayant au moins un de ses membres tombé malade dans les aux cours des deux dernières semaines	20
Figure 16 : Taux d'incidence des maladies diarrhéiques	21
Figure 17 : Taux d'incidence d'IRA	21
Figure 18 : Taux d'incidence des maladies fébriles y compris le paludisme	22
Figure 19 : Taux d'accès aux soins.....	22
Figure 20 : Taux d'accès aux soins.....	23
Figure 21 : Proportion de revenu pour chaque activité.....	24
Figure 22 : Proportion des activités.....	24
Figure 23 : Calendrier culturel	25
Figure 24 : Taille superficies exploitation	25
Figure 25 : Installation des semis.....	27
Figure 26 : Relance agricole.....	29

Figure 27 : Proportion de ménage ayant comme activité	33
Figure 28 : Proportion de chaque activité dans le revenu du ménage.....	34
Figure 29 : Ménages ayant subi au moins un choc au cours des six derniers mois.....	34
Figure 30 : Total en proportion de part des chocs.....	37
Figure 31 : Glissement annuel des prix en 2021	38
Figure 32 : Répartition des principaux chocs par district	39
Figure 33 : Total en proportion des principaux chocs subits par les ménages	40
Figure 34 : Principaux chocs subits par les ménages	41
Figure 35 : Part de dépenses alimentaire suivant la localité.....	43
Figure 36 : Part de dépenses alimentaire suivant le genre du CDM	44
Figure 37 : Taux global d'assistance.....	45
Figure 38 : Assistances reçus.....	46
Figure 39 : Décideur sur l'utilisation de l'aide	46
Figure 40 : Prix et les chocs sur les prix.....	48
Figure 41 : Proportion de ménages ayant un stock actuel/la réserve alimentaire (y compris, production, achats, dons, cueillette etc.) en nombre de semaine par district	49
Figure 42 : Proportion de ménages dirigés par les femmes ayant stock actuel/la réserve alimentaire (y compris, production, achats, dons, cueillette etc.) en nombre de semaine par district	49
Figure 43 : Score de consommation alimentaire suivant la localité.....	51
Figure 44 : score de consommation alimentaire suivant le genre du CDM.....	52
Figure 45 : Evolution du score de consommation alimentaire (2017 – 2022)	52
Figure 39 : HDDS suivant la localité.....	53
Figure 47 : HDDS suivant le genre du CDM	54
Figure 48 : Tendances HDDS.	54
Figure 49 : HHS suivant la localité.....	55
Figure 50 : HHS suivant le genre du CDM	56
Figure 51 : Evolution de l'indice de la faim (2017 – 2022)	56
Figure 52 : stratégies alimentaires suivant la localité	58
Figure 53 : stratégies alimentaires selon le genre du CDM.....	58
Figure 54 : Evolution de la stratégie basée sur l'alimentation (2017 – 2022)	59
Figure 55 : stratégies basées sur les moyens d'existence selon la localité	60
Figure 56 : stratégies basées sur les moyens d'existence suivant le genre du CDM....	61
Figure 57 : Evolution de la stratégie basée sur les moyens d'existence	61
Figure 58 : CARI	65
Figure 59 : Analyse factorielle avec un CARI détaillé	68
Figure 60 : Analyse factorielle avec un CARI simplifié (SA=Sécurité Alimentaire VS IA=Insécurité alimentaire)	69

LISTE DES CARTES

Carte 1 : Répartition Spatiale de l'échantillon	6
Carte 2 : Répartition Spatiale de l'échantillon	50
Carte 3 : CARI-Insécurité Alimentaire Sévère	63
Carte 4 : CARI-Insécurité Alimentaire Globale	64

1. INTRODUCTION

Dans le Grand Sud, la vulnérabilité structurelle des ménages est accentuée par la récurrence d'aléas ces dernières années. La situation prévalant dans la zone peut à tout moment se dégrader avec la survenance d'évènement climatique amplifié par les prédateurs de cultures. Chaque année le Comité National d'Évaluation de la vulnérabilité évalue le niveau d'insécurité alimentaire dans les zones vulnérables comme le Grand Sud.

En décembre dernier la majorité des districts continuaient à être gravement affectée par l'insécurité alimentaire aiguë, en particulier Amboasary Atsimo, Ambovombe Androy, Tsihombe et Ampanihy Ouest qui présentent une insécurité alimentaire d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) malgré les interventions en cours et programmées en cette période. Des interventions très élargies en effet en matière de nombre de bénéficiaires mais insuffisantes par rapport à la couverture des besoins en kilocalorie. La pluie engendrée par le cyclone BATSIRAI dans cette zone pourrait être bénéfique bien que de façon relative pour l'agriculture car assez ponctuelle. Néanmoins, l'humidité ambiante est favorable au développement des criquets et la propagation des chenilles légionnaires et *Herse convolvuli* ce qui pourrait impacter sur les cultures et partant la production. Par ailleurs, à plusieurs endroits les flux de biens et des personnes, et également la mise en œuvre des activités humanitaires se trouvent ralentis par la coupure des routes nationales occasionnée par le passage du cyclone BATSIRAI. Une situation qui pourrait menacer l'accessibilité alimentaire des ménages et augmenter l'adoption de stratégie de survie.

Tout cela appelle à une mise à jour de la situation de vulnérabilité, et de dégager les recommandations pour anticiper, éviter et répondre aux impacts à court, moyen et à long termes de ces différents aléas. Ainsi, l'objectif global de cette enquête est de procéder à une mise à jour des indicateurs clés de la sécurité alimentaire et apprécier la campagne agricole en cours afin d'appréhender la situation courante des ménages. Par ailleurs, les informations produites constitueront des données actualisées de qualité qui seront utilisées lors du prochain atelier IPC. En outre, elles contribueront à une meilleure élaboration ou redéfinition du ciblage ainsi qu'à la planification des projets/programmes d'assistance alimentaire entre autres Madagascar, à court et moyen terme. Ce qui constituera un outil clé pour le plaidoyer à la fois pour le Gouvernement et ses partenaires.

1.1 Objectifs spécifiques

- Evaluer l'insécurité alimentaire aiguë durant le pic de la soudure avant la grande récolte 2022 (Estimer la population en insécurité alimentaire sévère et modérée et ceux à risques)
- Identifier ses causes et ses effets multisectoriels
- Estimer les besoins en termes de relance agricole
- Fournir des évidences quantitatives et contributives (multisectorielles) pour les analyses IPC aiguë et chronique

- Fournir des projections sur la performance de la grande campagne 2022
- Fournir les éléments utiles pour les plans de contingence, les plans de réponse humanitaire et les plans de relèvement précoce.

1.2 Résultats attendus

- Données primaires et secondaires à jour ;
- Produire les tableaux des indicateurs du IPC pour le besoin des analyses ;
- Un rapport d'enquête présentant les résultats, analyses et recommandations ;
- Un résumé exécutif (2 à 4 pages) synthétisant les résultats, les analyses ainsi que les recommandations ;
- Les autres documents de travail y afférents (termes de référence, documents méthodologiques, questionnaires, masques de saisie, base de données) ;
- Une pérennisation des acquis en termes de régularités des enquêtes de sécurité alimentaire à Madagascar.
- La disponibilité d'une base de données plus complète permettant des analyses approfondies (déterminants de la sécurité alimentaire et nutritionnelle)
- Rapport d'analyse VAC complété
- Analyses de tendances et projections établies
- Besoins spécifiques pour la sécurité alimentaire estimés.

2. METHODOLOGIE

2.1 Echantillonnage

10 districts sont concernés par cette évaluation. Il s'agit de Tulear II, Betroka, Betioky, Ampanihy, Beloha, Bekily, Ambovombe, Tsihombe, Amboasary, Taolagnaro.

La liste des fokontany issue de la Sectorisation du Ministère de le Santé constitue la base de sondage de la présente enquête. L'échantillon est représentatif au niveau district pour la plupart des indicateurs utilisés. Cependant pour la partie nutritionnelle, à cause d'un nombre insuffisant d'enfants mesurés, les données offrent beaucoup plus de précision au niveau régional.

A noter que le plan d'échantillonnage est à deux degrés. Au niveau de chaque district, les unités primaires sont les fokontany. Un échantillon de 25 Fokontany par district est tiré de manière aléatoire sur la base de la liste exhaustive des fokontany avec une probabilité proportionnelle la taille de la population. Un redressement est réalisé à la fin pour que les résultats épousent la distribution de la population au niveau des districts.

Et il y avait 5 Fokontany supplémentaires de remplacements en cas de nécessité.

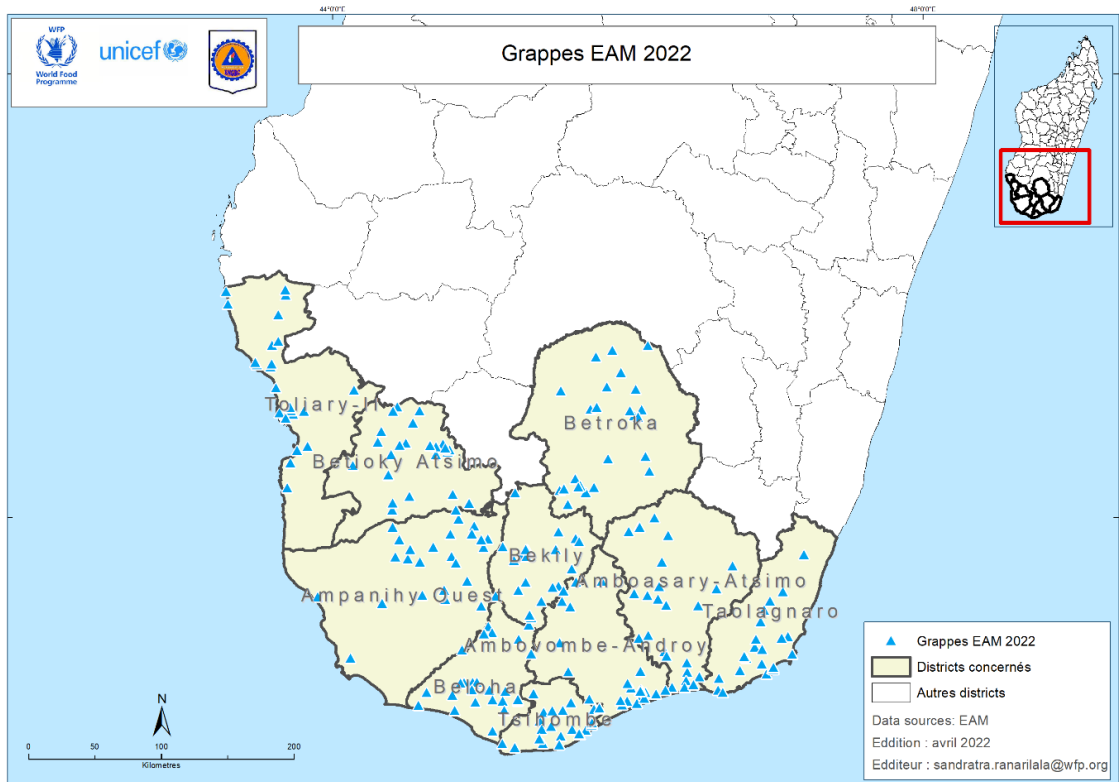
Au deuxième degré, 10 ménages par Fokontany ont été tirés. En effet, la taille de l'échantillon est le même par district avec un total de 250 ménages par

district. Il est basé selon les paramètres suivants et avec des ajustements qui facilitera la répartition des tâches sur le terrain :

- Prévalence Proxy MAG : 10%
- Précision désirée : 4.5%
- Effet de grappe : 1.4
- Taille des ménages : 5
- Pourcentage d'enfant de moins de 5 ans dans la population : 17%
- Taux de Non-réponse anticipé : 3%

Ainsi globalement, l'enquête a touché 2477 ménages répartis dans 25 Fokontany. Il est à remarquer que le tirage de ces 25 Fokontany pour chaque District a été effectué avec l'aide du logiciel SPSS. Par ailleurs, pour la sélection des ménages, l'équipe d'enquêteur a réalisé un dénombrement exhaustif de chaque fokontany sélectionné en utilisant la même approche que celui des enquêtes SMART en faisant des segmentations s'il le faut afin d'alléger le quota journalier mais tout en gardant la représentativité de l'échantillon. Ensuite, elle a dressé la liste exhaustive de ménage de chaque fokontany avant de tirer aléatoirement sans remise l'échantillon de 10 ménages à enquêter. Cette manière de procéder assure la représentativité de l'échantillon et a permis le calcul des pondérations.

Carte 1 : Répartition Spatiale de l'échantillon



Source : EAM 2022

EN SOMME,

- **Base de sondage** : issue de la sectorisation du Ministère de la Santé Publique en 2020
- **Détermination de la taille de l'échantillon**
Pour l'évaluation de la sécurité alimentaire, l'échantillon est composé de 250 ménages réparti dans 25 fokontany par district à raison de 10 ménages par fokontany.
- **Outils**
Deux outils indispensables et d'autres optionnelles en fonction des besoins des partenaires ont été utilisés à savoir :
 - ✓ Le questionnaire ménage qui a permis de collecter les données primaires sur la sécurité alimentaire et ses causes ainsi que sur le démarrage de la campagne agricole ;
 - ✓ Le questionnaire focus group qui a facilité la collecte des données secondaires utiles pour valider les données primaires ;Les deux outils ont été installés sur smartphone utilisant ODK collecte et les données collectées ont été ensuite centralisées sur le serveur MODA du WFP.
- **Formation, & collecte des données**
 - ✓ Formation des agents de terrain : Un pool d'agent enquêteur a été sélectionné sur la base de dossier relatant les formations antérieure et expériences dans le domaine des enquêtes liée à la production Agricole et la sécurité alimentaire dans le Grand Sud et leurs aptitudes à travailler dans des zones reculer.
 - ✓ Recrutement des agents de terrain : Les agents qui avaient passé la sélection de dossier avait aussi passé un test d'aptitude finale à la fin de la formation. La liste finale à l'issue de ce test a constitué la liste d'agents qui ont participé à l'enquête.
 - ✓ Collecte de données : Une équipe est composée d'un Chef d'équipe et 9 enquêteurs. L'équipe a été chargée de la collecte de donnée au niveau d'un axe spécifique prédéfini regroupant les fokontany tiré pendant l'échantillonnage. Au total il y a eu 10 équipes qui ont fait la collecte
- **Mécanismes de contrôle de la qualité des données**
Un mécanisme de contrôle de la qualité basé sur une supervision rapprochée des enquêteurs et de leur travail sur le terrain ainsi qu'une vérification quotidienne de la cohérence et de la qualité du remplissage des questionnaires a été mise en place. Des requêtes de données sur serveur ont été effectuées quotidiennement par les membres du comité de pilotage qui ont réalisé les contrôles de qualité et de cohérences au niveau central et un feedback régulier a été fourni aux équipes envoyées sur le terrain (en compagnie d'un staff contrôleur) pour opérer les vérifications et/ou mises à jour nécessaires.

2.2 Traitement des données apurement et analyse des données

Mise en œuvre : Participation institutionnelle, matérielle, intellectuelle et financière de toutes les parties prenantes lors de la conception, collecte et analyse des données. Les tablettes ont été utilisées pour la collecte.

Analyse : Le traitement et l'analyse des données sont faits durant un conclave de techniciens du GTT IPC à Antsirabe du 13 au 15 avril 2022 et avec la participation des analystes sectoriels pour certaines données de leur secteur respectif. Les pondérations sont utilisées pour sortir les indicateurs dans ce rapport.

Pour les données sur l'insécurité alimentaire et données sectorielles, les données sont traitées au niveau des districts. Pour les données nutritionnelles, elles ont été analysées au niveau régional étant donné que les données ne respectent pas assez le nombre requis minima pour avoir des données de qualité au niveau district.

Apurement : L'apurement de certaines données sur la consommation alimentaire a été réalisé. Ces apurements ont été établis en consensus durant le conclave qui s'est déroulé à Antsirabe.

Ces apurements sont mineurs et concernaient par exemple les éléments sur les grands groupes alimentaires – glucides/céréales-. ils consistent à remplacer les données manquantes et aberrantes par les tendances centrales.

2.3 Limites de l'étude

Une grande amélioration de la méthodologie de collecte et du processus de mise en œuvre de l'évaluation a été constatée. Cependant, des limites ont pu être relevées, notamment sur la faiblesse de la taille de l'échantillon qui n'a pas permis d'avoir une plus grande précision dans les mesures anthropométriques. Par ailleurs, certains aspects sur les secteurs élevage et pêche n'ont pas pu être abordé pleinement alors que ce sont des activités qui soutiennent vraiment les ménages en termes de revenu et de nourriture.

Le décorticage des données a montré également la nécessité d'améliorer les outils de collecte notamment pour les questions concernant certains indicateurs de la sécurité alimentaire dont le score de consommation alimentaire et la part de dépenses alimentaires qui ont nécessité quelques apurements.

Par ailleurs la prise en considération de certaine mode de consommation de fruits et leurs valeurs nutritionnelles et énergétiques nécessitent des modifications dans leurs catégorisations en tant que fruits et/ou féculents.

Bien que cette étude permette d'effectuer un suivi de l'évolution de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages, il est nécessaire de tenir compte du fait que certains résultats peuvent être influencés par des facteurs saisonniers liés à la période de collecte des données.

Les actions humanitaires de vivres et de non-vivres dans le cadre de l'atténuation des difficultés alimentaires des ménages liées à la crise climatique se poursuivent sur une bonne partie du pays particulièrement dans les régions du Grand SUD. Ces actions pourraient exercer une influence sur les réponses aux différentes questions.

Les questionnaires étaient en français, mais ont été administrés la plupart du temps dans les langues locales. Les enquêteurs avaient une bonne compréhension de la version française des questionnaires, ainsi qu'une bonne maîtrise des langues locales parlées dans leurs zones d'affectation. Par ailleurs, ils ont reçu une formation incluant des sessions de simulation/administration des outils de collecte dans les langues locales, afin de réduire d'éventuels biais inhérents à une interprétation fautive des questions ou concepts. Cependant, il est possible que des erreurs liées à la traduction en langues locales aient pu être commises.

2.4 Qualité des données anthropométriques

Le contrôle de plausibilité des données a été fait avec le logiciel ENA for SMART 2020. Les données anthropométriques sont en général de qualité acceptable. Il faudrait cependant faire attention à la préférence numérique des mesureurs (généralement arrondi à zéro, cinq, et huit). Spécifiquement pour la région Androy, il faudrait faire attention à l'âge-ratio également. Cette anomalie est liée au pourcentage élevé d'enfants sans date de naissance exacte et à l'arrondissement de l'âge de l'enfant à 12 mois, 24 mois, 36 mois, et 48 mois. La région Atsimo Andrefana est aussi concernée par le nombre élevé d'enfants sans date de naissance exacte bien qu'il y ait moins d'arrondissement de l'âge de l'enfant dans cette région.

Tableau 1: Résultats du rapport de contrôle de plausibilité

	Androy		Anosy		Atsimo Andrefana	
	Score	Appréciation	Score	Appréciation	Score	Appréciation
Données hors-normes (% de sujets dans la fourchette)	0	Excellent	0	Excellent	0	Excellent
Sexe ratio global (Chi carré significatif)	0	Excellent	0	Excellent	0	Excellent
Distrib age 6-29/30-59 (Chi carré significatif)	2	Bon	0	Excellent	0	Excellent
Score préf num- PB	2	Bon	2	Bon	2	Bon
Pourcentage d'enfants sans date de naissance exacte	67%		37%		76%	

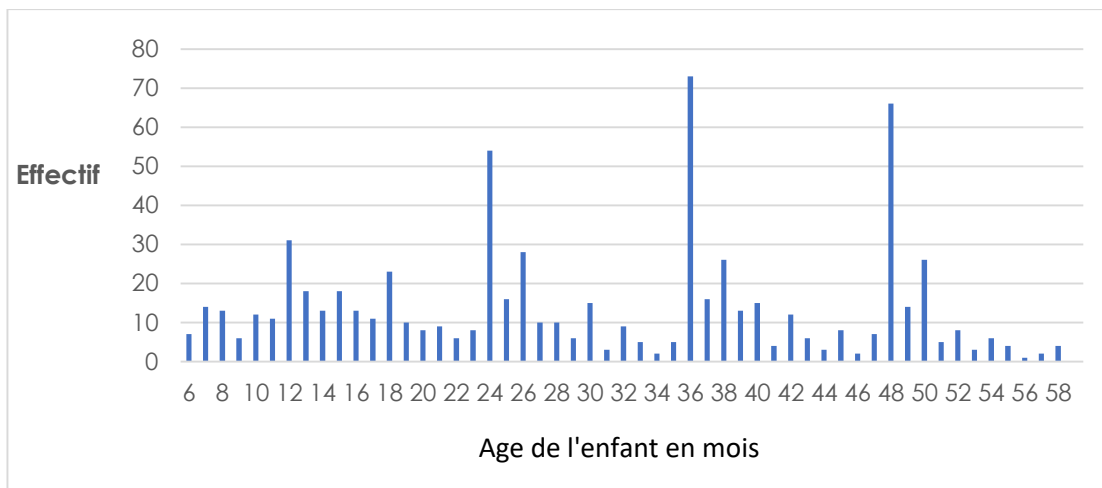
Source : EAM 2022

La qualité des données est assez bonne au vu des 5 critères permettant le contrôle de plausibilité. Cependant comparativement aux exercices SMART antérieures, le pourcentage d'enfants sans date de naissance exacte est assez élevé pour l'Androy et Atsimo Andrefana. Une amélioration de la

méthodologie de collecte et d'approximation de cet indicateur est nécessaire pour les prochaines missions.

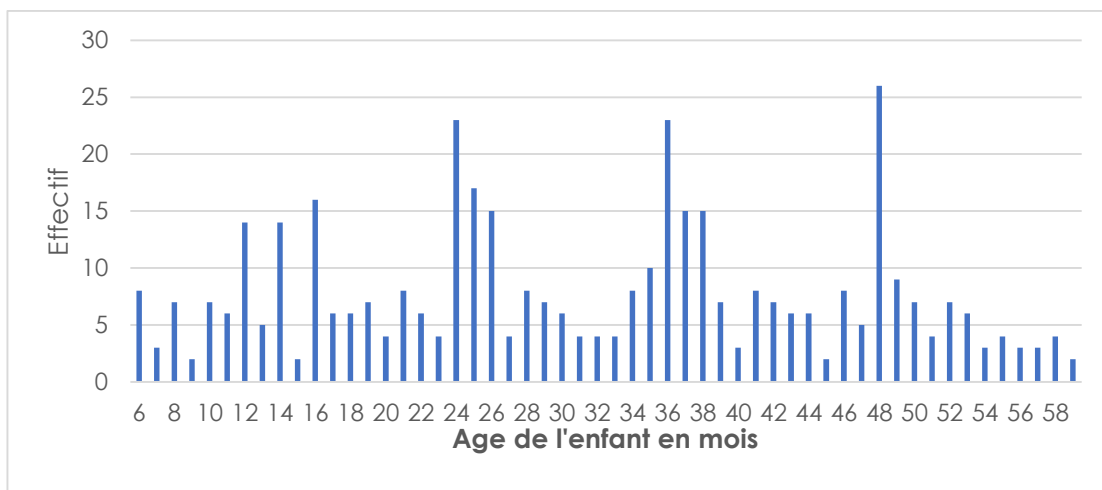
Les graphiques concernant la distribution de l'âge de l'enfant montre des préférentielles, pour les âges multiples de 12 (12,24, 36 et 48). Cette situation affecte la qualité des données.

Figure 1 : Distribution de l'âge de l'enfant, région Androy



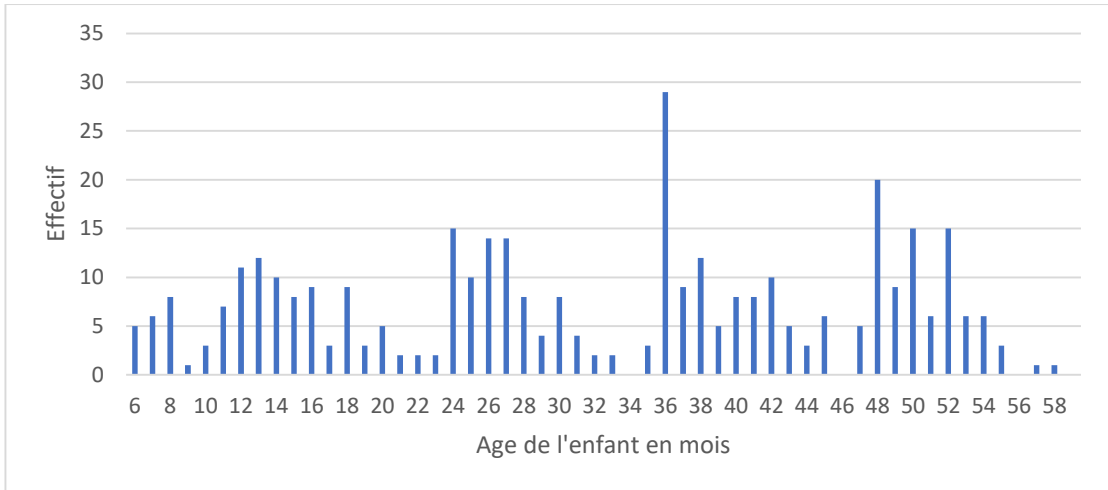
Source : EAM 2022

Figure 2 : Distribution de l'âge de l'enfant, région Anosy



Source : EAM 2022

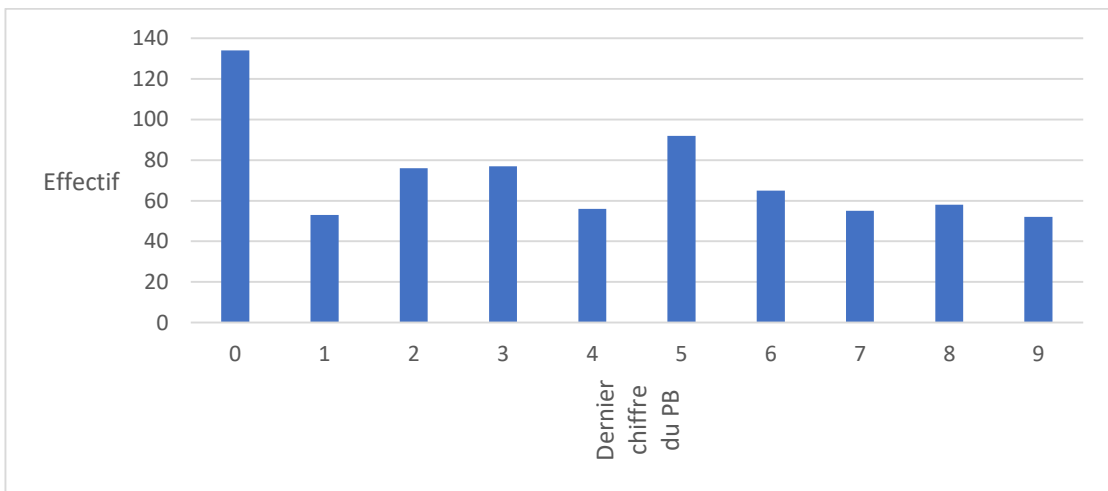
Figure 3 : Distribution de l'âge de l'enfant, région Atsimo Andrefana



Source : EAM 2022

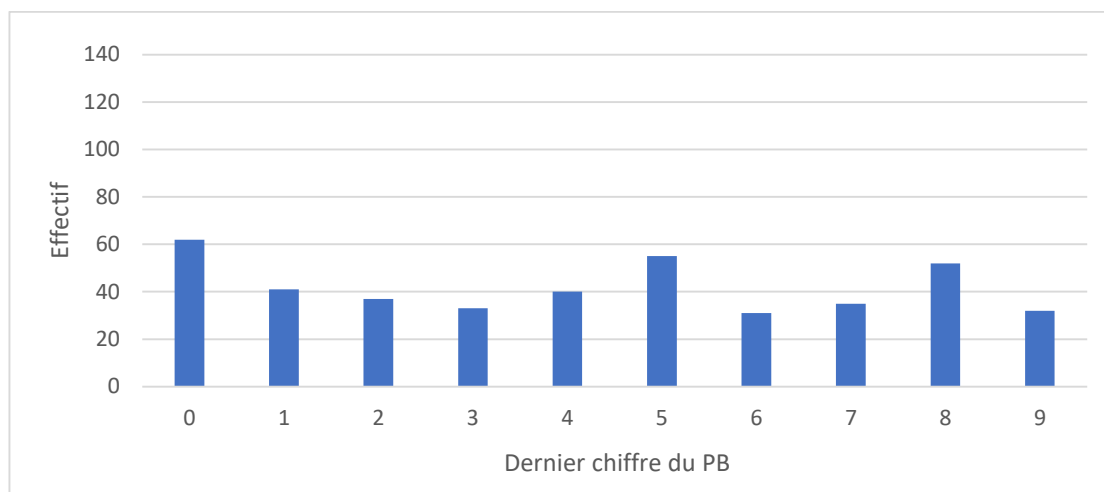
Par ailleurs, la distribution du dernier chiffre du PB permet d'apprécier la qualité des mesures faite par les enquêteurs. D'une manière générale, une préférence des terminaisons par 0 et 5 est observée pour les 3 régions et surtout pour la région Androy, cela démontre un certain manque de précision pour les mesureurs.

Figure 4 : Distribution du dernier chiffre du PB, région Androy



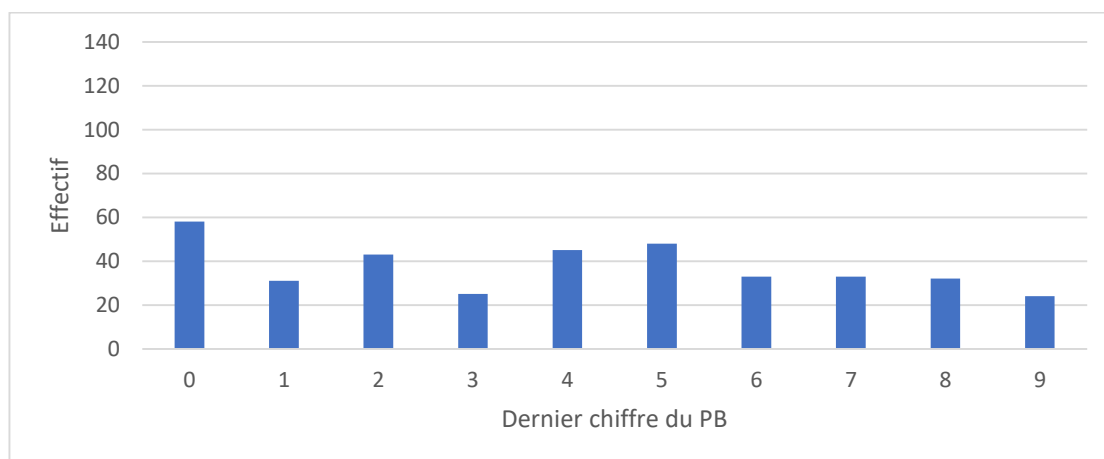
Source : EAM 2022

Figure 5 : Distribution du dernier chiffre du PB, région Anosy



Source : EAM 2022

Figure 6 : Distribution du dernier chiffre du PB, région Atsimo Andrefana



Source : EAM 2022

3. CONDITION DE VIE DES MENAGES

L'évaluation approfondie multisectorielle de la sécurité alimentaire dans les trois régions du grand Sud présente le profil ainsi que les conditions de vies des ménages. Suivant cette évaluation menée en avril 2022, une présentation de la caractéristique socio-démographique des ménages est décrite dans cette seconde partie du rapport pour fournir un aperçu des éléments de base nécessaires à la connaissance des zones et à la quantification et qualification de la caractéristique du secteur l'habitat, du secteur eau et assainissement ainsi que du secteur santé.

3.1 Caractéristiques socio- démographiques

3.1.1 Genre du Chef de Ménage

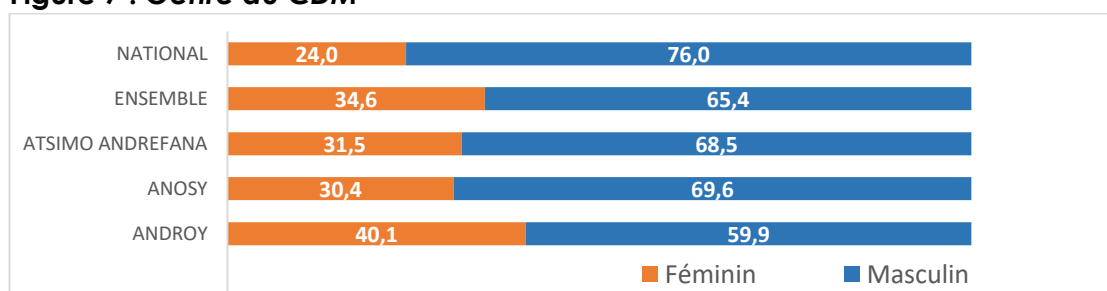
Suivant le résultat de l'évaluation approfondie multisectorielle, le tiers des ménages sont dirigés par une femme avec une proportion de 35% dans l'ensemble des trois régions objet de l'évaluation. Cette proportion est supérieure à la moyenne nationale qui est de 24%¹ où près qu'un ménage sur quatre sont dirigés par une femme.

Par rapport à la proportion répartie par région, le nombre de femme cheffe de ménage dans la région Androy est presque le double de la moyenne nationale avec une proportion de 40%. Pour les deux autres régions (Anosy et Atsimo Andrefana), sur une proportion de dix ménages, trois d'entre eux sont des familles dirigées par une femme. Ce taux est de 2 femmes cheffes de ménages sur une moyenne de dix.

Cette situation assez particulière trouve son explication, entre autres, dans les us et coutume locaux en termes de mariage polygame et également du fait que pendant des périodes difficiles les hommes migrent ailleurs pour trouver de l'emploi et de l'argent. Cette période d'absence peut dépasser les 6 mois.

Pour les ménages dirigés par des hommes, cette même évaluation indique que 65% des ménages sont dirigés par des hommes.

Figure 7 : Genre du CDM



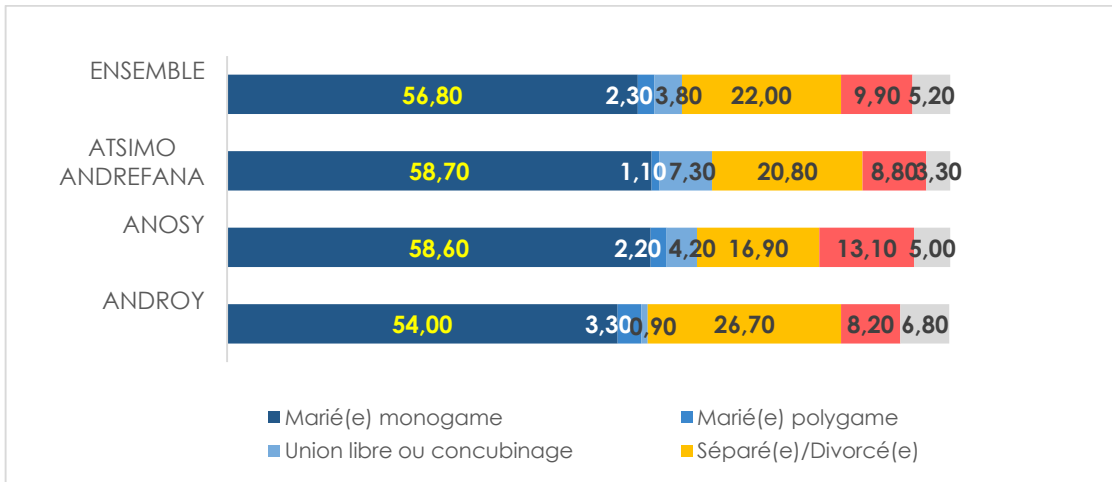
Source : EAM 2022

3.1.2 Statut matrimonial

L'état matrimonial, abordé dans cette évaluation approfondie multisectorielle, fait partie des thématiques important. En effet, l'intérêt de son étude réside dans le fait que, mis à part les autres facteurs biologiques et comportementaux, l'état matrimonial joue un rôle déterminant sur la détermination de la vulnérabilité des ménages. Tirés de la proportion des ménages qui s'occupent seuls de toutes les charges et de l'occupation du foyer, ceux qui se sont séparés/divorcés, les veuf(ve)s, et les célibataires peuvent être parmi les plus vulnérables.

¹ INSTAT - RGPH2018

Figure 8 : Etat matrimonial et nuptialité

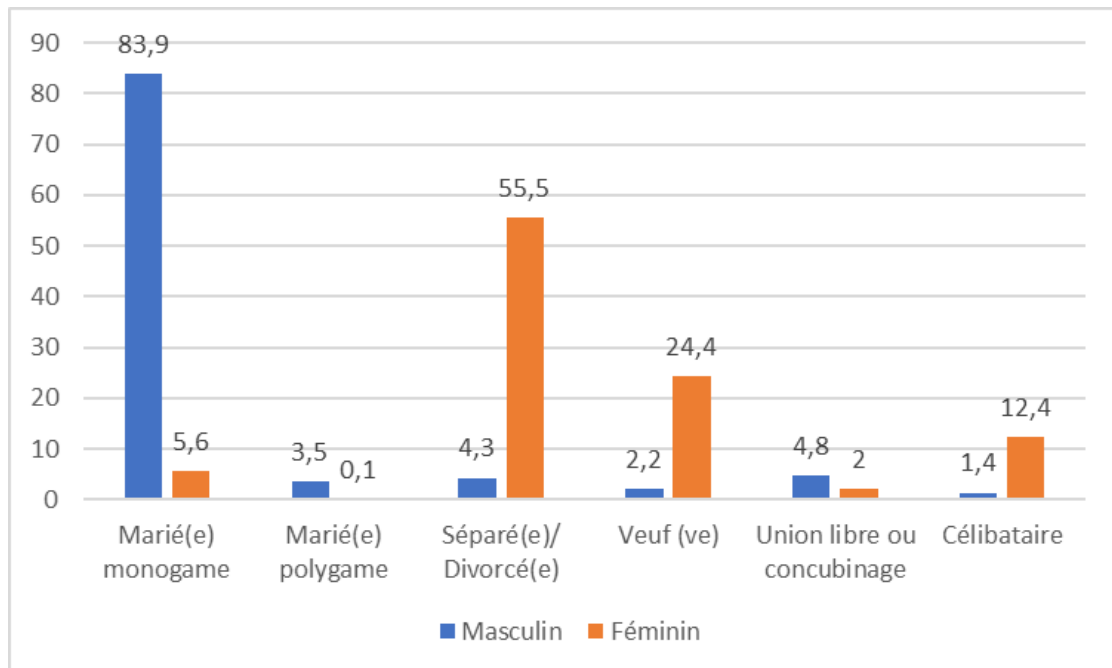


Source : EAM 2022

Dans l'ensemble, une forte proportion des ménages, soit 37%, occupe tout seul le foyer et exposé par un risque de vulnérabilité élevé. Pour le cas des trois régions objet de l'évaluation, la proportion de ménage avec couple (56,80%) est similaire au taux moyen national (53,2%).

Dans l'ensemble, une forte proportion des ménages, soit 37%, occupe tout seul le foyer et s'expose à un risque de vulnérabilité élevé. Pour le cas des trois régions objet de l'évaluation, la proportion de ménages avec couple est similaire au taux moyen national (53,2%).

Figure 9 : Etat matrimonial et sexe du CM



Source : EAM 2022

La majorité des ménages monoparentaux (séparé, divorcé, veuf et célibataire) sont dirigés par des femmes.

3.1.3 Niveau d'éducation

L'absence totale de formation académique affiche une proportion record de près de la moitié de la population. Pour les trois régions, cette proportion est de 45,8%. Par ailleurs, celle ayant le niveau primaire et secondaire premier cycle représente également près de la moitié de la population. Ce niveau, quoique positif d'un premier abord cache une autre source d'inquiétude. Moins de 15% ont franchi le cap du certificat élémentaire (CEPE) du primaire au sens strict (5 années d'études après l'admission à 6 ans). Il s'ensuit le fait que près de 35% ont quitté le banc des écoles avec seulement le CEPE comme qualification. En résumé, on peut dire qu'le taux (moyenne régionale 80%) de personnes très faiblement qualifiées ou totalement analphabète (45% moyenne régionale) est très élevé. Les trois régions sont similaires voire supérieures à ces valeurs moyennes.

Tableau 2. Niveau d'éducation

REGION/ NIVEAU	Aucun/Alphabétisation	Primaire	Secondaire 1 (6e au 3e)	Secondaire 2 (2nd au terminale)	Supérieur	Ensemble
ANDROY	47,1	36,4	11,9	4	0,6	100,0
ANOSY	38,8	36,1	17,3	6,8	0,9	100,0
ATSIMO ANDREFANA	50,8	33,6	10,7	4,3	0,7	100,0
ENSEMBLE	45,8	35,5	13,1	4,9	0,7	100,0

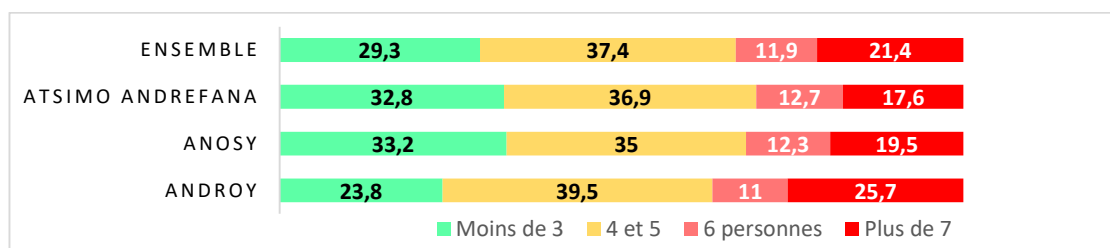
Source : EAM 2022

3.1.4 Taille du ménage

Dans l'ensemble, 37% et 21% des ménages sont composés respectivement de 4 à 5 personnes et de plus de 7 personnes. Il est à noter que la taille moyenne de ménage au niveau national est de 4,2² et celle du milieu rural national est de 4,3 (Atsimo Andrefana : 4,3/ Androy : 4,5/ Anosy : 4,3).

Dans la région Atsimo Andrefana et Anosy, respectivement 18% et 19% des ménages sont composés de plus de 7 personnes. Par ailleurs, la contribution des ménages de taille moyenne (4 et 5 personnes) est de 37% et 35%. Pourtant, dans la région Androy, ces proportions s'élèvent respectivement à 26% et 39%.

Figure 10 : Taille du ménage



Source : EAM 2022

On note que dans un milieu caractérisé par une vulnérabilité chronique, la proportion de ménage ayant un effectif se rapprochant de la moyenne nationale pourrait constituer un facteur aggravant la précarité.

² INSTAT - RGPH2018

3.1.5 Ratios inactifs sur actifs

Dans l'ensemble, on remarque une forte prédominance de ratio inactifs/actifs. Globalement, ce ratio avoisine la moitié (48,4%) qui fait qu'un actif doit prendre en charge plus d'un inactif au moins. Combiné au ratio d'un actif devant prendre en charge un inactif, ce ratio grimpe à 68% pour l'ensemble des trois régions. Cette combinaison du rapport pour un actif doit assurer un inactif est plus monte jusqu'à plus des trois quart (76.6%) pour la région Androy. Quoique relativement bas par rapport à la valeur régionale (68.4%), les deux autres régions, Anosy et Atsimo Andrefana affichent une valeur commune de 62. En terme pragmatique, le fait qu'une personne active doit prendre en charge au moins un inactif indique une forte précarité. Une invalidité de la personne active aura de lourd impact sur la ou les individus qui dépendent d'elle.

Tableau 3. Ratios inactifs/ actifs

REGION/ NIVEAU	Plus d'actifs que d'inactifs (%)	Autant d'actifs que d'inactifs (%)	Plus d'inactifs que d'actifs (%)
ANDROY	23,3	19,4	57,2
ANOSY	37,8	20,2	42,1
ATSIMO ANDREFANA	37,7	19,3	42,9
ENSEMBLE	32,0	19,6	48,4

Source : EAM 2022

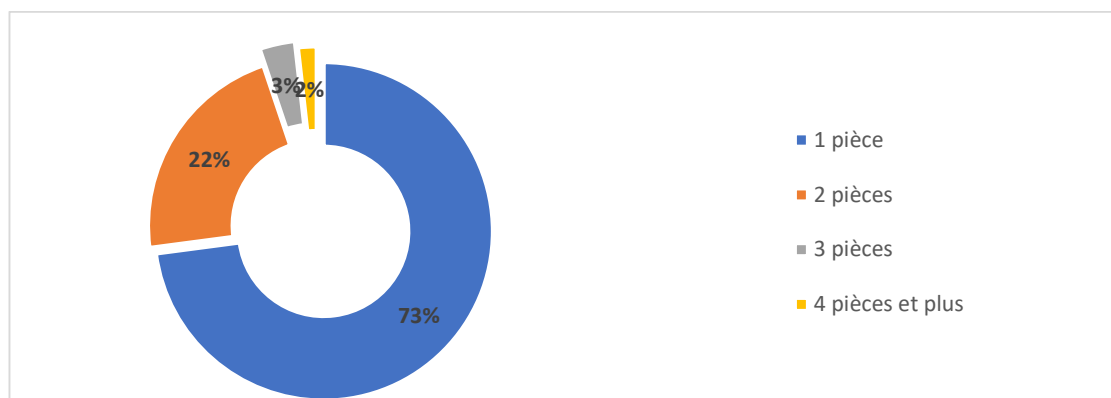
3.2 Habitat

La disponibilité des informations sur les caractéristiques de l'habitation et du cadre de vie des ménages contribue à la compréhension des conditions de vie de la population. Cette évaluation permet de déterminer le nombre d'unités d'habitation ou nombre de pièces habitables, les caractéristiques des constructions, les conditions de logement et les aménagements qui ont incontestablement un impact sur la santé et le niveau de développement des membres du ménage.

3.2.1 Nombre de pièces

Dans le Sud de Madagascar, le nombre des pièces ne permet pas de prendre en compte le véritable niveau de vie des ménages. Vivre dans une seule et même pièce ne permet pas de justifier qu'un ménage est pauvre ou riche. La plupart des ménages vivant dans la Région d'ANDROY, habite dans une seule et même pièce. Soit, environ 82,3% des ménages enquêtés et environ 17,7% des ménages disposent de plusieurs pièces pour habiter.

Figure 11 : Nombre de pièces



Source : EAM 2022

Certes, l'aspect du bâti commence à constituer une condition importante afin d'évaluer les indicateurs de richesses des ménages. Par exemple, on remarque que les ménages vivant dans la région d'ANOSY disposent d'une meilleure condition de vie que ceux qui habitent dans la région d'ANDROY. En effet, seulement 60,6% des ménages vivent dans une seule pièce et 39,4% des ménages vivent dans de nombreuses pièces.

Et en ce qui concerne la Région d'ATSIMO ANDREFANA, la proportion des ménages vivant dans une seule pièce est presque identique (72,1%) à la moyenne du résultat d'évaluation combiné des trois régions.

3.2.2 Type de mur

Par rapport aux données de l'INSTAT lors du RGPH3, les résultats montrent que la plupart des matériaux utilisés pour les murs, toits et sols des unités d'habitation sont précaires. En effet, la moyenne nationale indique que 71,9 % des habitations sont constituées par de mur en terre battues, en tige ou écorce ou feuille ou bambou, bozaka, de planche rudimentaire et des matériaux de récupération.

Le tableau suivant montre la récapitulation moyenne du niveau d'aménagement et de salubrité nationale des unités d'habitation par milieu de résidence.

Tableau 4. Pourcentages des unités d'habitation par milieu de résidence selon la précarité des matériaux de construction (sol, mur et toit)

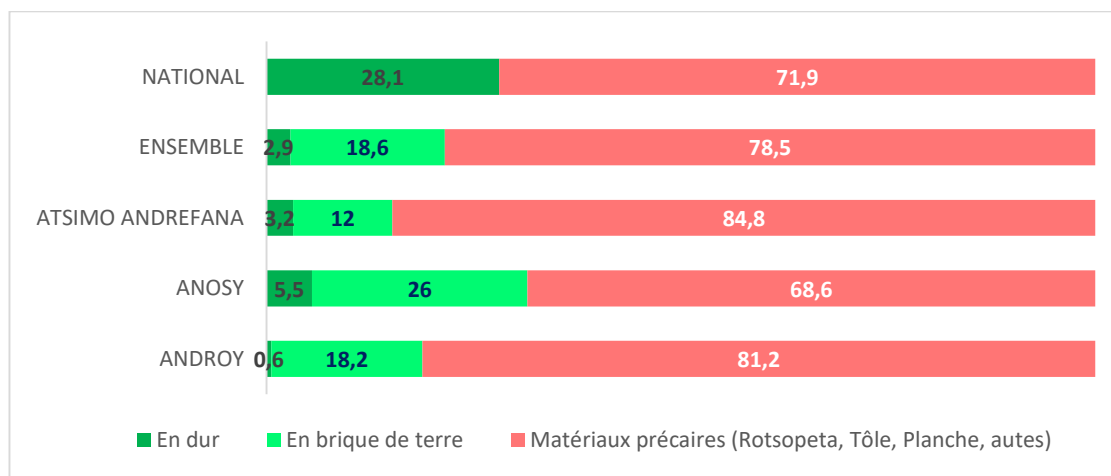
Matériaux de construction des unités habitations :	Ensemble	Urbain	Rural
Sol précaire*	70,8	35,1	77,8
Mur précaire	71,9	40,3	80,4
Toit précaire	56,0	16,2	66,5

Source : INSTAT, RGPH2018

Les résultats de l'EAM 2022 confirme à peu près cette tendance nationale avec quelques excédents. Pour le cas des trois régions objet de l'évaluation, nous constatons que 4 sur 5 des matériaux utilisés pour les murs d'habitation sont précaires. Dans l'ensemble, et en moyenne, 78,5% des habitations dans les 10

districts d'évaluation sont constitués de matériaux précaires (Rotsopetsa, Tôle, Planche et autres). Cette précarité de types d'habitation ne justifie pas la pauvreté des ménages mais témoigne leur vulnérabilité.

Figure 12 : Habitation et cadre de vie de la population



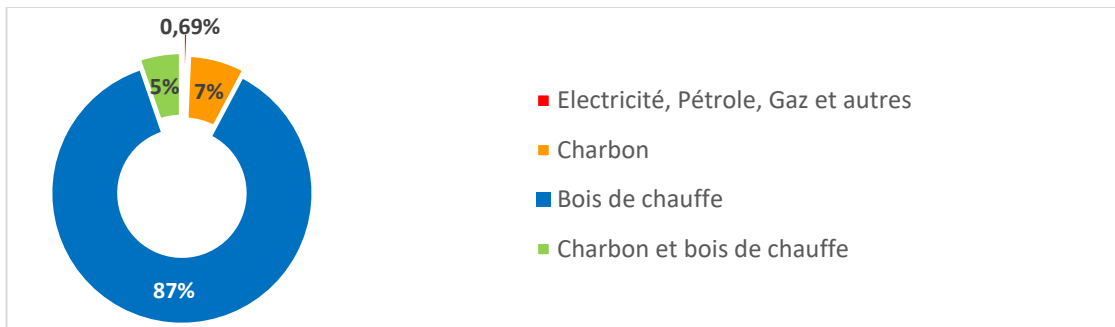
Source : EAM 2022

Sur les trois régions objet de l'évaluation, le cas de la Région Anosy fait exception avec une proportion légèrement inférieure à la moyenne nationale (68,6%). Spécifiquement, le cas du District de Betroka explique cette légère différence dont 28% seulement de maisons d'habitation sont construites en matériaux précaires. Dans ce district, dit grenier régional, le niveau de vie des ménages est moyennement supérieur à la moyenne du découpage de richesse locale (*Moyenne de la somme des ménages nantis et des ménages moyens*) des 7 zones de moyens d'existence du Grands Sud qui est de 32% (données HEA). Cette proportion est de 40% suivant la combinaison des ménages nantis et moyens.

3.2.3 Source d'énergie domestique pour la cuisson

A part les caractéristiques physiques de l'habitation (mur, sol, toit) et la disponibilité de certaines installations d'usage domestique (type d'aisance, mode d'approvisionnement en eau, mode d'éclairage) ; le types d'énergie utilisée pour la cuisson fait partie des variables caractérisant le standing ou la qualité de l'unité d'habitation. Cet indicateur contribue à l'amélioration du confort et du bien-être de la population.

Figure 13 : Source d'énergie des ménages (Cuisson)



Source : EAM 2022

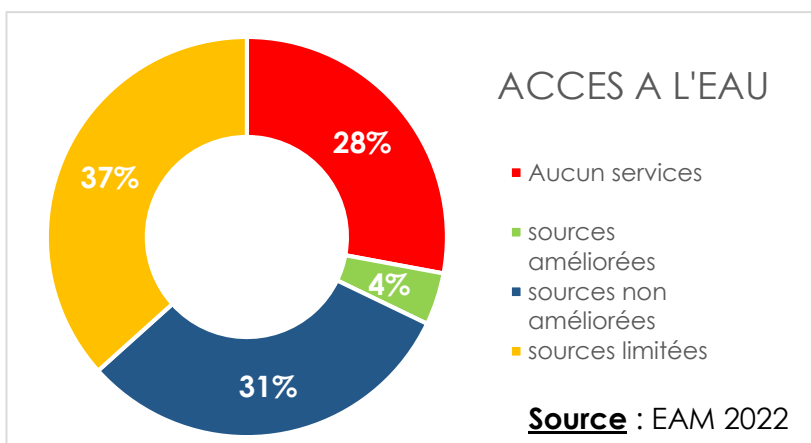
Une proportion élevée de l'utilisation directe du bois comme combustible témoigne le caractère rudimentaire du niveau et de la qualité de vie des habitants. Cette forte dépendance aux biomasses à renouvellement lent et difficile en raison du contexte de sécheresse expose les communautés à court et à moyen termes à un risque de déficit en combustible. La hausse de prix qui s'ensuit pénalise le pouvoir d'achat qui est déjà faible.

3.3 Eau et assainissement

Selon l'ODD6, il est primordial de garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau. Il s'agit de garantir l'accès universel et équitable à l'eau potable, à l'hygiène et l'assainissement d'ici 2030.

L'eau et l'assainissement fait parties des conditions d'existence des ménages, combinées par les facteurs habitation, patrimoines, actifs productifs et autres. Ces indicateurs sont un indice de bien-être économique qui permet de définir la pauvreté non monétaire et surtout la pauvreté matérielle des ménages.

Figure 14 : Accès à l'eau



Le taux de desserte en eau de qualité, provenant d'une source d'eau améliorée est seulement 4,23%, par rapport à un taux assez éloigné du taux national de 27,7%. La pénibilité de la

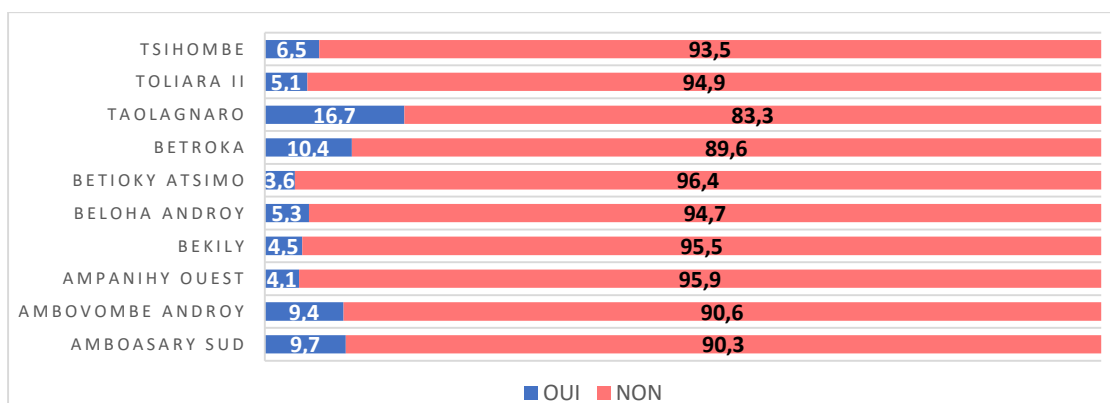
corvée de l'eau incombe à l'ensemble des femmes (95%) qui accomplissent cette tâche. Pour elles, les points d'approvisionnement en eau, non protégés, se situent au-delà des 30 mn de temps de parcours (incluant le temps d'attente). Dans cet ensemble, près du tiers (28%) vont directement à la marre ou à la rivière est dans les canaux d'irrigation. Plus de 7 ménages sur 10 (72%) bénéficient d'une source améliorée et non améliorée (puits et sources non protégés).

3.4 Maladies

3.4.1 Taux de morbidité par ménage

Selon l'EAM, en moyenne, les 7,3% des ménages ont au moins un de leurs membres qui sont tombés malades dans les deux dernières semaines ayant précédées l'enquête. Le taux le plus bas 3,6% se trouve dans le district de Betioky Sud et le plus haut 16,7% dans le district de Taolagnaro.

Figure 15 : Pourcentage des ménages ayant au moins un de ses membres tombé malade dans les aux cours des deux dernières semaines



Source : EAM 2022

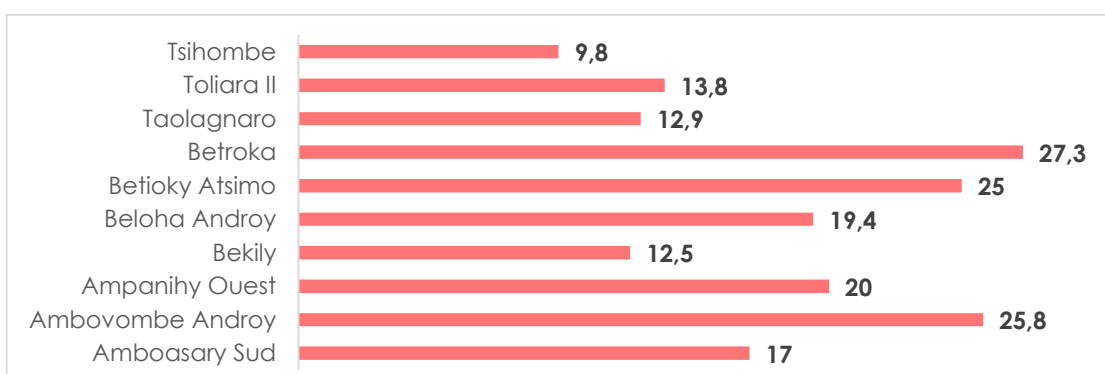
3.4.2 Les principales maladies des enfants de 6-59 mois

Les principales maladies des enfants de 6-59 mois au niveau des dix districts du grand sud de Madagascar sont les maladies diarrhéiques, l'infection respiratoire aigüe (IRA) et les maladies fébriles toutes causes confondues y compris le paludisme dont les taux d'incidence respectifs sont de 18,3%, 6,8% et 66,2%. Ces trois maladies font parties des dix pathologies prédominantes au niveau de chaque district objet de l'étude.

3.4.2.1. Taux d'incidence des maladies diarrhéiques

Concernant les incidences par district pour les maladies diarrhéiques qui est une maladie d'origine hydrique dont l'augmentation ou la diminution de son incidence coïncide en général par l'existence et la qualité de l'eau utilisée par les ménages y compris l'eau de pluie quand la maladie est apparue au cours de la saison de pluie comme le premier trimestre de l'année. Le district de Betroka a le taux le plus élevé de 27,3% tandis que le plus bas se trouve dans le district de Tsihombe 10%.

Figure 16 : Taux d'incidence des maladies diarrhéiques

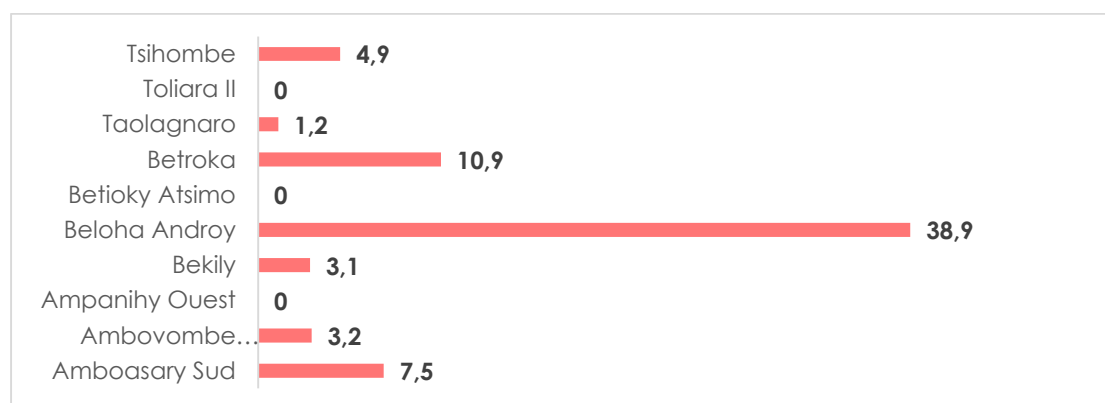


Source : EAM 2022

3.4.2.2. Taux d'incidence d'IRA

Pour l'IRA, le district de Beloha Androy a le taux le plus élevé des ménages ayant de personnes atteintes par cette maladie 39%, selon le rapport de la surveillance électronique via plateforme DHIS2 dans ce district, cette maladie est la première pathologie motif de consultation au niveau des formations sanitaires durant le premier trimestre de cette année. Cependant les districts de Toliara2 et d'Ampanihy n'en ont pas, cette maladie se trouve au 3ème rang pour motif de consultation à Toliara II et au premier rang à Ampanihy Ouest au cours du 1er trimestre de 2022 selon toujours les rapports de surveillance épidémiologique par district sanitaire.

Figure 17 : Taux d'incidence d'IRA



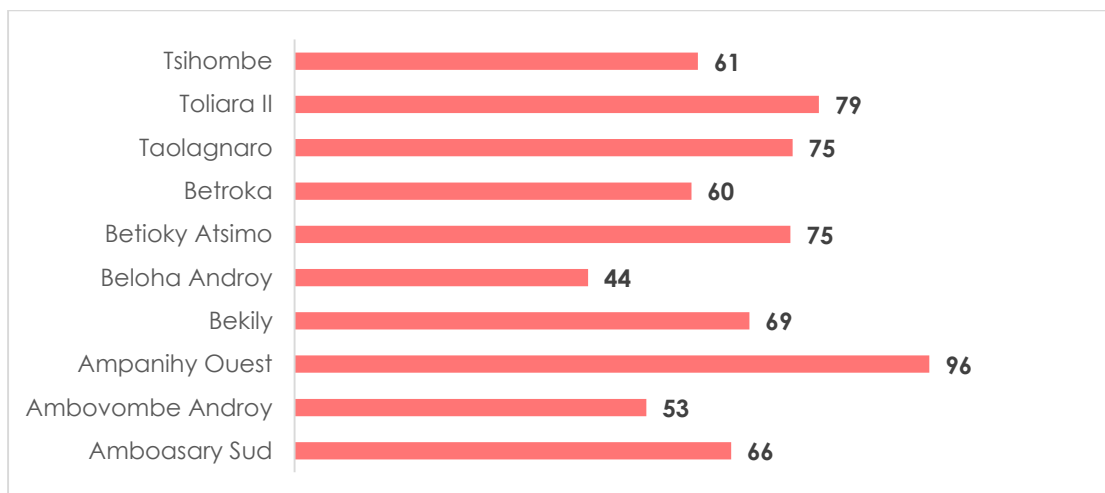
Source : EAM 2022

3.4.2.3. Taux d'incidence des maladies fébriles y compris le paludisme

Pour les maladies fébriles dont le paludisme, les 96% des motifs de consultation des personnes sont les maladies fébriles dont le paludisme dans le district d'Ampanihy Ouest tandis que les huit autres districts ont plus de 50% les maladies fébriles comme motif de consultation, seul le district de Beloha Androy ayant le taux d'incidence en dessous de 50%. Dans la région Atsimo Andrefana où se trouvent les districts d'Ampanihy Ouest, de Betioky sud et de Toliara2, les maladies fébriles dont le paludisme est au 2ème et 3ème motif de consultation avec un taux d'incidence de 42% et 33% selon le rapport de

surveillance épidémiologique du 1er trimestre de 2022, de même pour les régions d'Androy et d'Anosy, cette maladie ou ce symptôme se trouvent respectivement au second et au troisième rang comme motif de consultation avec les taux d'incidence respectifs de 20% et de 33% selon les rapports de surveillance épidémiologique intégrée et électronique SEIE via DHIS2 du MSANP.

Figure 18 : Taux d'incidence des maladies fébriles y compris le paludisme



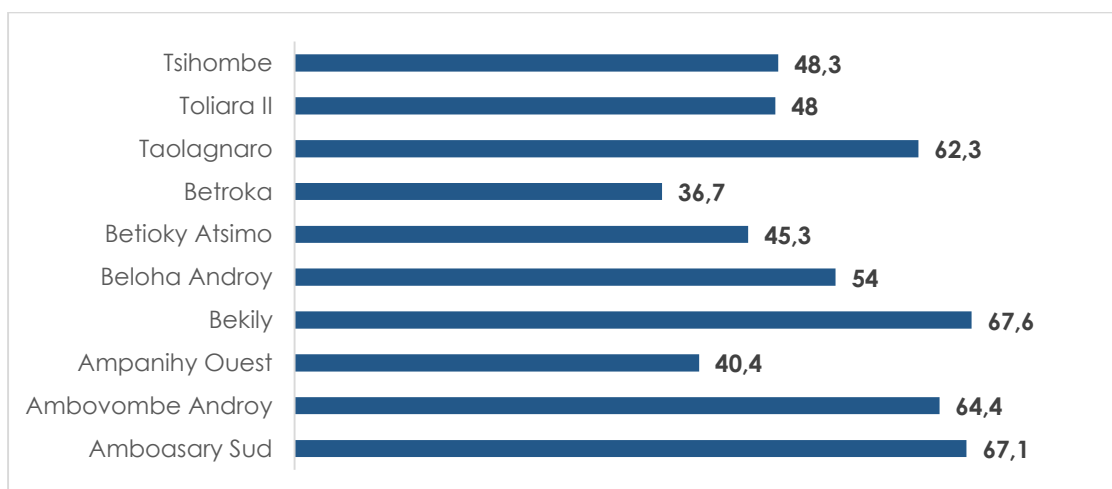
Source : EAM 2022

3.4.3 Accès aux soins

En moyenne, le taux d'utilisation des centres de santé pour les dix districts est de 55%. Les districts de Bekily et d'Amboasary sud ont le taux plus élevé à 67% tandis que le district de Betroka a le taux le plus bas 36,7%.

Selon les rapports trimestriels de surveillance et de prise en charge des maladies, les taux de fréquentation des formations sanitaires dans les trois régions du sud tournent aux alentours de 15 à 40%

Figure 19 : Taux d'accès aux soins

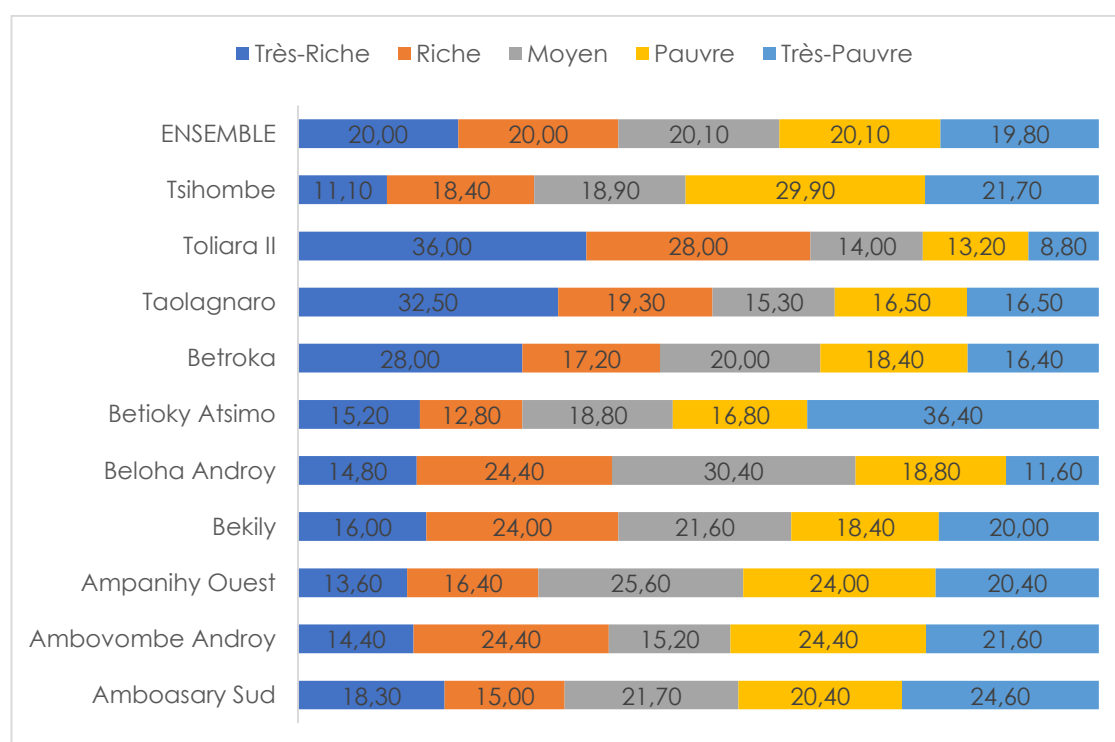


Source : EAM 2022

3.5 Possession de Bien et quintiles de richesse

Comme il s'agit d'une agrégation de données visant à donner un ordre de grandeur de la vulnérabilité. Il paraît utile de prendre un point de repère. De manière globale, les trois derniers groupes (moyen, second et pauvre), font partie des plus vulnérables. A un niveau global, ces trois niveaux regroupent 60% des populations en moyenne. Si pour la moyenne interrégionale, les 3 régions se rapprochent des 60 points qui représentent la moyenne. De fortes disparités apparaissent au niveau des détails à l'échelon des districts. Ampanihy, Betioky et Tsihombe forment un trio de tête pour le pourcentage de vulnérabilité avec une valeur 15% au-dessus de cette moyenne. Ils sont à 70%. Ils sont suivis par Amboasary avec 66%. Avec Beloha, Bekily et Ambovombe, au total 7 districts sur les 10 ont cette valeur soit égale soit supérieure à la valeur moyenne. Ce pourcentage descend en dessous de 50% pour les trois districts restants avec un taux record de seulement 36% pour Toliara II.

Figure 20 : Taux d'accès aux soins



Source : EAM 2022

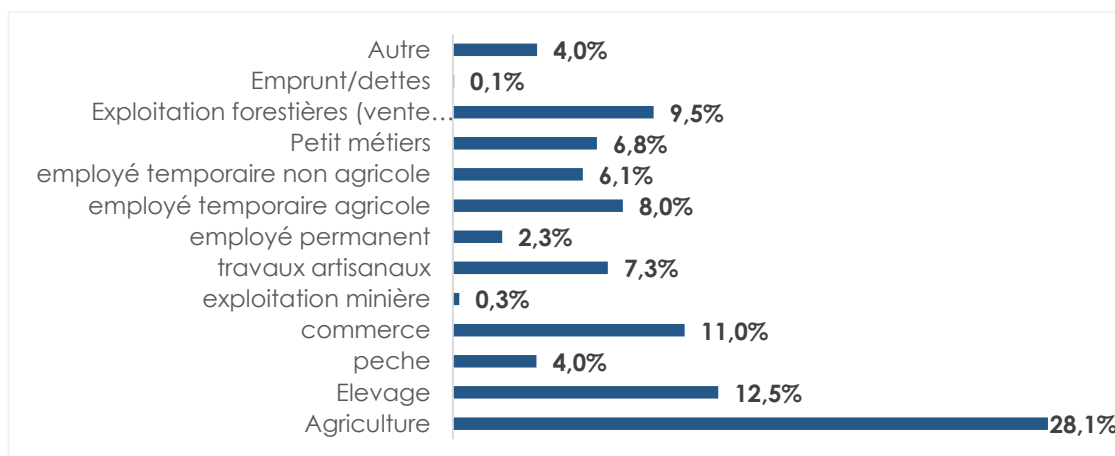
4. MOYENS DE SUBSISTANCE DES MENAGES

4.1 Activités principales ménages

4.1.1 Proportion de revenu pour chaque activité

L'agriculture occupe environ vingt-huit pour cent des ménages (28%), l'élevage douze pour cent (12%) et le commerce environ onze pour cent (11%), restent les trois activités principales du ménage qui procurent le plus de revenu. Le reste du revenu provient des autres petites activités mineures.

Figure 21 : Proportion de revenu pour chaque activité

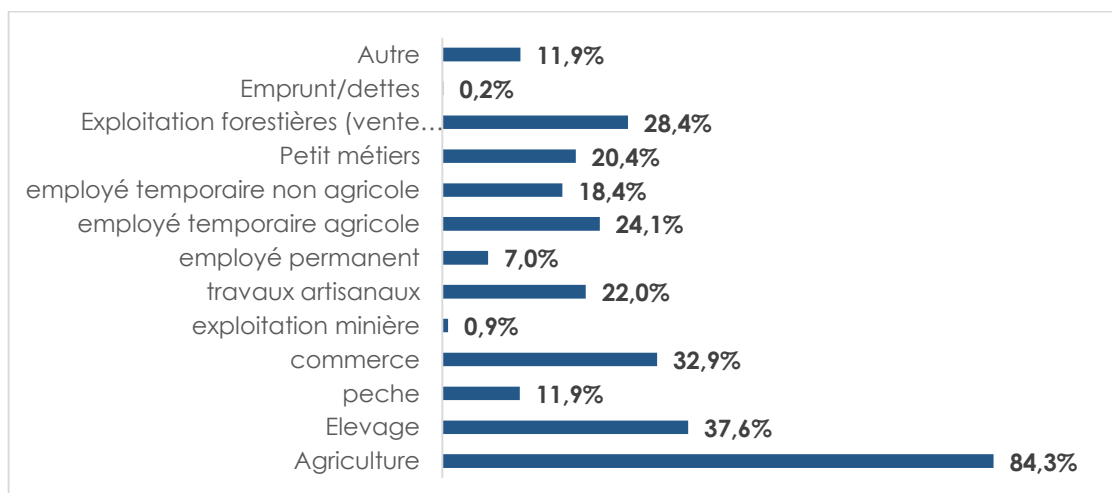


Source : EAM 2022

4.1.2 Proportion des activités

Le graphe ci-dessous montre que l'agriculture, l'élevage, le commerce sont les plus exercés par les ménages dans les régions du Grand sud de Madagascar. Les employés temporaires agricoles sont de l'ordre de 24%. Près de quatre-vingt-quatre pour cent (84%) des ménages pratiquent l'agriculture, trente-sept pour cent (37%) de l'élevage et environ trente et deux pour cent (32%) pour le commerce, les autres activités citées sont pour le reste (Les exploitations minières et l'emprunt ou dettes sont les moins pratiqués par les ménages).

Figure 22 : Proportion des activités



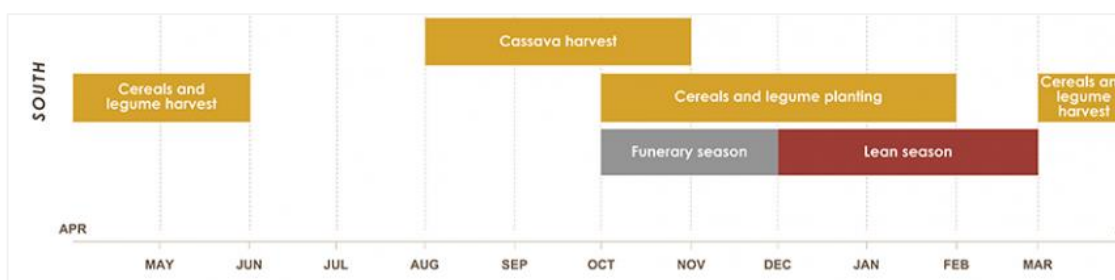
Source : EAM 2022

4.2 Agriculture

4.2.1 Contexte/ Calendrier Cultural

Le tableau ci-dessous offre le contexte typique du calendrier agricole dans le Grand Sud en général. Suivant un processus classique, octobre à février constitue la période favorable au semi (céréale). La répartition des récoltes tout au long de l'année, si celle-ci est correcte ; devrait permettre aux habitants d'avoir au moins une source de nourriture et de revenu. La situation actuelle est plus problématique.

Figure 23 : Calendrier cultural



Source : FEWSNET

4.2.2 Situation actuelle

Premier constat, on note une forte prédominance des petits exploitants (moins de 100 ares). Le stock de récoltes qui en sortira, que l'année soit bonne ou mauvaise, ne permet pas aux propriétaires d'avoir une bonne autonomie.

Selon le résultat de l'évaluation approfondie multisectorielle sur les ménages échantillons, quarante-cinq pour cent (45%) des ménages exploitent moins de cinquante ares (50 ares), trente-quatre pour cent (34%) entre cinquante à cent ares (50 à 100 ares) et environ vingt et un pour cent (21 %) ont plus de cent ares (100 ares).

Figure 24 : Taille superficies exploitation



Source : EAM 2022

Il existe très peu de réseau d'infrastructures hydro agricoles pour l'irrigation dans le grand sud. Cependant, les infrastructures sont généralement vétustes et nécessitent dans sa grande majorité des travaux de réhabilitation. En outre, l'ensablement des barrages de retenue et des canaux d'irrigation lié aux dégradations de l'environnement entraînant l'érosion et aux aléas climatiques, réduit les capacités de stockage de l'eau nécessaire à l'irrigation des rizières.

La partie sud de Madagascar est exposée à une catastrophe naturelle qui revienne de manière récurrente presque chaque année qui est la sécheresse. Cependant, l'agriculture dépend essentiellement des conditions naturelles qui font que sa performance est très sensible aux répercussions de ces phénomènes, particulièrement aux aléas et changement climatiques. De ce fait, les productions agricoles ne sont pas toujours celles qui sont attendues.

Les paysans sont hésitants à investir sur l'achat des matériels ou l'adoption de techniques améliorées, étant donné que le niveau de la production est faible ces dernières années. En effet, cela induit à une faible performance du secteur très peu évolutif.

La technique agricole est généralement traditionnelle, avec une proportion de zéro pour cent (0%) pour les techniques améliorées dépendant essentiellement des conditions naturelles (pluviométrie).

La quasi-totalité des exploitations agricoles pratiquent la polyculture, dont les productions des principales cultures vivrières sont essentiellement destinées à l'autoconsommation. Les ventes ne concernent que les surplus de production pour subvenir aux besoins quotidiens en produits non agricoles (savon, sel, sucre, éclairage, ...). Les produits mis en vente ne sont pas toujours transformés et ne subissent aucun traitement spécifique de conservation après la récolte. En effet, en raison de l'insuffisance des infrastructures routières en milieu rural limitant l'accès aux marchés et l'évacuation des produits, les paysans produisent surtout pour ne pas avoir à acheter et non pour la commercialisation.

Outre le riz, d'autres cultures, surtout vivrières, sont pratiquées sur l'ensemble du territoire, dont les principales sont le maïs, le mil et le sorgho, le manioc et la patate douce qui servent de produits de substitution ou de complément du riz en période de soudure.

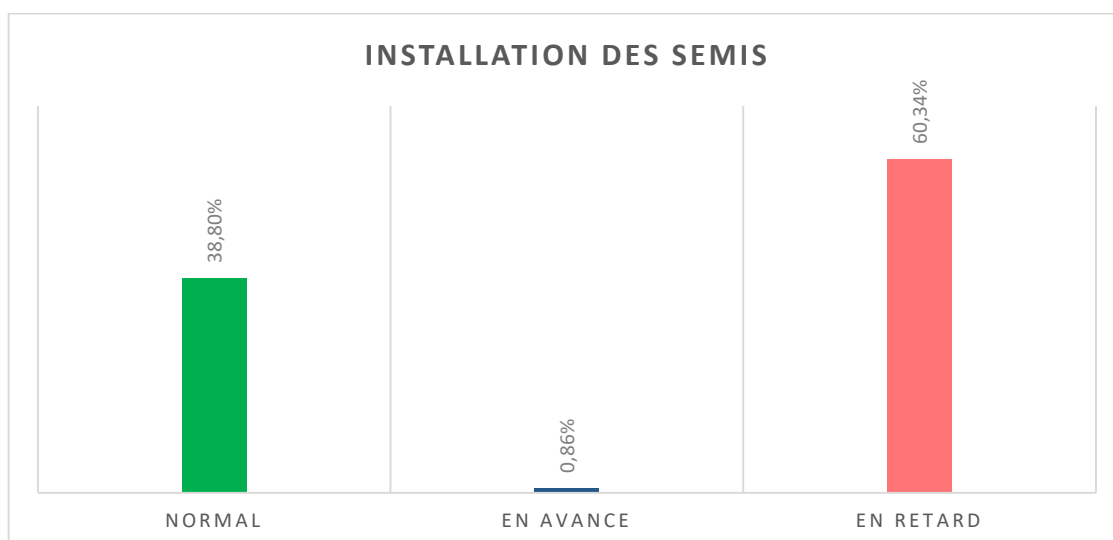
4.2.3 Déroulement de la campagne

Pour la précédente campagne, les paysans ont connu des désastres à cause de la précipitation qui a été en retard. Engendrant, le retard de l'installation des semis. En outre il y avait aussi une mauvaise répartition géographique que temporel. Ce dernier a induit à une faible production.

Ces importantes variabilités climatiques (retard de pluie, sécheresse,...) engendrent la non-adaptation au changement qui se manifeste par la non-maîtrise des mises en terre des cultures, notamment le suivi des calendriers agricoles, entraînant ainsi un retard de l'installation des semis.

Mais en comparant les deux saisons, les paysans ont connu une amélioration de situation par rapport à la même période de l'année passée.

Figure 25 : Installation des semis



Source : EAM 2022

3.4.2.4. Cause des changements sur l'installation des semis

En ce qui concerne l'installation des semis, seulement trente-huit pour cent (38%) des ménages ont pu planter à temps, environ un pour cent (1%) en avance et soixante pour cent (60%) sont en retard. Ces changements sont dus principalement par le retard de pluie (91%).

Tableau 5. Causes des changements sur l'installation des semis

Designations	Proportion
Retard de pluie	91%
Les pluies ont commencé en avance	1%
Manque de semences	3%
Manque de bras valide	1%
Manque de moyens financiers	2%
Pas eu accès à la terre a temps	0%
Autres précisé	1%

Source : EAM 2022

Pour cette campagne, la pluie utile est venue en général au mois de janvier 2022 pour les trois régions étudiées. La quantité dans chaque région est très faible par rapport à la moyenne normale, avec une mauvaise répartition dans le temps et dans l'espace ; même s'il y avait eu passage des deux cyclones BATSIRAI et EMINATI au mois de février.

3.4.2.5. La disponibilité des intrants agricoles :

- Semences

Le Grand Sud souffre d'une réelle absence de sécurité semencière. L'assistance ne suit pas les pratiques agricoles locales. A part la distribution faite par des internationaux tels que CRS Madagascar, FAO,..., les semences ont aussi été disponibles au niveau des ménages pour une première installation de semis. En cas de nécessité d'un semis après l'échec du premier, les paysans sont en grande difficulté pour s'approvisionner en semences. L'aide en semence représente 3.5 % de toutes les assistances reçues par le ménage et 34.5 % des ménages en ont reçu.

Une production réellement insignifiante pour la saison précédente n'a pu permettre un réapprovisionnement en semence de manière satisfaisante. Un pouvoir d'achat très faible pénalise toute tentative d'approvisionnement auprès d'un marché en raison d'une inflation des prix des semences en raison d'une demande élevée à ce moment.

- Situation Phytosanitaire :

On note une faiblesse relative de la disponibilité en produits phytosanitaires. Pour la partie sud de Madagascar, moins de la moitié des habitants peuvent y avoir accès, faute de revenu pour l'achat si ce n'est que le produit fait défaut sur le marché. Sur les dix districts étudiés, quatre seulement, à savoir Amboasary Sud, Beloha Androy, Betioky Sud et Taolagnaro se sont déclarés en disposer.

- Autres intrants agricoles

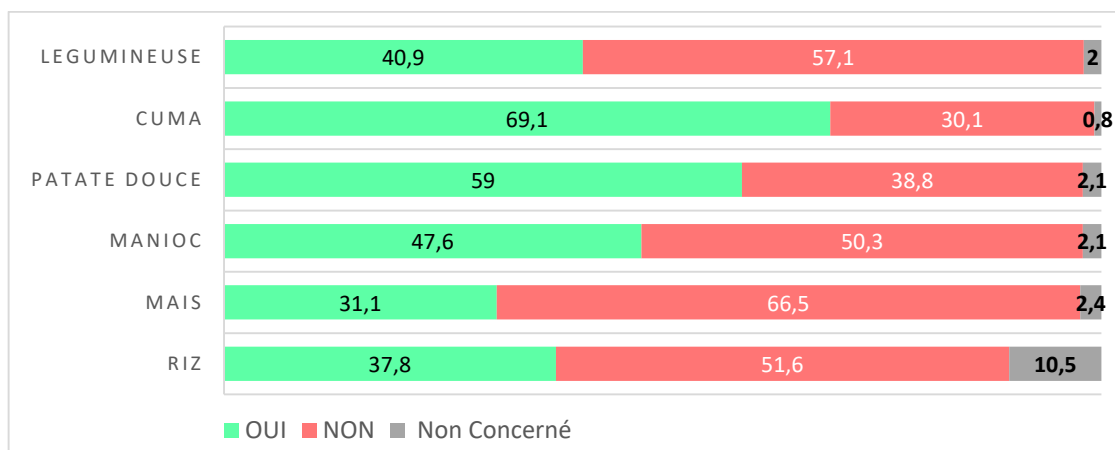
Pour les autres intrants agricoles tels que l'engrais organique, l'engrais chimique, les produits phytosanitaires et les matériels agricoles, ils sont disponibles sur le marché mais non accessibles pour tout le monde.

4.2.4 Relance agricole

Le taux élevé des ménages ayant choisi d'opter pour une relance témoignent d'une détermination réelle des paysans à planter dès que les conditions le permettent. La disponibilité en intrants constitue une condition pour leur permettre cette initiative.

Pour la relance agricole, selon les types de spéculation environ trente et un à soixante-neuf pourcent (31 à 69%) des ménages ont pu les cultiver.

Figure 26 : Relance agricole



Source : EAM 2022

Pour la relance agricole de la grande saison 2021-2022, selon les types de spéculations environ trente et un à soixante-neuf pourcent (31 à 69%) qui ont pu effectuer. La partie suivante donne un aperçu des appuis souhaités pour une relance.

Pour les légumineuses, les districts d'Ambovombe (65), de Betroka (56) et de Toliara II (63) affichent un taux de relance supérieur à la moyenne qui est de 40%. Ce sont des districts disposant des conditions naturelles favorables conjointement à une forte tradition en pratique de cette spéculations.

Concernant les cultures maraichères, presque tous les districts ont pu cultiver même si la proportion n'est pas à cent pour cent est resté en dessous de la moyenne qui est de soixante-neuf pour cent (69%). Sauf pour Tsihombe (33) une zone en difficulté climatique par rapport à la pratique de cultures maraichère.

Une forte proportion de nombre de districts ayant pu relancer la culture de patates douces s'explique par les caractéristiques de cette spéculations. Réputée pour être peu exigeantes en eau (aux environs des 400 mm seulement), elles constituent une aubaine pour plusieurs localités souffrant de cette difficulté. Six districts sur dix ont pu procéder à une relance avec des taux record de plus de 80%, pour Betroka, Tolagnaro, Beloha Androy et Toliara II. La moyenne des dix districts est de 59%.

Des districts à forte tradition en culture de manioc et de maïs ont pu organiser des relances. Il s'agit d'Amboasary, Ambovombe Androy, Beloha, Betroka et Toliara II.

Plus spécifique, le riz a pu bénéficier des conditions favorables. Pour la Grand Sud, il s'agit des rizicultures irriguées donc bénéficiant d'infrastructures de répartition d'eau.

Les autres districts qui n'ont pu relancer correctement ont évoqué le déficit de précipitation comme cause majeure (91%).

Les appuis nécessaires pour faire une relance : Suivant les différents types de spéculations, cinquante-sept pour cent à soixante-dix pour cent (57% à 70%) des ménages demandent l'appui sur provision de semences/matériels végétales à cycle court, l'appui aux travaux de champs de culture trente-cinq pour cent à cinquante pour cent (35% à 50%) et l'appui au matériel d'irrigation cinquante-trois pour cent à soixante-treize pour cent (53% à 73%).

Tableau 6. Appuis nécessaires pour faire une relance

SPECULATION	Provision de semences/matériels végétales à cycle court	Appui aux travaux de champs de culture	Appui au matériel d'irrigation
RIZ	70,2	45,1	66,4
MAIS	65,3	40,0	66,4
MANIOC	63,8	50,7	67,2
PATATE	57,1	36,4	61,8
CUMA	62,2	50,0	73,0
LEGUMINEUSE	62,0	35,4	53,9

Source : EAM 2022

Appréciation de la superficie et Estimation de la production de cultures vivrières

Des conditions climatiques et météorologiques favorables permettent d'espérer des récoltes relativement favorables pour cette saison. Le passage des deux cyclones, Emnati et Batsirai au mois de février ont été certes catastrophe pour certains districts de la côte Est, mais a servi de complément très bénéfique pour ceux du Grand Sud. Un retard de début de saison des pluies a été compensé par la pluviométrie liée à ces événements.

La faiblesse des superficies cultivées constitue un frein puissant à la quantité de récoltes attendues des spéculations. Des conditions météorologiques des plus favorables ne peuvent avoir des résultats miraculeux. D'autant plus, de nouvelles attaques, dont les insectes ravageurs (chenille, etc.) peuvent surgir et anéantir toute espérance de résultats.

Les petites récoltes de novembre 2021 à mars 2022 ont été jugées inférieures à la moyenne pour 76% de ménages, avec une couverture moyenne de 1 mois de consommation. Pour la grande campagne, 60% des ménages ont semé tardivement à cause du retard de pluies utiles qui ne sont arrivées qu'au mois de janvier. Les dégâts des déprédateurs (ennemies des cultures) ont été fortement signalés par les communautés principalement sur le maïs, la patate douce et dans une moindre mesure le riz et le manioc. La moitié des communautés ont déclaré une baisse de 53 % de superficies cultivées comparé à l'habituelle. La production future (grande saison) serait en diminution de 63% par rapport à la normale. Cette baisse est plus prononcée dans les districts d'Ampanihy, Betioky, Bekily, Betroka et Toalagnaro (environ 70% de) à cause des conditions climatiques, des déprédateurs et des couts

élevés des intrants agricoles. La couverture des récoltes en termes de consommation varie entre 1 à 5 mois.

Contrainte majeure, la main d'œuvre est un frein efficace. Les ménages exploitants ont recours à la main d'œuvre familiale propre aidée de quelques salariés pour assurer le semis et les autres travaux agricoles qui s'ensuivent. Le caractère très court de la période durant laquelle il pleut (quelques heures à un jour au maximum) limite de manière sensible la superficie cultivée. La faiblesse de la mécanisation de l'agriculture aggrave ce contexte.

Cultures de rentes

Coton et arachides constituent les deux cultures de rente pour le Grand Sud. Le district de Bekily est un grenier d'envergure interrégionale pour l'arachide. Le coton est localisé à Toliary II. Faute de données relatives à ces spéculations, il est difficile de se prononcer de manière précise sur ces cas. Néanmoins, les conditions climatiques favorables pourraient être également favorables à ces deux activités au même titre que les autres types de cultures.

Les contraintes liées à l'Agriculture

Concernant les blocages principaux de l'agriculture, le climat vient en tête pour une très forte majorité des communes interrogées. Sur les 30 communes, en raison de 3 communes par district, 21 ont répondu par l'affirmatif à cette question. Peu nombreuses, les 4 qui ont formulé des avis sur le mauvais état ou carrément l'inexistence d'infrastructures d'appui à la production agricole (barrages, canaux, etc.).

Pour les facteurs de blocage secondaires, les prédateurs viennent en tête avec 14 points suivi par les intrants et les maladies avec 3 points de chaque. Les deux sont logiquement associés en raison du fait que les pesticides pour les traitements sont associés aux intrants.

Pour les troisièmes facteurs de blocage en agriculture toujours, successivement, on a le coût élevé des intrants avec 7 points suivi par l'absence ou la vétusté des infrastructures d'appui à la production agricole et les maladies respectivement 5 et 4 points.

4.3 Elevage et pêche

4.3.1 Situation actuelle de l'élevage et de la pêche

L'élevage est étroitement lié à l'agriculture, il est presque aussi important que cette dernière en termes de pratiquants. Il constitue avec l'agriculture, l'élément de base de l'économie et est une source importante de revenu pour la population rurale. Il se pratique à différente importance partout dans le pays. Dans l'ensemble, les espèces élevées dans les trois régions du grand sud sont : les volailles, notamment les poules de race locale (pratiqué par les ménages M, P et TP le plus souvent), les petits ruminants (ovins et caprins pour les ménages M et R) et les bovins pour ménages M et R. Le mode d'élevage reste majoritairement traditionnel au niveau des exploitations agricoles familiales. Les effectifs du cheptel varient fortement d'une région à une autre suivant les objectifs.

4.3.2 Activité et revenu sur l'élevage

A peu près deux ménages sur cinq pratiquent l'élevage faisant partie des activités principales, incluant l'agriculture et les petits commerces. Pour une assez large majorité (62%) pratiquent l'élevage mais ne l'intègre pas dans le circuit économique (vente). L'élevage constitue une épargne sur pieds et les produits ne sont vendus qu'en cas d'extrême nécessité, maladie, décès. Pour le cas de l'élevage bovin, les zébus constituent un instrument de premier choix pour les liens avec la surnature (cérémonie, etc.). La faiblesse de la proportion de ceux qui intègre cette activité dans un vrai circuit d'échanges. La part de l'élevage dans le revenu des ménages reste faible. En effet, ce dernier ne génère que 12.5% des revenus.

Tableau 7. Activité et revenu sur l'élevage

Designations	Activité	Revenu
Elevage	37,61%	12,5%
Autres (Agriculture, Artisanat, petit commerce...)	62%	87,5%

Source : EAM 2022

Par rapport à l'assistance sur l'élevage, les ménages ont reçu 2% d'assistance en élevage répartis sur 5% des ménages bénéficiaires.

4.3.3 Contraintes liées à l'élevage

Pour l'élevage, le premier facteur de blocage est constitué par les maladies, le pâturage et l'insécurité ambiante. Ces facteurs ont respectivement 10, 8 et 4 points. Pour la partie la plus grave, les maladies étant une menace pour la vie des bêtes, une commune sur trois s'inquiète de la situation d'élevage.

Pour les difficultés, le problème pâturage suivi des points d'eau pour les animaux arrivent en tête avec 9 et 7 points. Les maladies suivent de près avec 6 points. L'insécurité demeure une difficulté récurrente avec 4 points.

Pour les difficultés dans la troisième catégorie, l'insuffisance des points d'abreuvoir vient en tête avec 7 points. Pratiquement, un peu moins du tiers des communes interrogées se déclarent souffrir de cette difficulté. Le coût élevé des traitements, avec certainement des maladies liées à l'eau pour les bétails buvant certainement des eaux contaminées en raison de l'insuffisance des points d'eau, suit de près avec 5 points. Maladie, pâturage et encadrement sont ex aequo avec 3 points de chaque pour clôturer cette liste des difficultés.

4.3.4 Contraintes liées à pêches et autres activités

Pour la pêche, l'enclavement et le changement climatique constituent la première catégorie des blocages avec 7 points de chaque. Les pêcheurs imputent l'enclavement aux difficultés d'écoulement des produits ainsi que la baisse des prix aux producteurs. Ce groupe est suivi de près par le manque d'équipement et le prix élevé des intrants. Le revenu que procure la pêche ne permet pas d'assurer un financement de l'entretien et le renouvellement des

équipements sous l'effet conjoint de la faiblesse du pouvoir d'achat des pêcheurs combiné au coût élevé des équipements de pêche.

Manque d'équipements, coût élevé des intrants et enclavement sont cités comme difficulté d'ordre secondaire. Pour les équipements, 1 commune sur trois déplore cette difficulté. Désastres environnementaux, enclavement et coût élevé des intrants suivent avec 5 et 4 points. En clair, une commune sur 6 les cite comme facteur de blocage secondaire.

En troisième catégorie, les désastres naturels combinés au changement climatique totalisent 10 points. L'utilisation de matériel non réglementé est également pointée comme problème avec 5 points. Cet aspect est corollaire de l'insuffisance de repos biologique, combiné au coût prohibitif des intrants, qui ne sont malheureusement pas accessibles en raison de leur prix.

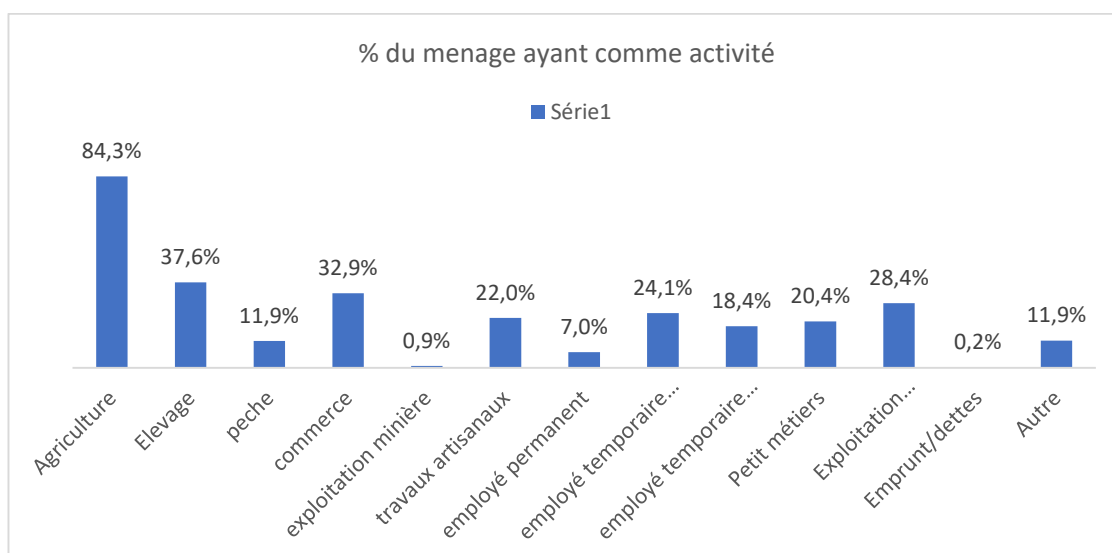
4.4 Autres/ Source de revenus 30 derniers jours

Polyactivités et polycultures constituent la base de l'économie rurale locale. En général durant les trente derniers jours, plus de treize types de sources de revenus sont pratiqués par les ménages sur chaque district.

Arrivent en tête l'agriculture pour une très forte majorité (plus de 80%). En deuxième position, élevage, exploitation forestière (charbon, bois de chauffe, etc.) et commerce occupent environ 35%. Viennent ensuite l'artisanat et les petits métiers agricoles et non agricoles.

Néanmoins, il y a des exceptions pour quelques districts comme Betioky Atsimo représente 77% artisanat, Bekily 54.6% pour exploitation forestière, Amboasary 55% de petits métiers, Ambovombe 59.3% employé agricole et Tuléar II 63 % exploitation forestière.

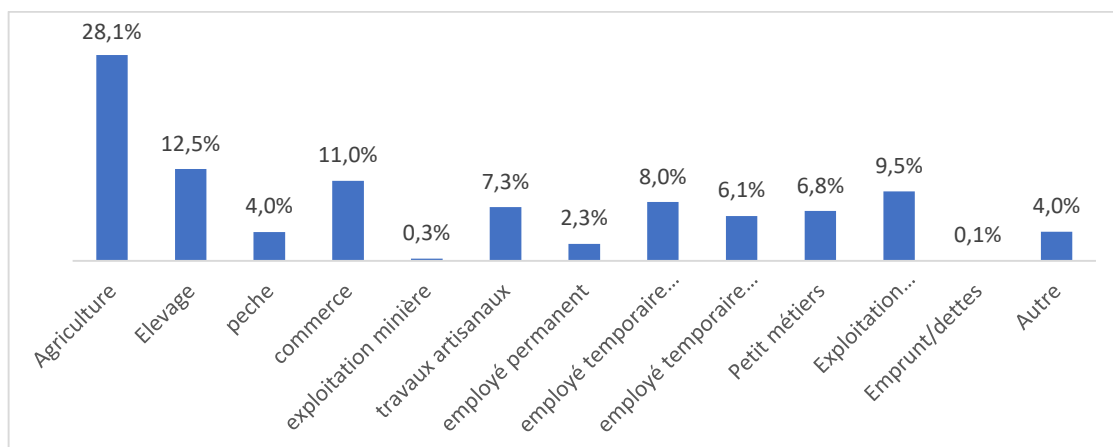
Figure 27 : Proportion de ménage ayant comme activité



Source : EAM 2022

Les parts respectives des revenus respectent cette hiérarchie. L'agriculture fournit un peu plus du quart des rentrées d'argent des ménages, suivi par les deux autres grandes catégories.

Figure 28 : Proportion de chaque activité dans le revenu du ménage



Source : EAM 2022

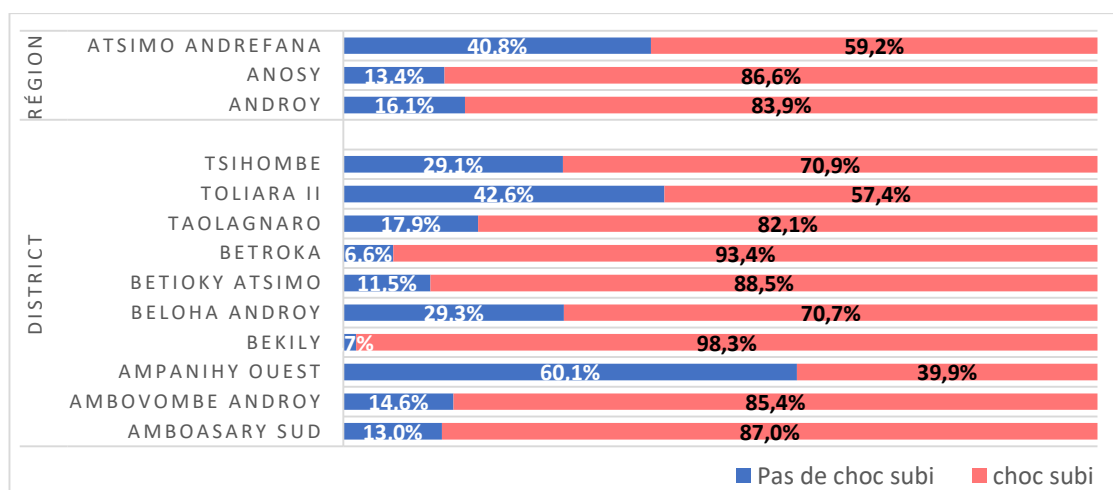
Néanmoins, il y a quelques exceptions pour quelques districts comme Betioky Atsimo représente 77% artisanat, Bekily 54.6% pour exploitation forestière, Amboasary 55% petit métier, Ambovombe 59.3% employé agricole et Tuléar II 63 % exploitation forestière.

5. CHOCS ET VULNERABILITE

5.1 Le choc principal

En général, la proportion de ménages ayant subi des chocs au cours des 6 derniers mois est largement élevé par rapport à ceux qui n'en étaient pas.

Figure 29 : Ménages ayant subi au moins un choc au cours des six derniers mois



Source : EAM 2022

- Les districts les plus impactés sont Bekily et Betroka avec environ 95% des ménages affectés. Ces deux districts ne sont pas habitués aux chocs, mais ils ont été affectés depuis ces deux dernières années.

- Viennent ensuite les districts de Betioky Atsimo, Amboasary Sud, Ambovombe Androy et Tolagnaro avec une proportion de ménages impactés compris entre 80% et 89% (plus de 1 ménage sur 5 impactés).
- Ensuite il y a les districts de Beloha et de Tsihombe qui ont une proportion de ménages affectés proche des 70%, c'est-à-dire près de 1 ménage sur 4 touchés par les chocs
- Ensuite il y a le district de Toliara II avec un peu plus de la moitié des ménages impactés avec 57,4%.
- Et enfin et exceptionnellement pour le district d'Ampanihy, la proportion de ménages ayant subi les chocs est inférieure à celle non-impactée : environ 40% des ménages impactés contre 60% non-impactés (3 ménages sur 5 environ). Cette situation peut s'expliquer par le fait que le district est habitué aux chocs et donc, pour les ménages vivant dans ce district, peut-être que les chocs ne sont plus réellement des chocs pour eux, contrairement au cas du district de Betroka et de Bekily.

Géographiquement, Bekily, Betroka et la partie septentrionale du district de Tolagnaro sont des districts contigus, donc disposent en partie des conditions naturelles plus ou moins pareilles. Avec la partie Nord et Est du District de Betioky Atsimo, ils partagent ensemble la Zone de Moyens d'Existence MG22³. La subsistance de la plupart des ménages est caractérisée principalement par la culture de riz et d'oignon. On peut prétendre que l'un des principaux aléas a fortement affecté les moyens d'existence liée :

- D'une part à la culture du riz, aussi bien irriguée que pluviale et qui nécessite dans les deux cas une quantité assez importante d'eau durant tout le cycle végétatif de la plante.
- Et d'autre part à la culture d'oignon, une culture avec un cycle relativement long et qui, bien que capable parfois de survivre à une période de sécheresse relativement longue, requiert indispensablement une quantité importante d'eau pendant certaines phases de son développement si on veut obtenir des rendements normaux à minimalement acceptables.

La détérioration brusque des principaux moyens de subsistance peut avoir une incidence sur le niveau de vulnérabilité des ménages de MG22 pour les 3 districts, mal-préparés face au déficit de pluies sur les cultures, et qui n'ont pas encore pu identifier, développer et appliquer des stratégies de mitigation adéquates.

Les districts de Bekily et Betioky cultivent aussi le manioc, caractéristique principale des ZME MG 25 et MG 23. D'ailleurs, même avec une plus faible proportion, les ménages du district de Betroka pratiquent aussi cette spéculatif avec un calendrier cultural relativement similaire à celui des deux précédents districts. Ce qui nous amène à supposer que des événements négatifs ont aussi pu affecter le manioc, des événements qui,

³ En définition, une zone de moyens d'existence est un espace géographique dans lequel les ménages obtiennent de manière relativement similaire leurs besoins élémentaires de survie, notamment la nourriture et les revenus, avec les mêmes opportunités du marché.

hypothétiquement, auraient pu amplifier les préjudices climatiques sur le secteur agricole. A noter que notre période d'analyse correspond à la période de récoltes vertes de manioc, caractérisant en partie la source de nourriture des ménages durant la période de soudure entre Janvier et Mars ; la campagne pour le manioc n'aurait pas été bonne.

Beloha et de Tsihombe sont également deux districts contigus. Ils sont totalement inclus dans la zone de moyens d'existence MG24 caractérisée par les cultures de manioc, de maïs et de patate douce. Leurs parties littorales appartiennent au MG27 caractérisée principalement par la pêche maritime et quelques cultures vivrières destinées à l'alimentation de base. Au vu de la proportion de 70% des ménages ayant subi des chocs au niveau de ces deux circonscriptions, on peut supposer qu'il s'agit aussi principalement d'évènements négatifs impactant sur les principaux moyens d'existence basés sur les cultures pluviales. Une plus faible proportion de ménages impactés par rapport à ceux résidants dans la partie septentrionale du Grand Sud peut donner sens à une adaptation relative des ménages aux déficits récurrents de pluies depuis un certain nombre d'années.

Toutefois, un peu moins de 1 ménage sur 4 dans ces deux districts sont impactés. Une seconde hypothèse donc pour pré-affirmer que le maïs, une des principales spéculations, n'a pas pu bénéficier d'une quantité d'eau suffisante et en temps utiles pendant son cycle végétatif. Bien que les deux cyclones Batsirai et Emnati du mois de Février et Mars 2022 ont apporté un certain volume de pluies, la période la plus confortable pour l'installation des cultures a déjà été dépassée. Raison pour laquelle une assez importante partie des ménages ont ressenti un choc pouvant être lié à des pluies erratiques.

Durant les campagnes précédentes, on a parallèlement noté une forte attaque des ennemis des cultures entre autres les maladies, les parasites, la chenille légionnaire et la nouvelle variété de chenille voraces destructrices des cultures. On peut donc supposer que ce phénomène persiste encore durant la campagne actuelle, d'autant plus que dans les résultats plus approfondis dans cette analyse, la plupart des ménages n'ont pas les dispositifs adéquats pour faire face à ce fléau.

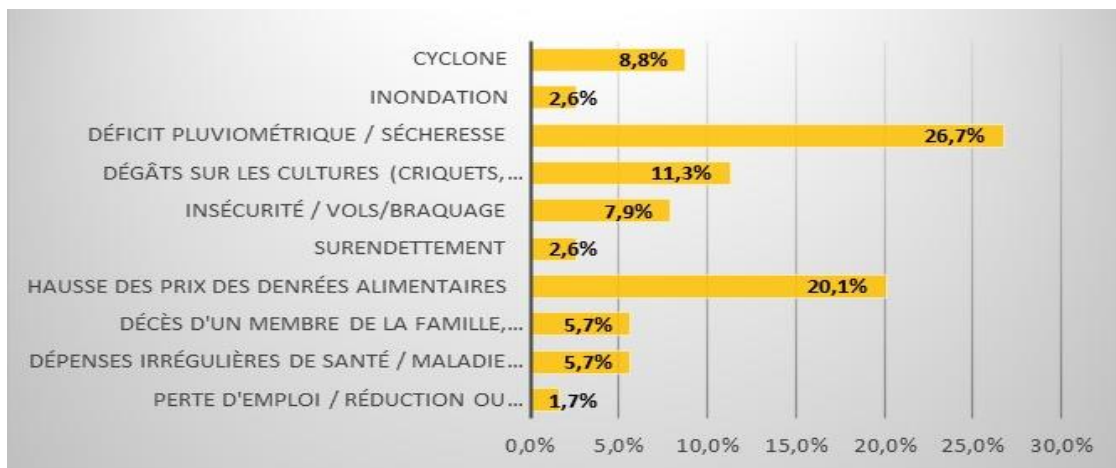
Ensuite, la situation pour le district de Tuléar II est relativement meilleure par rapport à celle des districts précédents. Presque totalement inclus dans la zone de moyens d'existence MG20 caractérisée par les cultures de riz et de haricot, sauf pour sa partie littorale appartenant au MG27, on peut supposer que l'insuffisance et la mauvaise répartition des pluies ont eu un impact modéré sur l'agriculture. Les chocs qu'ont subi 57,4% des ménages sont de natures diverses. On peut citer entre autres, outre les chocs sur les moyens de subsistance, les maladies humaines, la hausse des prix des principales denrées alimentaires, ou l'insécurité.

Enfin, on a une situation exceptionnelle pour le district d'Ampanihy, appartenant au MG23 dans sa partie continentale, et au MG27 sur sa partie littorale. Bien que le moyen d'existence de la plupart des ménages du MG23 est basée sur la culture de manioc, et présentant donc des caractéristiques

similaires à celles de Betioky Atsimo en termes d'orientation de moyens d'existence dans un espace géographique homogène, d'autres facteurs ont pu avoir une incidence positive sur le niveau de vulnérabilité des ménages. En effet, environ 40% d'entre eux ont subi des chocs au cours des 6 derniers mois contre 60% qui n'ont pas été affectés. Une injection importante d'aide humanitaire et une bonne répartition géographique de ces interventions peuvent atténuer les situations de difficultés chez les ménages.

Le figure ci-dessous montre la part totale des chocs et décrit la répartition des chocs dans l'ensemble des districts.

Figure 30 : Total en proportion de part des chocs

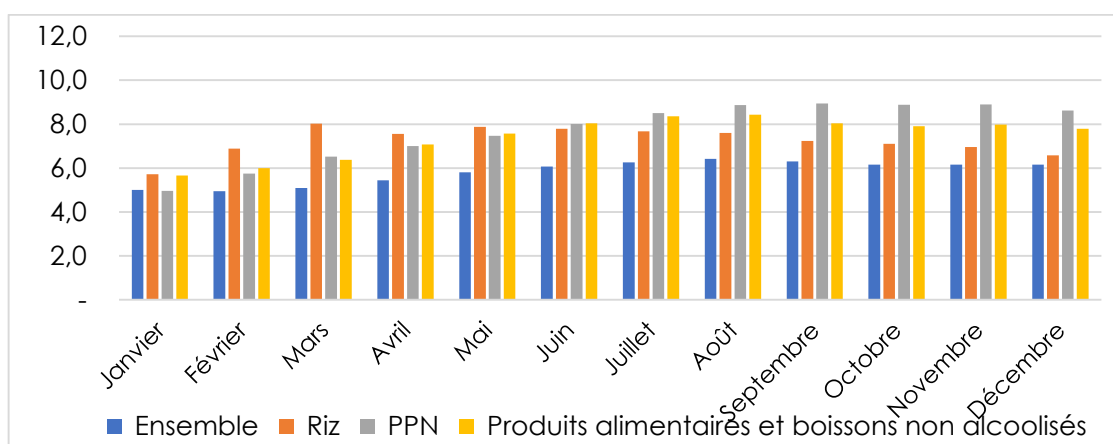


Source : EAM 2022

Les premiers résultats montrent que le principal choc est toujours les effets des déficits de pluies ou de la sécheresse. Il s'agit essentiellement de sécheresse agricole puisque les principaux moyens de subsistance de la plupart des ménages sont basés sur l'agriculture. On peut aussi parler de stress hydrique pour les animaux d'élevage, notamment les grands et petits ruminants (bœufs, chèvres, moutons), typiques du Grand Sud de Madagascar.

Arrive à la deuxième position, la hausse des prix des denrées alimentaires. Puisque notre période d'analyse correspond à la période de soudure, tout d'abord il est ici question de hausse saisonnière des prix. Encore dépourvue de récoltes puisque normalement pour les 3 régions, l'année de consommation, correspondant aux premières récoltes, commence au mois de Mars. Si on se réfère au calendrier cultural, on peut parallèlement parler de retard des petites récoltes pour les cultures à cycle court dont le maïs et les légumineuses.

Figure 31 : Glissement annuel des prix en 2021



Source : INSTAT MADAGASCAR

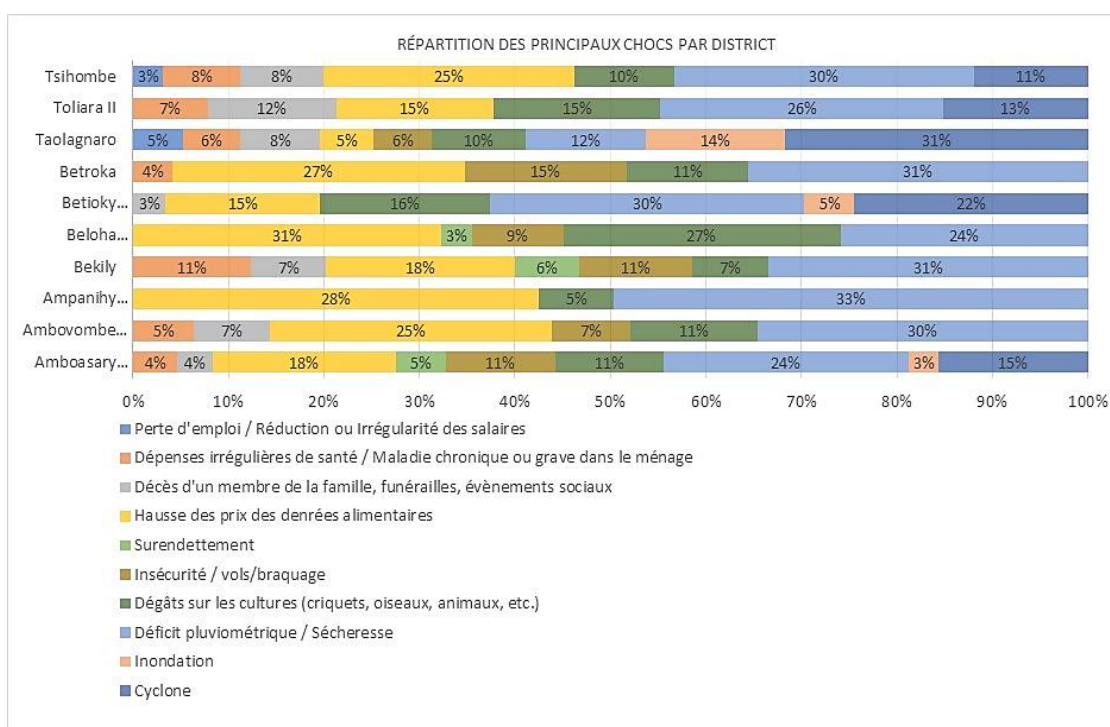
Par ailleurs, le glissement mensuel des prix à Madagascar en 2021 décrit une tendance à l'inflation depuis le mois de Janvier jusqu'au mois de Décembre. Le niveau a atteint les +6,2% de Janvier à Décembre 2021, d'autant plus que l'inflation moyenne à Madagascar en 2021 est de +5,8% dont :

- Plus de 7,7% pour les PPN,
- Plus de 7,4% pour les produits alimentaires et boissons non-alcoolisés
- Plus de 10,5% pour les intrants de santé,
- Plus de 7,2% spécifiquement pour le riz.

Ce niveau d'inflation serait en grande partie influencée par la hausse des prix des denrées alimentaires. Notons que la capacité financière de la plupart des ménages de notre zone d'analyse est structurellement faible ; la Région Androy étant la plus pauvre comparé à l'ensemble des 22 Régions de Madagascar.

Dans le graphique plus bas sur la répartition des principaux chocs par district, la hausse des prix des denrées alimentaires représente une part assez significative, particulièrement pour les districts d'Ambovombe Androy, Beloha Androy, Tsihombe, Ampanihy Ouest et Betroka, là où cette hausse des prix occupe plus du quart (25%) des chocs subis.

Figure 32 : Répartition des principaux chocs par district



Source : EAM 2022

En troisième position par ordre d'importance se trouvent les dégâts sur les cultures. La plupart des ménages ont comme principal moyen de subsistance l'agriculture et les attaques des parasites, maladies, criquets ou chenilles ne sont toujours pas maîtrisés. Les capacités des ménages pour affronter ce phénomène est encore très faible, c'est-à-dire qu'ils ne disposent pas des moyens adéquats pour protéger leurs investissements dans le secteur agricole.

Les deux cyclones Batsirai et Emnati qui ont traversé une partie du Grand Sud de Madagascar ont en partie causé des dégâts. Fort probablement par l'effet des vents forts qui ont pu impacter sur les biens et équipements communautaires ou ceux propres à chaque ménage. Dans un second temps, nous avons un impact d'inondation estimé à 2,6%. Il s'agit particulièrement d'inondation ou excédent d'eau lié aux fortes pluies apportées par ces deux cyclones dans certaines zones. Cet excédent d'eau a donc pu provoquer un niveau anormalement élevé des cours d'eau alors que certaines cultures sont pratiquées sur les basses terres alluviales le long de certains fleuves.

Illustré par le tableau suivant sur la répartition des principaux chocs par district, on note une proportion de ménages ayant ressenti les effets négatifs des inondations au niveau de 3 districts :

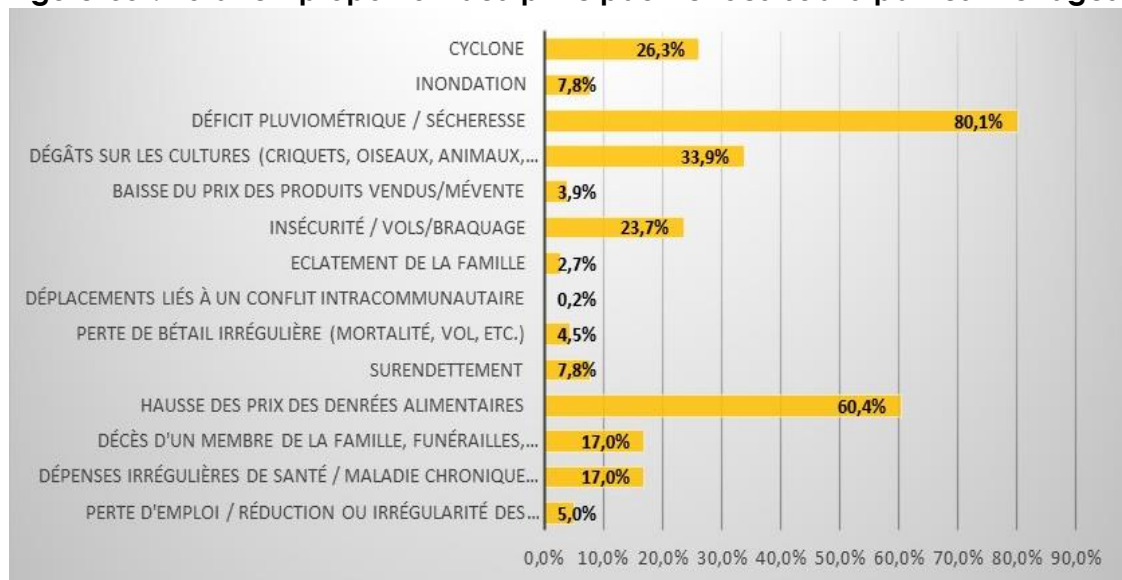
- 3% des ménages pour le district d'Amboasary Sud, traversé par le fleuve de Mandrara
- 14% des ménages pour le district de Taolagnaro, traversé par le fleuve de Efaho dans sa partie occidentale
- 4,7% pour le district de Betioky Atsimo, traversé par le fleuve de Onilahy

Bien que les précipitations n'aient pas été excessives dans ces trois districts, les fortes pluies en amont de ces fleuves ont certainement provoqué cet excédent d'eau sur les parcelles alluvionnaires en aval des bassins versants correspondants. Il pourrait aussi s'agir d'un excédent de sédiments apportés depuis les bassins de réception en amont. Dans ces deux cas, les cultures déjà installées sur ces parcelles pendant les mois précédents ont pu être soit inondées soit couvertes de débris.

Toutefois, l'important apport de sédiments alluvionnaires fertilisera ces parcelles et deviendra une opportunité très favorable pour les cultures de contre-saison à partir de la période de décrue.

5.2 Les 3 principaux chocs

Figure 33 : Total en proportion des principaux chocs subits par les ménages

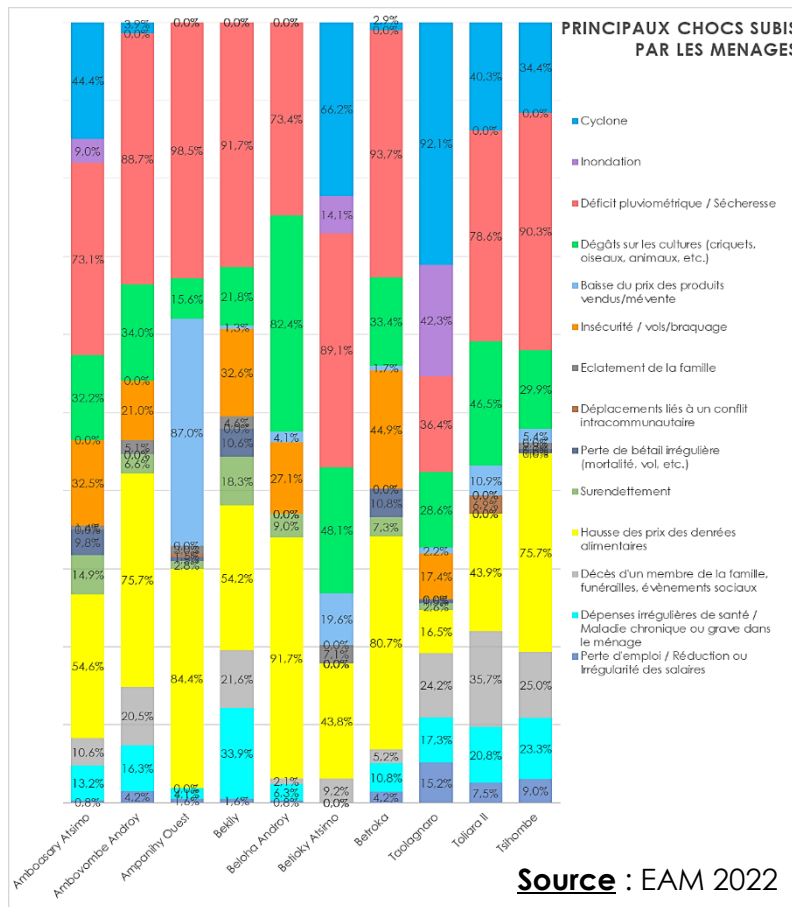


Source : EAM 2022

Par rapport à la perception du ménage : le déficit pluviométrique / sécheresse occupe la majeure partie des chocs affectant les ménages dans les 10 districts du grand sud, suivi de la hausse des prix des denrées alimentaires et des dégâts sur les cultures dus aux ravageurs.

Concernant les principaux chocs subis par les ménages, seulement le district de Taolagnaro à un taux plus bas à 36% pour le choc déficit pluviométrique ou sécheresse car ce district a une grande partie de son territoire se trouvant dans la littorale sud-est de Madagascar qui est une zone à forte précipitation.

Figure 34 : Principaux chocs subis par les ménages



Le second choc qui est la hausse des prix des denrées alimentaires touche également les 10 districts et toujours Taolagnaro a le taux plus bas à 16,5% car ce district est desservi par un port maritime donc les différents produits sont facilement accessibles.

Les dégâts sur les cultures causés par les ravageurs tels que criquets, oiseaux, animaux, ... vient en troisième position sur les principaux chocs qui ont subi par les

ménages, le district d'Ampanihy Ouest a enregistré les moins de pourcentage de ménages affectés par ce type de choc car les ménages agriculteurs de ce district ont réduit leurs surfaces cultivées à cause du déficit pluviométrique.

Le surendettement est le quatrième choc qu'ont subis les 5 sur 10 districts. Cet endettement peut avoir deux principales raisons :

- D'une part, l'arrivée des pluies, bien que tardives, apportées par les deux événements Batsirai et Emnati, auraient incité les ménages agricoles à emprunter pour pouvoir acheter les semences. A noter que la précédente campagne n'a pas été fructueuse et les ménages ne disposent pas de réserves suffisantes de semences pour pouvoir démarrer l'actuelle campagne.
- D'autre part, d'après le résultat des dernières enquêtes PDM (Post Distribution Monitoring) correspondant aux interventions de cash transfert dans le Grand Sud, a été signalé que les paiements des bénéficiaires connaissent souvent des retards. Les ménages empruntent des denrées alimentaires auprès des commerçants entre deux paiements successifs. Jusqu'à l'arrivée du prochain transfert, le plus souvent ajourné, les commerçants augmentent les prix au remboursement par rapport au prix initial au moment de l'emprunt.

5.3 Intensité des chocs

Durant le dernier semestre précédant l'enquête, 42% des ménages ont subi une seule fois le choc contre 33% trois fois et 24% deux fois.

Tableau 8. Intensité des chocs

		Combien de fois avez-vous subi ces principaux chocs durant les 6 derniers mois?			Le Choc a-t-il diminué votre CAPACITE à satisfaire les besoins en nourriture du		Est-ce que le ménage continue de ressentir jusqu'à présent les effets de ce(s) c		Si oui, avec quelle intensité		
		Une fois	Deux fois	Trois fois et plus	OUI	NON	OUI	NON	Fortement	Moyennement	Faiblement
District	Amboasary Sud	43,9%	15,5%	40,6%	95,1%	4,9%	93,4%	6,6%	73,8%	23,4%	2,8%
	Ambovombe Androy	21,4%	27,5%	51,1%	88,6%	11,4%	97,6%	2,4%	83,7%	15,7%	0,6%
	Ampanihy Ouest	93,3%	5,3%	1,4%	99,3%	0,7%	99,1%	0,9%	32,7%	65,0%	2,2%
	Bekily	30,0%	27,1%	42,9%	98,5%	1,5%	98,4%	1,6%	74,7%	17,7%	7,6%
	Beloha Androy	38,1%	61,5%	0,4%	78,4%	21,6%	64,3%	35,7%	46,8%	53,0%	0,2%
	Betioky Atsimo	36,5%	24,9%	38,6%	93,8%	6,2%	90,6%	9,4%	77,9%	20,9%	1,2%
	Betroka	38,7%	20,8%	40,5%	98,9%	1,1%	97,6%	2,4%	82,1%	17,1%	0,8%
	Taalagnaro	52,4%	22,6%	25,0%	94,3%	5,7%	93,6%	6,4%	60,3%	34,8%	4,9%
	Toliara II	48,0%	31,6%	20,4%	88,1%	11,9%	87,2%	12,8%	69,4%	28,7%	1,9%
	Tsihombe	37,6%	15,9%	46,6%	94,1%	5,9%	92,1%	7,9%	72,1%	27,1%	0,8%
	Total	42,6%	24,5%	33,0%	93,3%	6,7%	92,9%	7,1%	69,9%	27,5%	2,6%
Région	ANDROY	28,7%	30,8%	40,5%	90,9%	9,1%	92,2%	7,8%	75,4%	21,7%	2,9%
	ANOSY	45,9%	19,9%	34,3%	95,8%	4,2%	94,7%	5,3%	70,8%	26,1%	3,1%
	ATSIMO ANDREFANA	55,1%	21,9%	23,0%	93,4%	6,6%	91,8%	8,2%	62,5%	35,8%	1,7%

Source : EAM 2022

Pour les trois régions d'étude, celle de l'Androy, trois quarts des ménages enquêtés ont ressentis que les chocs sont fortement intenses surtout pour le district de Bekily. Seulement les ménages dans le district de Beloha Androy ont une proportion inférieure à 70% en matière d'intensité des chocs. Pour Anosy, 82% des ménages dans le district de Betroka ont ressenti la forte intensité des chocs, ceci explique qu'auparavant ce district était épargné par le problème de déficit pluviométrique entraînant la perturbation de l'agriculture et de même cas pour le district de Betioky Atsimo dans l'Atsimo Andrefana.

Ces trois districts dans la zone de moyen de subsistance MG 22 ont une zone de culture rizicole et de culture de rente (oignons, arachide...) qui ont besoin de pluviométrie bien distribuée dans le temps et dans l'espace et de même en termes de quantité de précipitation.

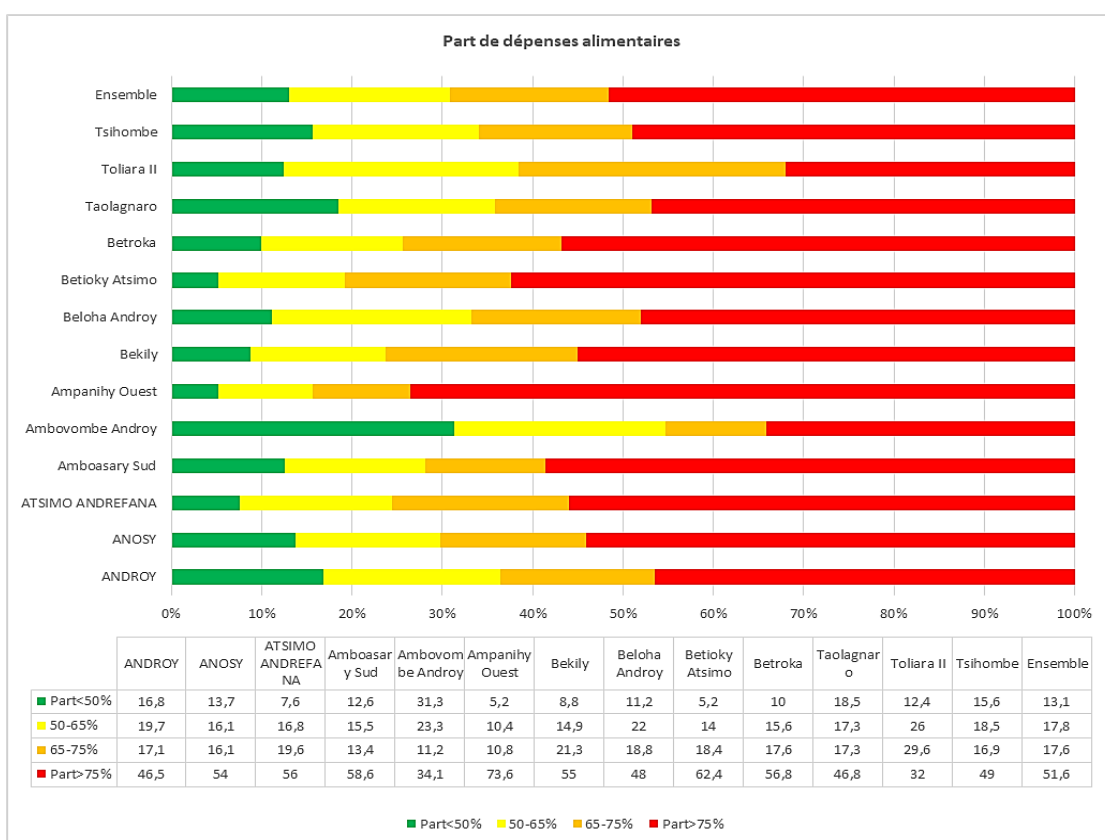
5.4 Part de dépenses alimentaires

L'analyse de la vulnérabilité des ménages face aux chocs pourrait se faire à travers l'étude de la structure de l'ensemble des dépenses des ménages. Plus les dépenses alimentaires sont élevées par rapport aux dépenses totales des ménages, plus la qualité de vie de ces ménages est précaire. S'il y a un choc alors ce genre de ménage devrait recourir à des stratégies d'adaptation. En effet, il existe des dépenses alimentaires et non alimentaires essentiels et non compressibles.

Pour l'analyse de la sécurité alimentaire, quatre classes de dépenses sont constituées selon le degré de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. C'est dans la région d'Atsimo Andrefana et de la région Anosy que la proportion des ménages ayant une part de dépense élevée supérieure à 75% est la plus

élevée. Cette situation reflète la fragilité des ménages mais également une certaine capacité des ménages en termes de revenu. Pour la région Androy, 46% des ménages ont une part de dépense alimentaire très élevée. Une analyse par district montre que c'est dans les districts d'Ampanihy et de Betioky Atsimo que l'on rencontre la plus grande proportion de ménages ayant une part de dépense alimentaire très élevée. La proportion des ménages, ayant une part de dépense alimentaire inférieure à 50%, se trouve en grande partie dans le district d'Ambovombe et de Taolagnaro. Cette situation montre une capacité de résilience assez élevée et des dépenses assez conséquentes dans la production pour ce genre de ménage.

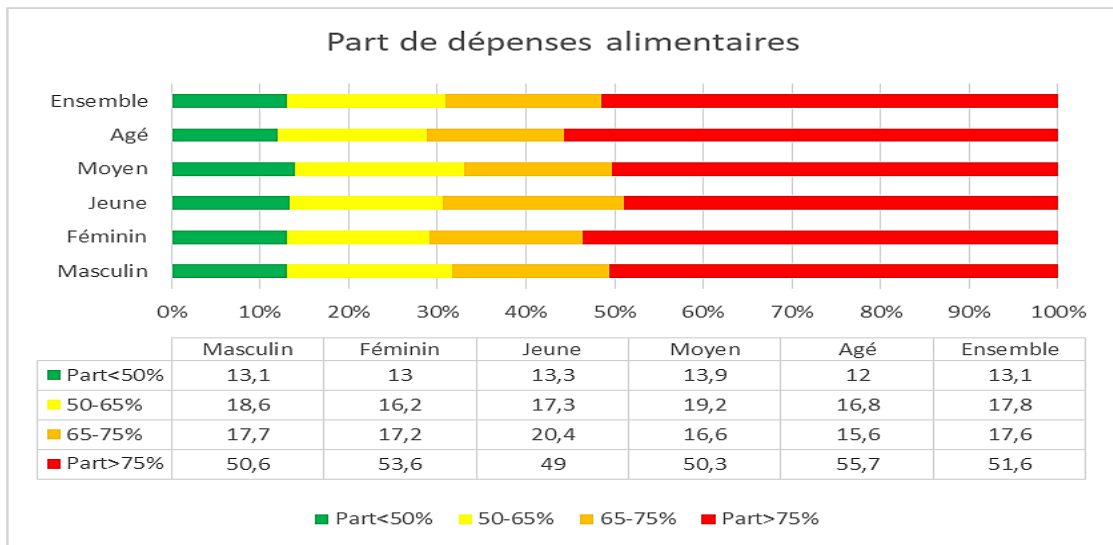
Figure 35 : Part de dépenses alimentaire suivant la localité



Source : EAM 2022

Une analyse suivant le genre montre que plus l'âge du CDM est élevé plus la part de dépense alimentaire est élevée. Les ménages dirigés par les femmes ont une part de dépense alimentaire élevée par rapport aux ménages dirigés par les hommes. Cette situation confirme le niveau de vulnérabilité plus élevé des ménages dirigés par les femmes CDM

Figure 36 : Part de dépenses alimentaire suivant le genre du CDM



Source : EAM 2022

6. DISPONIBILITE

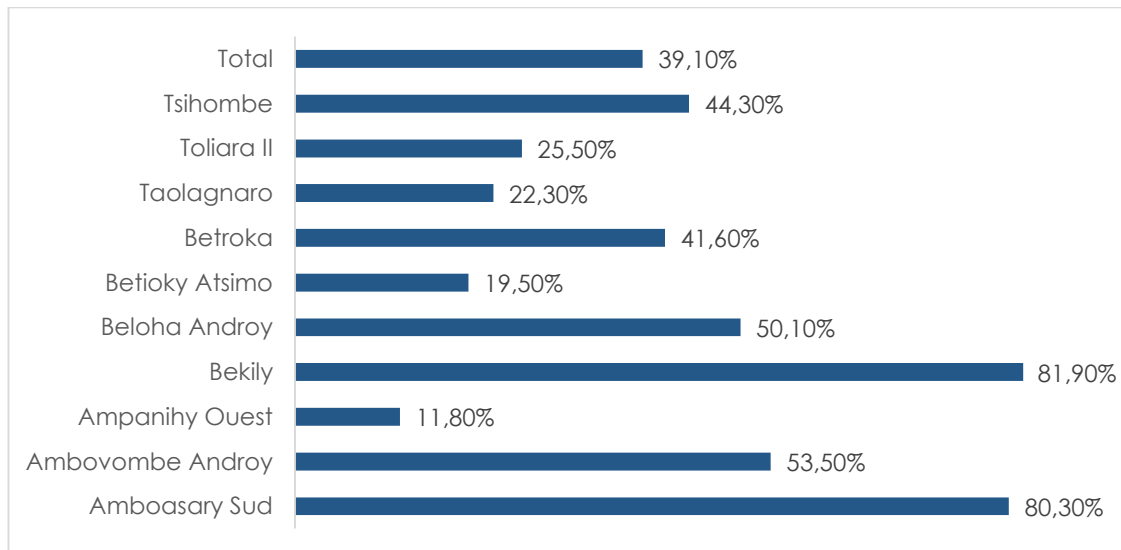
6.1 Aides alimentaires et humanitaires

6.1.1 Taux global d'assistance

La collaboration entre le gouvernement malgache avec les organisations solidarité internationale (ONG, UN) œuvrant dans le domaine humanitaire a mis en œuvre des interventions humanitaires dont les aides alimentaires, et des distributions des intrants agricoles (semences) dans le but d'améliorer le bien-être nutritionnel des ménages dans les zones les plus vulnérables notamment dans le Grand Sud de Madagascar.

Ces aides font suite aux appuis menés depuis quelques années et aux impacts de plusieurs aléas : sécheresse, pandémie.

Figure 37 : Taux global d'assistance



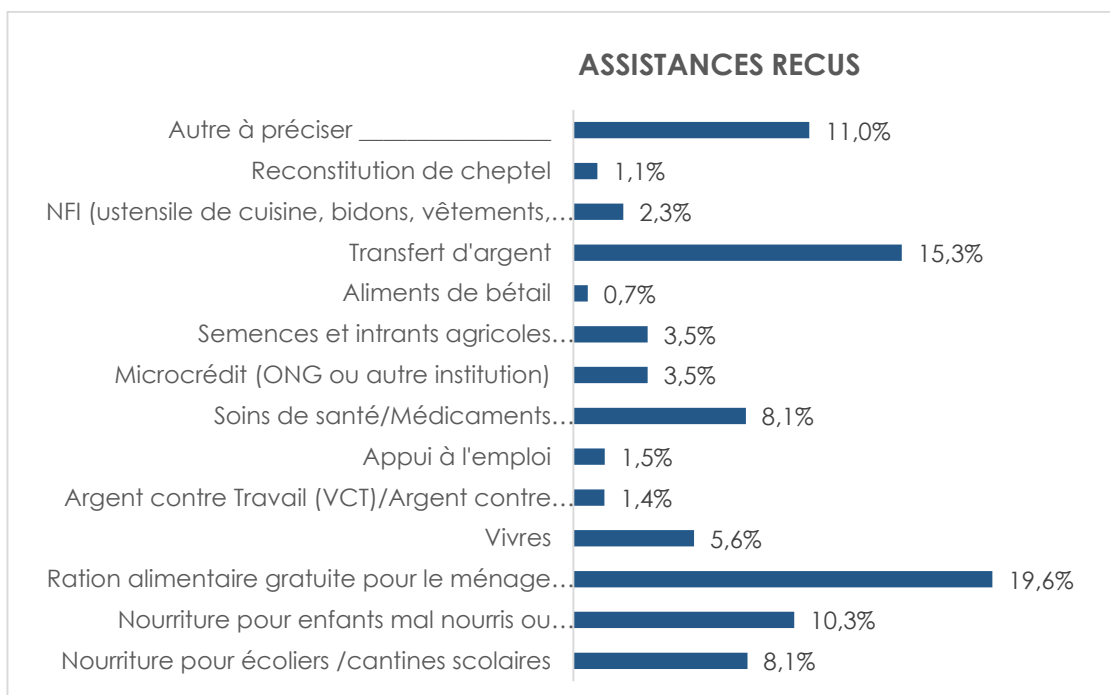
Source : EAM 2022

Les 10 Districts du Grand Sud ont bénéficié de ces aides avec un taux de couverture géographique cent pour cent (100%). Bekily a bénéficié d'une assistance de plus de 81% et Ampanihy 11.80% plus faible.

6.1.2 Assistances reçues

Les parts de l'assistance en ration alimentaire gratuite et le transfert d'argent sont les plus élevées et les appuis aux élevages sont les plus faibles.

Figure 38 : Assistances reçus

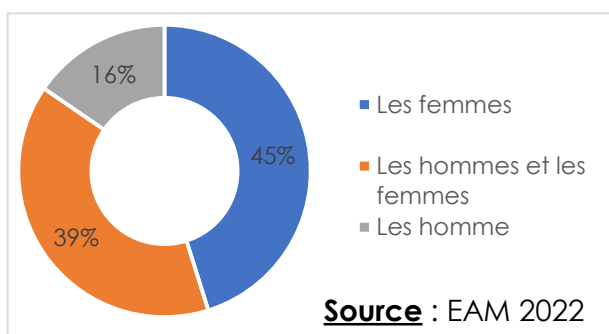


Source : EAM 2022

Les aides alimentaires ont contribué à stabiliser en partie le niveau de vulnérabilité dans la zone, et ont renforcé la résilience des ménages pendant la période de soudure, sans ces aides alimentaires, et compte tenue de la mauvaise pluviométrie dans le Grand Sud, la situation au niveau de ces Districts serait critique.

6.2 Décideur sur l'utilisation de l'aide

Figure 39 : Décideur sur l'utilisation de l'aide



Généralement, selon le graphique, 45% des ménages disent que ces sont les femmes qui décident de l'utilisation de l'aide, 39% pour une décision conjointe et 16% les hommes.

6.3 Appréciation de la récolte future

Il ne faut pas nier que quelques agriculteurs ont pu récolter des faibles productions durant notre période d'analyse.

Mais c'est tout simplement le résultat pendant cette période de petite récolte, la projection de la production future va être critique au vu des difficultés climatiques comme le manque de pluie (retard, insuffisant etc....) aussi les moyens ne permettent plus aux agriculteurs de refaire l'activité.

La production future (grande saison) serait en diminution de 63% par rapport à la normale. Cette baisse est plus prononcée dans les districts d'Ampanihy, Betioky, Bekily, Betroka et Toalagnaro (environ 70% de) à cause des conditions climatiques, des déprédateurs et des couts élevés des intrants agricoles. La couverture des récoltes en termes de consommation varie entre 1 à 5 mois.

6.4 Déroulement de la campagne

Dans le grand Sud, Le déficit pluviométrique, le retard de la pluie ainsi que les chenilles et autres prédateurs ont contribué à la dévastation de presque toute la production (maïs, sorgho, mil, patate douce et Manioc,.....). D'après ce qui a été énuméré auparavant, la superficie cultivée est très faible. Les ménages ont procédé à la ré semis dont moins de la moitié partie des paysans ont pu le faire.

De ce fait, ces phénomènes a causé une diminution moyenne de la production, mais pas autant que l'année dernière au même période. A cause de cette baisse, le niveau de stocks des ménages se trouve réduit faisant obstacle à l'accessibilité alimentaire des ménages avant la récolte et accentue ainsi la dépendance des ménages aux aides alimentaires.

7. ACCES

7.1 Prix et les chocs sur les prix

Les graphiques ci-dessous illustrent l'évolution des prix moyen des produits tels que le riz local, le riz importé, le maïs grain, le manioc sec, le niébé et l'huile importé pour les trois dernières années dans le Grand Sud. En se référant au premier trimestre de chaque année, le niveau du prix moyen de chaque produit a en général connu une hausse considérable en 2022. Une exception pour le maïs et le niébé où une présence de pluie l'a stabilisé pour cette année ; D'autre part, le prix moyen de ces produits est globalement stable en termes de tendance. Pourtant, il tend à baisser pour le riz importé, le niébé et le maïs et connaît une légère hausse pour le manioc sec. L'importation en volume non négligeable, initiée par le gouvernement malagasy lors du premier trimestre de l'année 2022 a entraîné une répercussion sur cette baisse de prix du riz importé.

Figure 40 : Prix et les chocs sur les prix

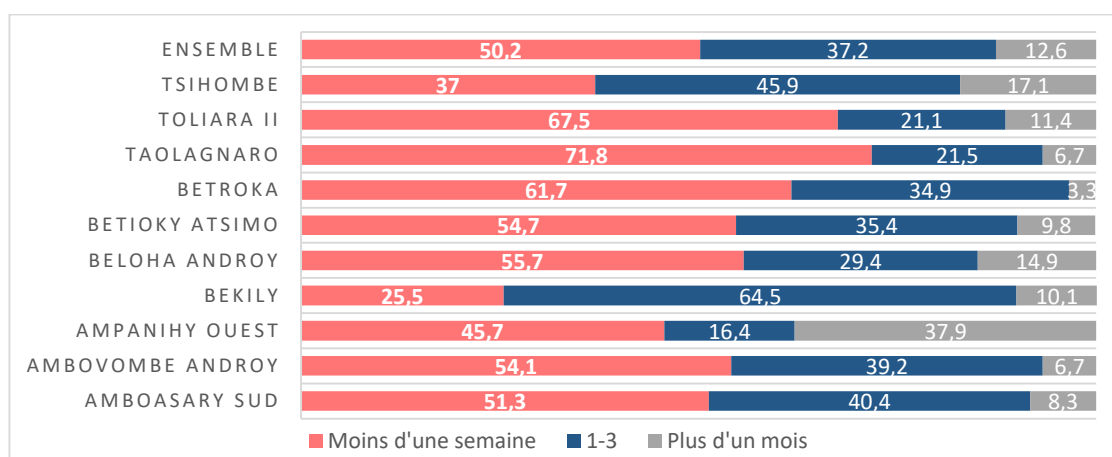


Source : PAM

7.2 Stock au niveau des ménages

A travers le graphique ci-dessous, on constate de manière globale que la moitié des ménages n'arrive pas à avoir des réserves alimentaires dépassant une semaine. L'effet la sécheresse dans la partie Sud de Madagascar est très considérable soit sur la production soit sur les réserves de nourriture. Plus de 60% des ménages dans le district de Taolagnaro, Toliary II et Betroka sont dans cette situation.

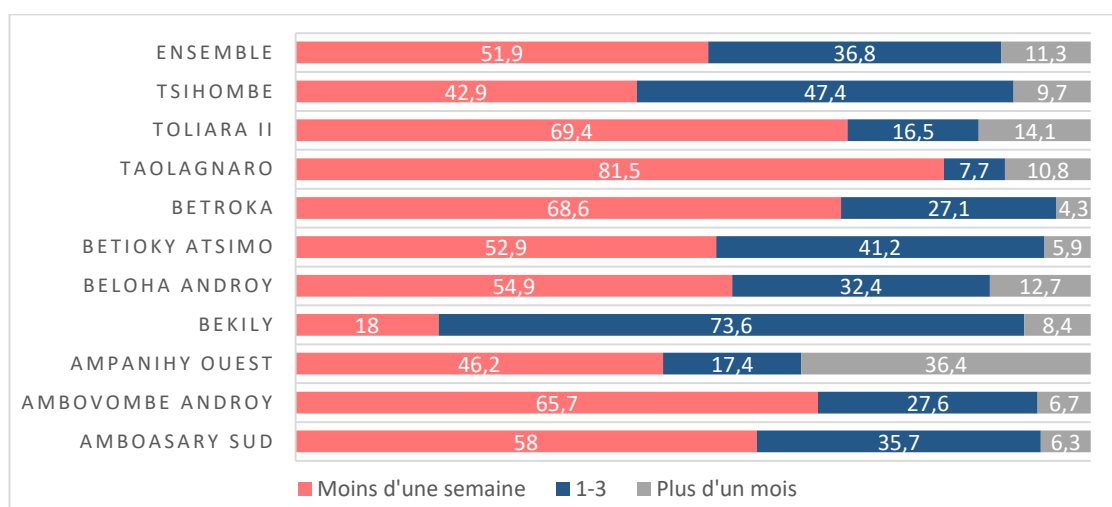
Figure 41 : Proportion de ménages ayant un stock actuel/la réserve alimentaire (y compris, production, achats, dons, cueillette etc.) en nombres de semaine par district



Source : EAM 2022

Plus de la moitié des ménages dirigés par les femmes ont des stocks qui ne tiendra même pas une semaine sauf pour le district de Bekily, dont plus de 80% des ménages possèdent des réserves alimentaires pouvant tenir une semaine à un mois.

Figure 42 : Proportion de ménages dirigés par les femmes ayant stock actuel/la réserve alimentaire (y compris, production, achats, dons, cueillette etc.) en nombre de semaine par district



Source : EAM 2022

8. CONSOMMATION ALIMENTAIRE

La consommation alimentaire est le résultat de ces différentes situations de chocs et de vulnérabilité. Elle a été appréciée suivant quelques indicateurs comme la Diversité alimentaire HDDS (Household dietary diversity Score), le Score de consommation alimentaire (SCA) ou FCS (Food Consumption Score), les Stratégies de survie (Stratégies de survie liées à l'alimentation (rCSI), les Stratégies de survie liées aux moyens d'existence (LCSI), le Niveau d'insécurité alimentaire la Classification des groupes de ménages suivant le CARI du PAM.

8.1 Score de consommation alimentaire et tendance

La diversité du régime alimentaire et la fréquence de consommation sont utilisées comme mesure proxy de la consommation alimentaire et de la sécurité alimentaire des ménages. Pour cela, le score de consommation alimentaire est un des indicateurs les plus utilisés.

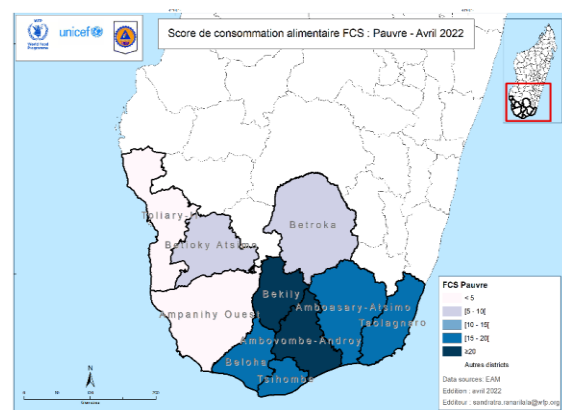
La consommation alimentaire des ménages est mesurée avec le Score de Consommation Alimentaire (SCA). Le score de consommation alimentaire est un indicateur composite (standardisé du PAM) calculé pour refléter la diversité alimentaire, la fréquence ainsi que l'apport nutritionnel relatif des produits et groupes alimentaires consommés par un ménage. La diversité du régime alimentaire est liée au statut socioéconomique des ménages ainsi qu'aux apports énergétiques et protéiniques adéquats, se traduisant par un bon état nutritionnel, sous réserve d'un environnement (assainissement, hygiène) satisfaisant. C'est donc un bon indicateur de la dimension « accessibilité » de la sécurité alimentaire et de la qualité de la consommation alimentaire qui influe sur l'état nutritionnel.

En combinant la diversité alimentaire à la valeur nutritionnelle de chacun des groupes d'aliments consommés, un score de consommation est calculé pour chaque ménage. Un profil de consommation des ménages est ensuite établi à l'aide de ce score : ménage à profil alimentaire « pauvre » s'il a un score inférieur à 21, « modéré » s'il a un score compris entre 21 et 35, et « acceptable » si son score est supérieur à 35.

Carte 2 : Répartition Spatiale de l'échantillon

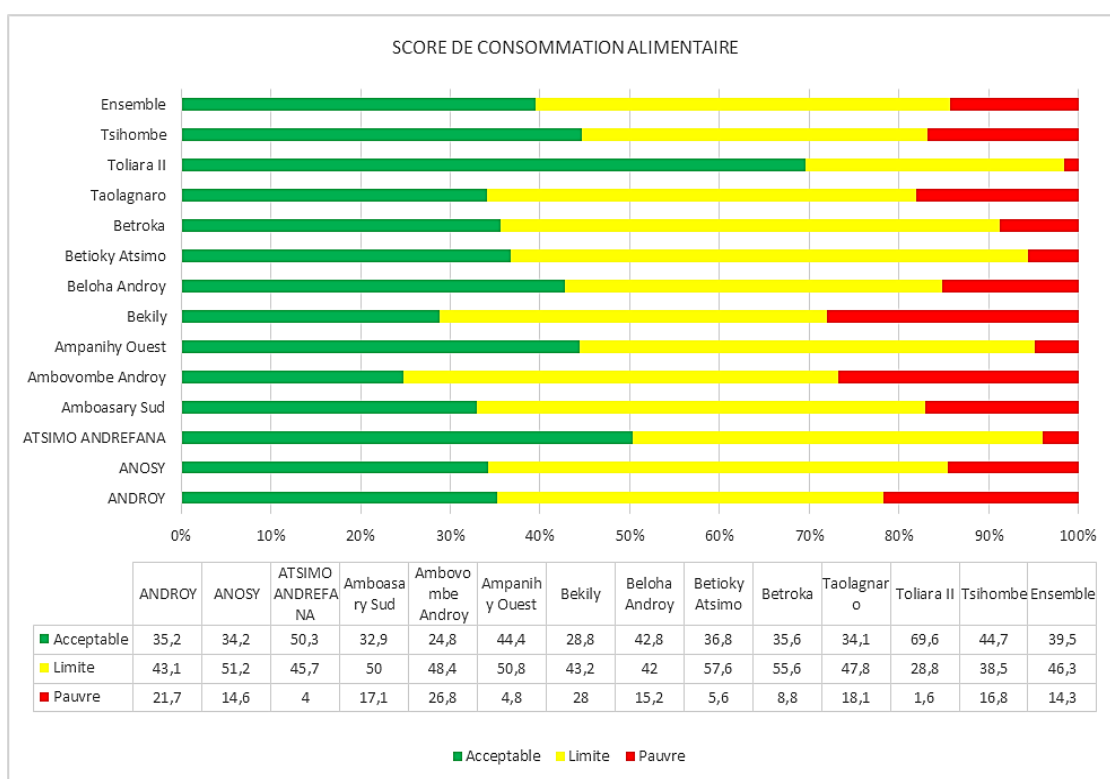
C'est dans la région Androy que la situation est plus critique suivant cet indicateur. La situation est assez modérée pour Anosy et pour la région d'Atsimo Andrefana la situation est relativement acceptable.

Plus de 1/5 des ménages des districts de Bekily et Ambovombe affichent un score de consommation pauvre



Source : EAM 2022

Figure 43 : Score de consommation alimentaire suivant la localité



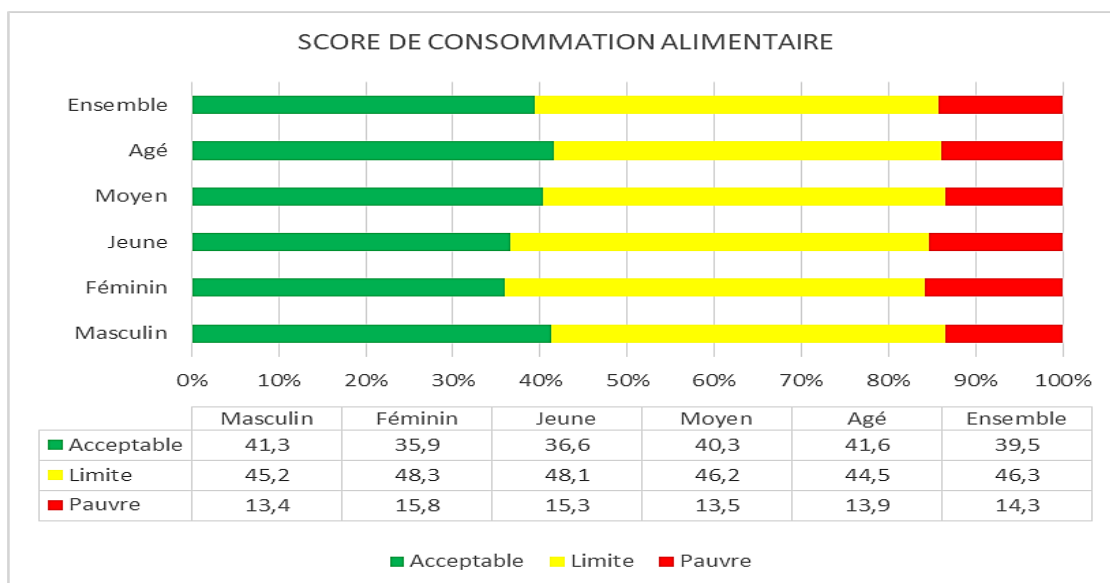
Source : EAM 2022

C'est dans la région Androy que la situation est la plus critique suivant cet indicateur. La situation est assez modérée pour Anosy et pour la région d'Atsimo Andrefana la situation est relativement acceptable. Près de 2 à 3 ménages sur 10 ont une consommation alimentaire pauvre en qualité et en quantité dans les districts de Bekily et à Ambovombe Androy. Pour les districts d'Amboasary Sud, de Beloha, de Tsihombe et de Taolagnaro la situation est également assez sévère avec entre 1 et 2 ménages sur 10 se trouvant dans cette situation de précarité alimentaire.

Une analyse du SCA à travers le genre du Chef De Ménage (CDM) montre par ailleurs que les ménages dirigés par les femmes ont une consommation alimentaire pauvre comparativement aux ménages dirigés par les hommes. L'explication de cette tendance est attribuée au fait que les sources de revenus des ménages dirigés par les femmes sont limitées (en termes de bras valide et en termes de disponibilité en temps) par rapport aux nombres d'actifs au sein du ménage, et cela, impacte sur la qualité et la quantité de nourriture disponible aux niveaux des ménages.

Les ménages dirigés par des personnes plus jeunes (moins de 30 ans) ont une consommation alimentaire plus pauvre comparativement aux ménages dirigés par les personnes âgées (50 ans et plus). L'explication de cette situation se trouve dans le fait que les ménages ayant des personnes âgées sont priorités pour les aides alimentaires et non alimentaires.

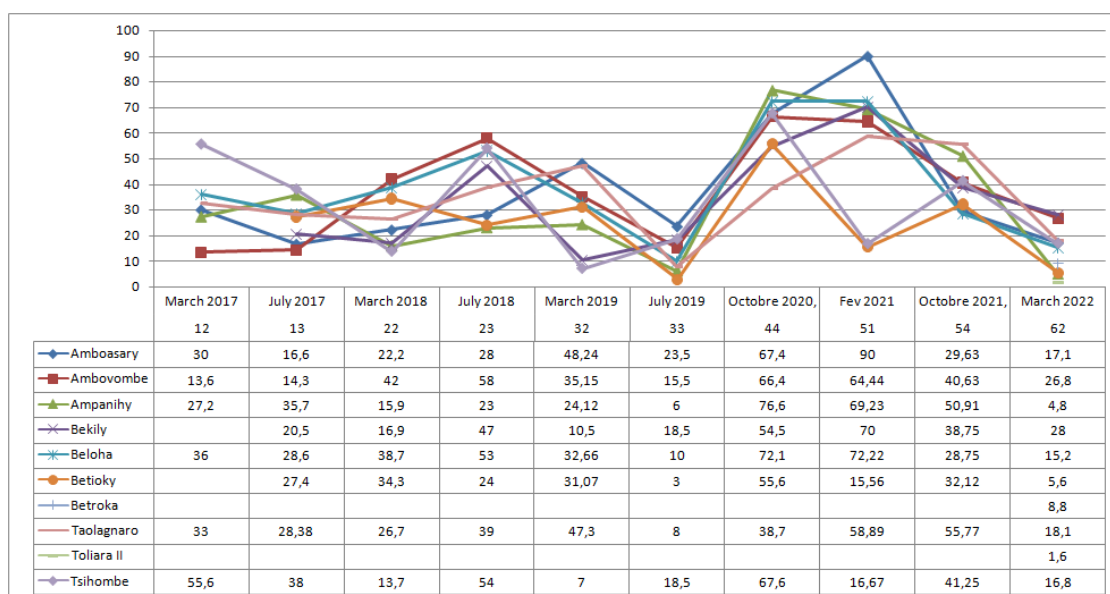
Figure 44 : score de consommation alimentaire suivant le genre du CDM



Source : EAM 2022

Pour le FCS, la tendance montre également une amélioration comparée à 2021. La situation se trouve maintenant au même niveau qu'au mois de juillet 2019 (une période de récolte). Cette embellie est imputable à plusieurs facteurs dont les aides humanitaires, la présence de petite récolte, la présence de produits de cueillette. Malgré cette amélioration, pour Ambovombe et Bekily, le pourcentage des personnes en phase 3 et plus (SCA LIMITE + PAUVRE), suivant cet indicateur, dépasse les 25%, soit 1 ménages sur 4. Pour Betroka et Toliara 2, cette proportion est moindre, témoignant de la présence de récolte étant donné que la présence d'acteurs humanitaires dans ces districts est moindre.

Figure 45 : Evolution du score de consommation alimentaire (2017 – 2022)



Source : EAM 2022

8.2 HDDS et tendance

Le Score de Diversité alimentaire est calculé en comptant le nombre de groupes d'aliments consommés dans le ménage ou par la personne interrogée au cours d'une période de 24 heures précédant l'enquête. Le score de diversité alimentaire minimale est de 5. Cet indicateur est complémentaire au score de consommation alimentaire.

Par ordre d'importance, la diversité alimentaire est faible pour 4 ménages sur 10 dans l'Androy (35%), pour 2 à 3 ménages sur 10 dans l'Anosy (25%) et pour 1 à 2 ménages sur 10 dans l'Atsimo Andrefana (16%). La tendance évoquée pendant l'analyse de l'indicateur SCA est confirmée. Les districts ayant des ménages les plus en difficulté suivant cet indicateur sont Ambovombe Androy (40%), Tsihombe (38%), et Beloha (38%). Il faut noter que la diversité alimentaire est moyenne pour l'ensemble de la zone d'étude et cela est valable même pour le cas du district de Tuléar II qui a eu un SCA acceptable assez élevé (70%).

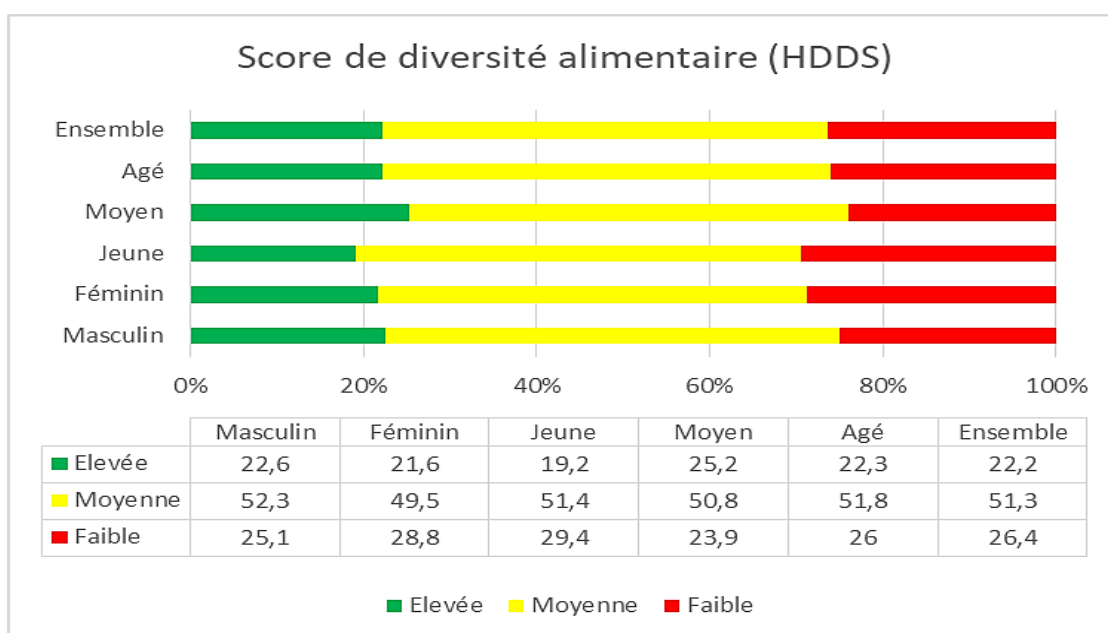
Figure 46 : HDDS suivant la localité



Source : EAM 2022

Une analyse suivant le genre de cet indicateur confirme toujours que les ménages dirigés par les femmes et les personnes âgées sont les plus vulnérables.

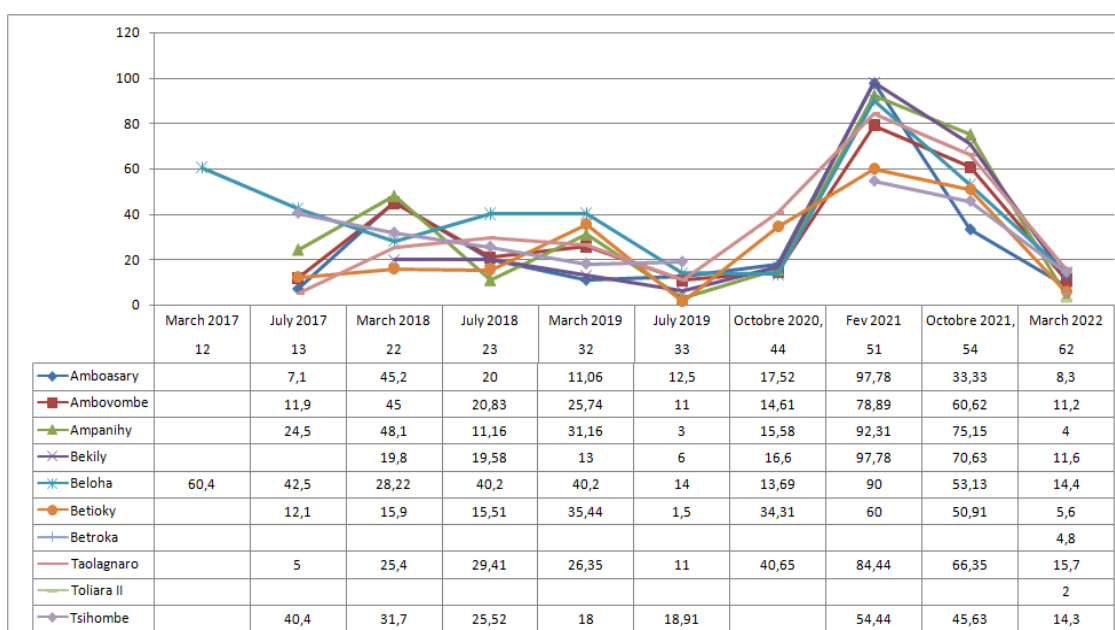
Figure 47 : HDDS suivant le genre du CDM



Source : EAM 2022

Une grande amélioration de la diversité alimentaire est constatée malgré le fait que la collecte des données s'est déroulée au mois de mars qui est censé être un pic de soudure. En effet, quelques récoltes (cucurbitacées comme le melon et la pastèque, les courgettes...) ont été constatées à plusieurs endroits dans le Grand Sud. Cette période coïncide également avec l'existence de fruits sauvage (le cactus jaune) et des aliments de substitution et surtout de l'abondance des aides humanitaires. La présence de ces différents aliments a permis d'améliorer le score de cet indicateur.

Figure 48 : Tendence HDDS.



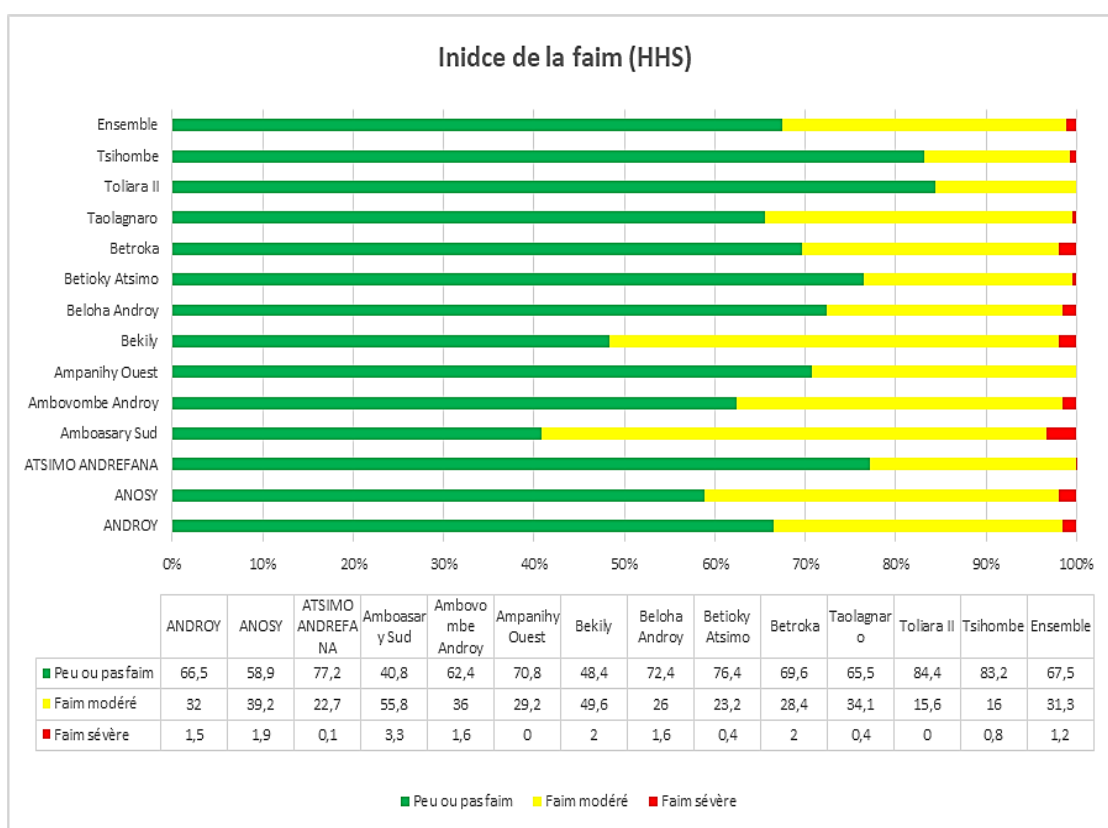
Source : EAM 2022

8.3 HHS et tendance

L'indice de la faim est un indicateur de perception de la faim et de la sévérité de cette situation. C'est un Indice de privation alimentaire dans les ménages et utilise une approche expérientielle : l'expérience de la privation alimentaire dans les ménages provoque des réactions prévisibles qui peuvent être saisies grâce à une enquête et résumées dans un indice. Cet indice est utilisé dans les contextes à forte insécurité alimentaire.

D'une manière générale, 67% des ménages, soit près de 7 ménages sur 10 ont déclaré avoir peu ou pas faim. Cette tendance est confirmée à Tsihombe et Tuléar II et d'une manière générale à Atsimo Andrefana. Des faims sévères sont rencontrées surtout à Amboasary Atsimo (3,3%) et Ambovombe et Beloha. Une faim modérée est constatée également d'une manière prépondérante à Amboasary Atsimo et Bekily, et cela concerne 5 à 4 ménages sur 10.

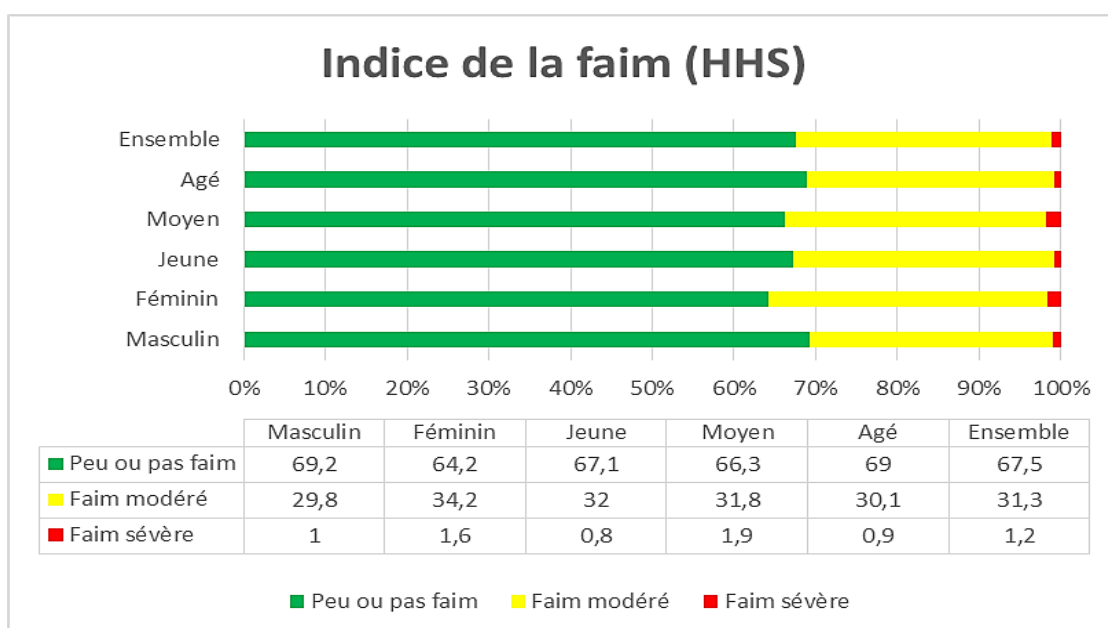
Figure 49 : HHS suivant la localité



Source : EAM 2022

La situation des ménages dirigés par les femmes sont plus dramatiques par rapport à ceux dirigés par les hommes puisqu'à leur niveau les taux de réponses, montrant une faim modérée et ou sévère sont plus élevée. Une analyse suivant les tranches d'âge ne montre pas de tendances. La situation est plus ou moins similaire quel que soit la tranche d'âge du CDM.

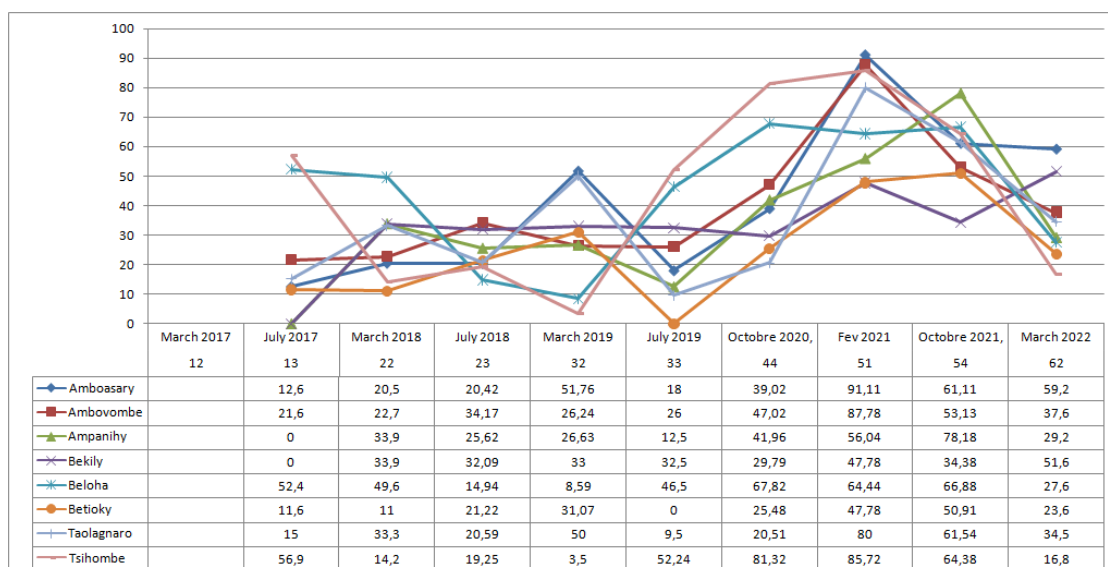
Figure 50 : HHS suivant le genre du CDM



Source : EAM 2022

Une analyse tendancielle de cet indicateur montre une certaine amélioration de l'ensemble des districts sauf pour Bekily qui montre une dégradation et pour Amboasary une certaine stagnation comparativement au mois d'octobre 2021. Pour Bekily la situation est pire qu'en février 2021.

Figure 51 : Evolution de l'indice de la faim (2017 – 2022)



Source : EAM 2022

8.4 Stratégie d'adaptation

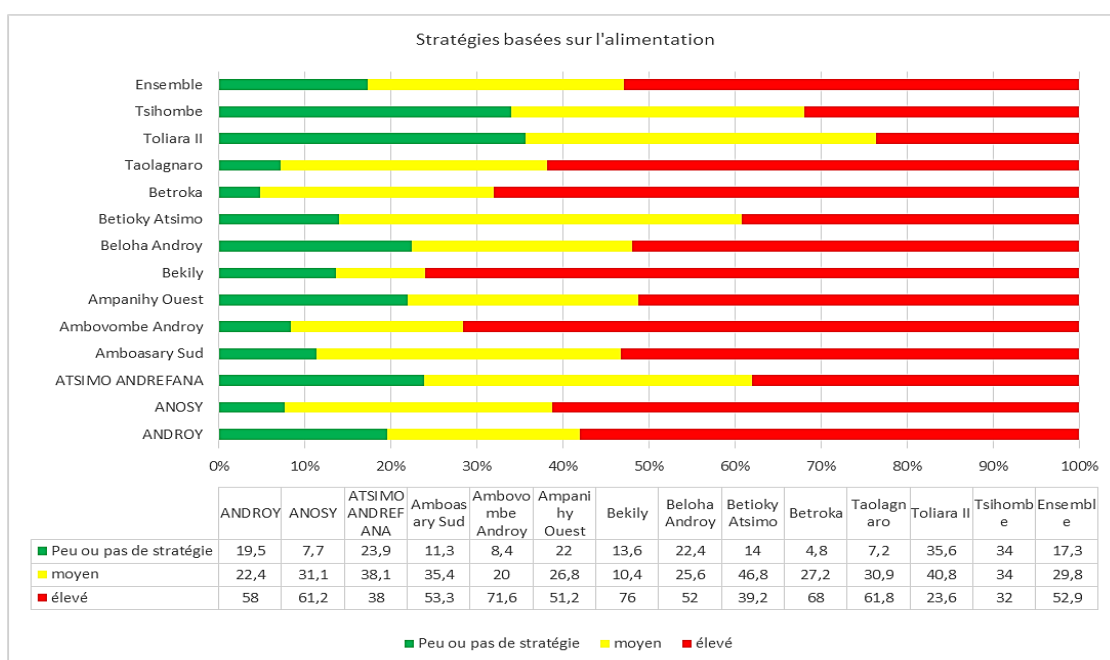
Dans le cadre de la sécurité alimentaire, les stratégies de survie sont des comportements adoptés par les ménages pour compenser ou dépasser les difficultés ou l'incapacité d'accéder aux aliments afin de corriger les différentes causes. Les capacités de survie des ménages dépendent de leurs avoirs humains et physiques, de leur capacité à diversifier les sources de revenu, de leur niveau de production, de revenu et de consommation afin de réduire l'effet des chocs. Parmi ces stratégies, il y a celles liées à l'alimentation et les stratégies non alimentaires ou liées aux moyens d'existence.

8.4.1 Stratégie basée alimentaire et tendance

rCSI (reduced copying strategy) est un outil de mesure rapide de la sécurité alimentaire des ménages en situation d'urgence humanitaire. La période de rappel est de 7 jours précédant l'enquête. Il énumère à la fois la fréquence et la gravité des stratégies d'adaptation des ménages confrontés à une insuffisance alimentaire à court terme, avec un accent particulier mis sur le dénombrement des stratégies liées à la consommation. La gravité des stratégies d'adaptation est montrée par la colonne pondération, plus c'est grave plus la pondération est élevée. Les 5 stratégies d'adaptation concernent la consommation d'aliments moins préférés car moins chers, l'emprunt de la nourriture, la diminution des portions consommées, la réduction de la consommation des adultes au profit des enfants et la réduction du nombre de repas par jour. Plus le score est élevé, plus les ménages ont eu recours à ces stratégies d'adaptation.

Les stratégies alimentaires d'urgence et ou de crise concernent 6 ménages sur 10 dans les régions de l'Anosy et de l'Androy. Pour Atsimo Andrefana, la situation est moins inquiétante (4 sur 10). Une analyse par district montre une situation alarmante pour les districts de Bekily, d'Ambovombe, de Betroka et de Taolagnaro. Dans ces districts plus de 6 ménages sur 10, sont concernés par l'adoption de stratégie alimentaire de crise et ou d'urgence. Seulement, 1 à 2 ménages sur 10 n'adoptent pas de stratégie alimentaire.

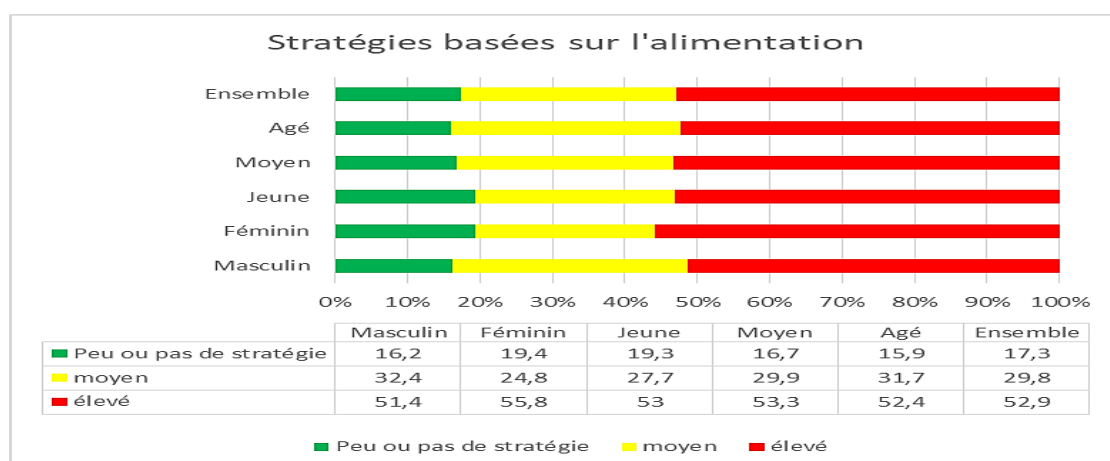
Figure 52 : stratégies alimentaires suivant la localité



Source : EAM 2022

Une analyse suivant le sexe du CDM montre une plus grande vulnérabilité des ménages dirigés par les femmes CDM alors qu'une analyse suivant l'âge du CDM montre une certaine ressemblance sur le comportement des ménages. Suivant ce dernier critère de comparaison, quel qu'en soit l'âge du CDM, la proportion des ménages adoptant des stratégies alimentaires « élevé » concerne 5 ménages sur 10. Cependant, la différence est constatée dans la proportion de ménage n'adoptant pas de stratégie alimentaire. Suivant ce critère, on constate que les ménages dirigés par des personnes plus âgées sont plus en difficulté.

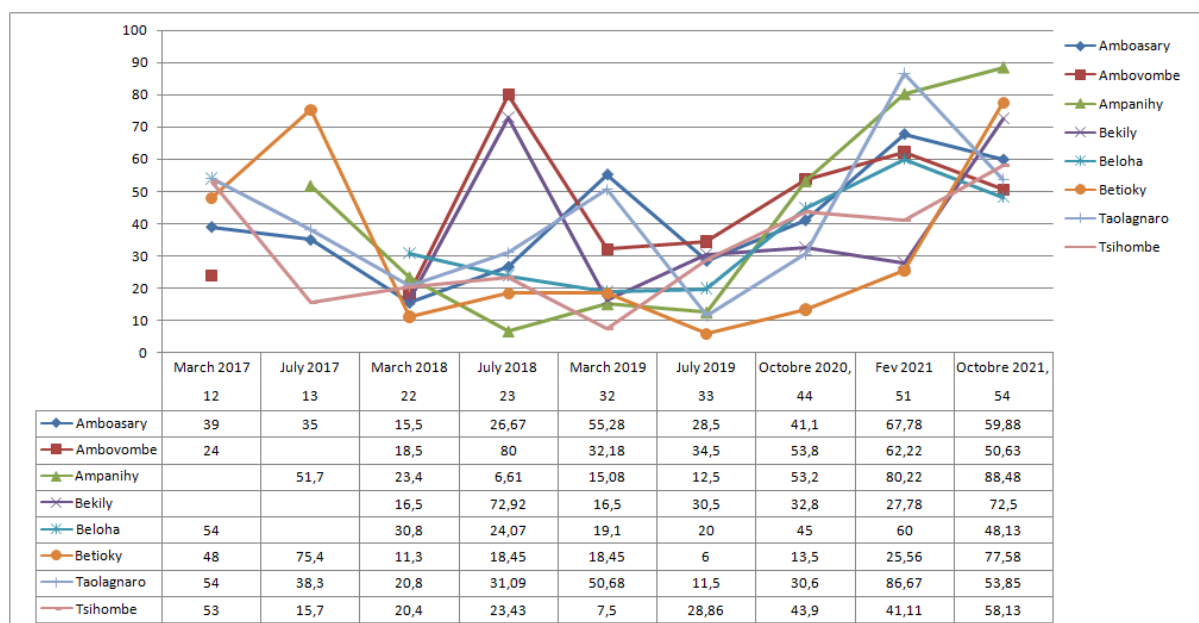
Figure 53 : stratégies alimentaires selon le genre du CDM



Source : EAM 2022

L'analyse de la saisonnalité de cet indicateur montre que la situation s'est dégradée par rapport à la normale, mais s'est un peu amélioré par rapport à l'année dernière au même période.

Figure 54 : Evolution de la stratégie basée sur l'alimentation (2017 – 2022)



Source : EAM 2022

8.4.2 Stratégie basée sur les moyens d'existence et tendance

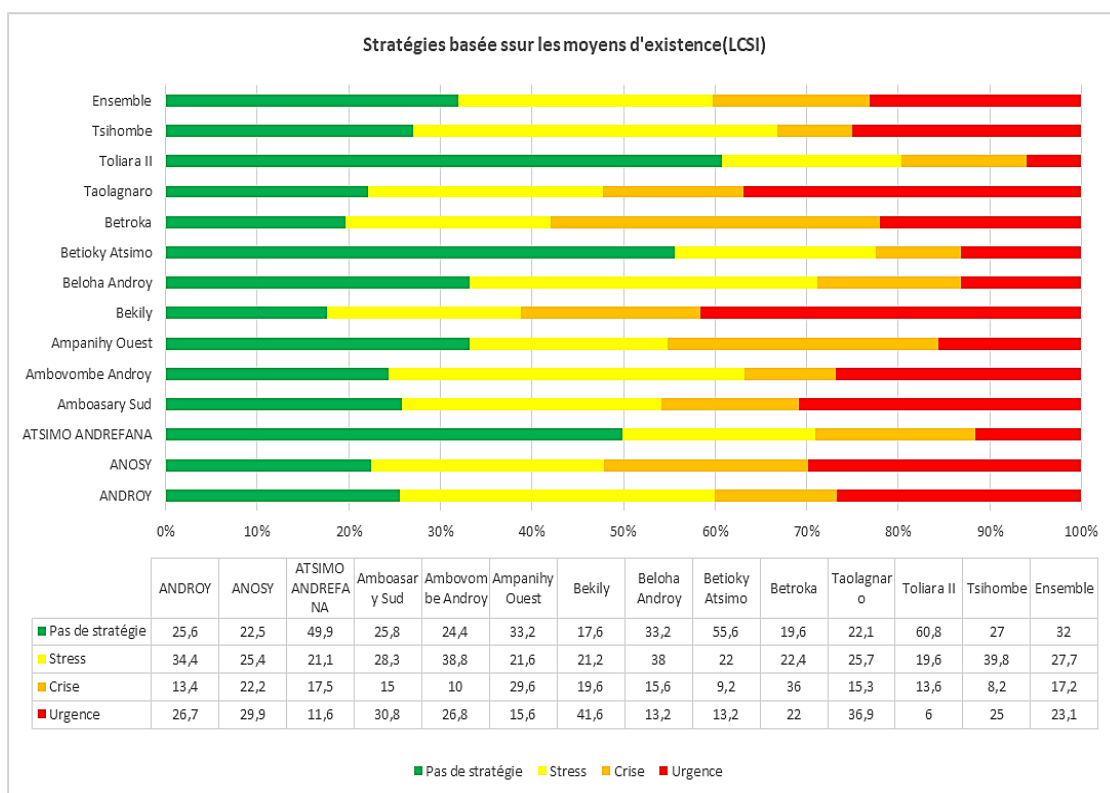
S'agissant du recours à des stratégies non alimentaires, les ménages ont été classés en 4 groupes :

- Ceux n'ayant pas eu de recours à des stratégies (de type non alimentaires) au cours des 30 derniers jours ayant précédés l'enquête ;
- Ceux ayant eu recours uniquement à des stratégies dites de stress : les stratégies de stress conduisent à la diminution de la capacité à faire face à des chocs futurs (par ex. emprunter de l'argent ou dépenser son épargne). Dans le cadre de cette EAM, il s'agit de vendre les actifs domestiques/non productifs ; d'emprunter de l'argent/nourriture ; de vendre bétail non productif ; d'envoyer les membres du ménage manger ailleurs.
- Ceux ayant eu recours à des stratégies de crise : les stratégies de crise affectent directement la productivité future. Dans le cas de cette EAM, il s'agit de vendre les actifs productifs ou moyens de transport, de retirer les enfants de l'école et de vendre le bétail productif.
- Ceux ayant eu recours à des stratégies d'urgence : les stratégies d'urgence affectent la capacité future de produire et sont plus difficiles à inverser que les précédentes. Il s'agit ici de vendre la maison, la parcelle de terrain ou le champ ; de s'engager dans des activités risquées ou illégales génératrices de revenus (vols, vente de la drogue, travail avec des groupes armés, prostitution, etc.) et la migration du ménage entier.

Pour Atsimo Andrefana, la moitié des ménages (50%) n'adopte pas de stratégie basée sur les moyens d'existence. Cette tendance est valable pour les districts de Tuléar II et de Betioky Atsimo. Pour Ampanihy, la situation est moins meilleure. Pour ce dernier, la proportion de ménages adoptant une stratégie de crise et/ ou d'urgence est de 45,2%.

Cette situation en dégradation est commune pour les districts des 2 autres régions. Les pires situations, en termes de stratégie basée sur les moyens d'existence, sont enregistrées dans les districts de Taolagnaro, Bekily, Amboasary Sud, Ambovombe et Betroka. La partie agricole, située au nord des régions de l'Androy et de l'Anosy est affectée par différents chocs expliquant cette situation.

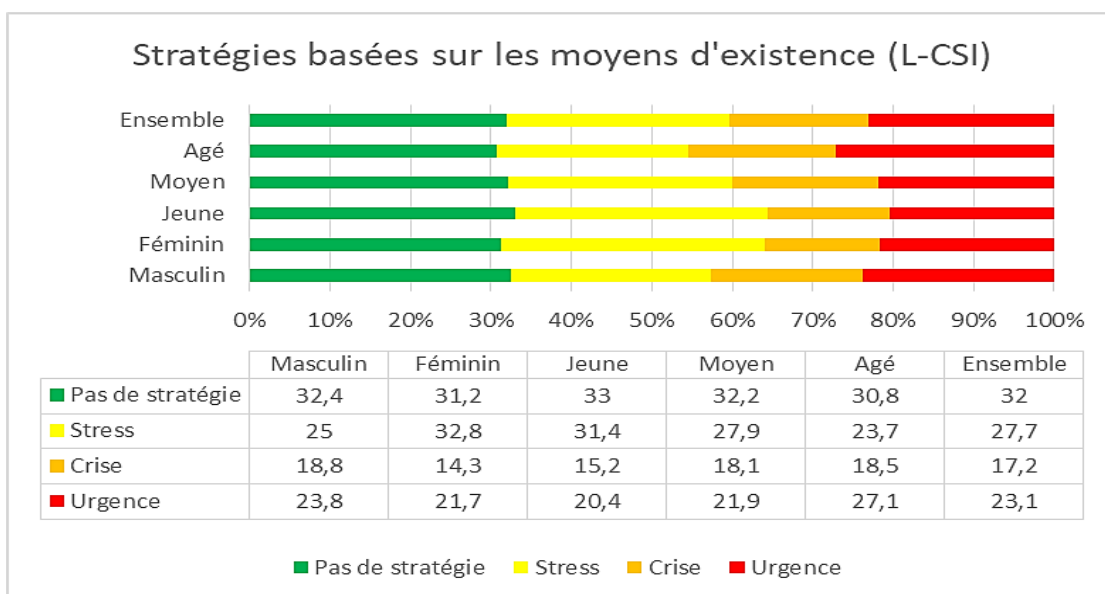
Figure 55 : stratégies basées sur les moyens d'existence selon la localité



Source : EAM 2022

Une analyse suivant le genre du CDM, le sexe et l'âge du CDM, montre une plus grande vulnérabilité des ménages dirigés par les femmes et les ménages ayant un CDM plus âgé.

Figure 56 : stratégies basées sur les moyens d'existence suivant le genre du CDM

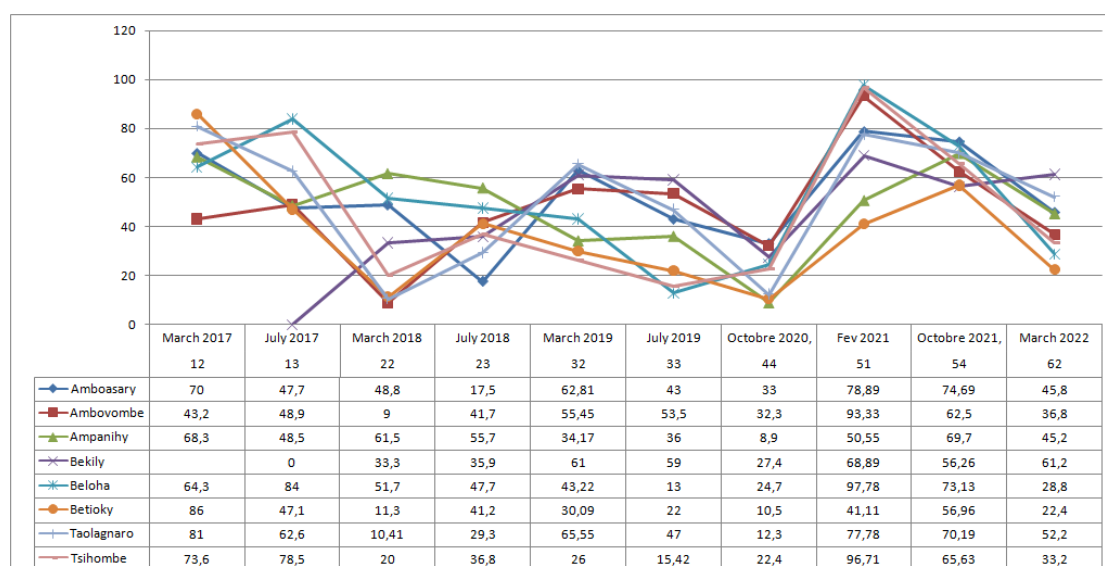


Source : EAM 2022

Une analyse de la tendance de cet indicateur selon le protocole IPC, et suivant les proportions des ménages en phase 3 et plus, montre une tendance générale à l'amélioration sauf pour le district de Bekily où la situation s'est aggravée comparativement à la situation du mois d'octobre 2021. Cette situation est imputable à la sécheresse.

Suivant cet indicateur, la situation du mois de mars 2022 est pareil que la situation au mois de mars 2019.

Figure 57 : Evolution de la stratégie basée sur les moyens d'existence



Source : EAM 2022

9. CARI EN % PREVALENCE

La classification à travers le CARI permet d'aller plus loin en termes d'analyse de la sécurité alimentaire. Le CARI permet de combiner l'analyse de la consommation alimentaire (FCS) avec la vulnérabilité économique (part de dépense alimentaire) et l'épuisement des avoirs (LCSI).

Tableau 9. Mode de calcul CARI

Indicateurs	Sécurité alimentaire	Vulnérables à l'insécurité alimentaire	Modérément en insécurité alimentaire	Insécurité alimentaire
Score de consommation alimentaire	Acceptable	N/A	Limite	Pauvre
Part des dépenses alimentaires	< 50%	50% - 65%	65% - 75%	>= 75%
Indice de stratégie de survie	Aucune	Stratégie de stress (vente d'actifs non productifs)	Stratégie de crise (vente d'actifs productifs)	Stratégies d'urgence (vente d'actifs productifs majeurs)

Source : PAM

Quatre grands groupes devraient sortir de cette analyse. Ces 4 grands groupes sont résumés dans le tableau ci-dessous.

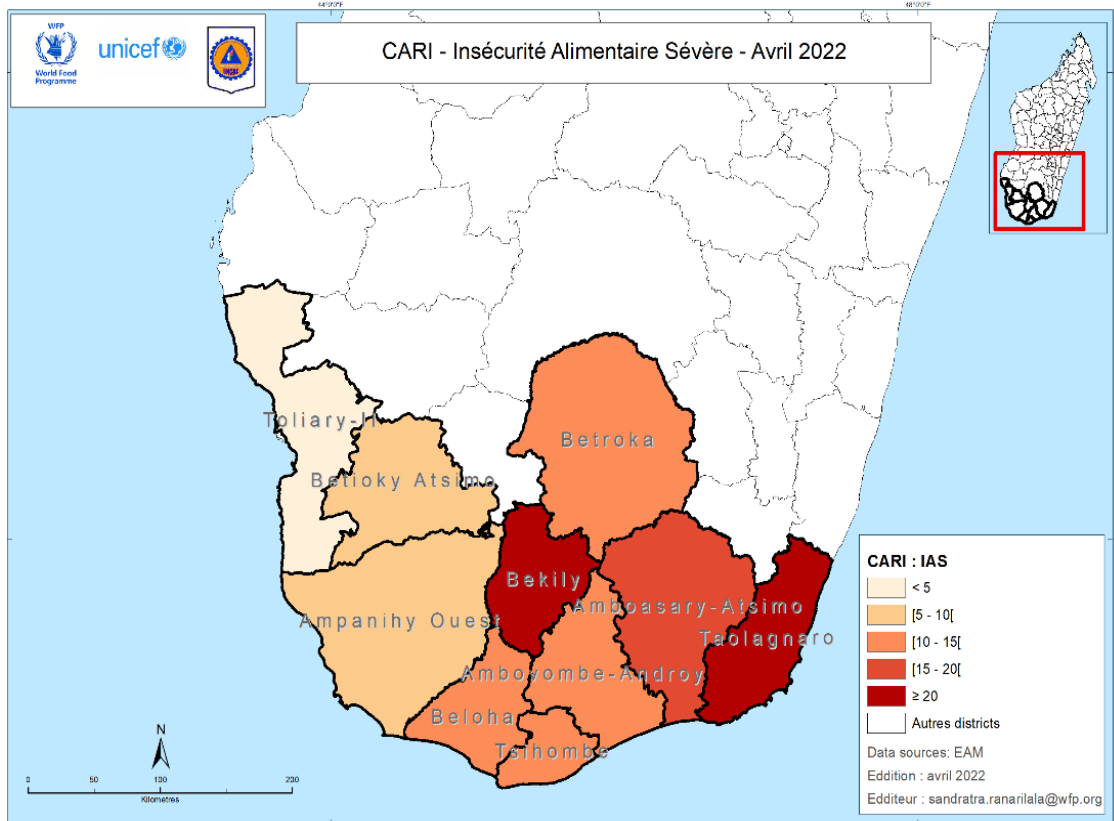
Tableau 10. Détails et significations des groupes CARI

Classes de sécurité alimentaire	Conditions des ménages	Statut
En sécurité alimentaire	Capable d'assurer les besoins essentiels alimentaires et non alimentaires sans épuiser les moyens d'existence	En sécurité Alimentaire
Insécurité alimentaire légère	Dispose d'une consommation alimentaire minimale, mais incapable d'assurer certaines dépenses essentielles non alimentaires sans épuiser les moyens d'existence	
Modérément en insécurité alimentaire	Déficience de consommation alimentaire, OU, Capacité marginale d'assurer les besoins alimentaires minimaux seulement à travers l'épuisement accéléré des moyens d'existence	En insécurité Alimentaire
En insécurité alimentaire sévère	Importante déficience de la consommation alimentaire, OU, Perte extrême des moyens d'existence aboutissant à d'importantes déficiences de consommation alimentaire, OU pire	

Source : PAM

La prévalence de l'insécurité alimentaire sévère est très élevée dans les régions Androy et Anosy avec respectivement 15% et 16%. L'insécurité alimentaire modérée touche également près de 5 ménages sur 10. Bref pour ces deux régions, 6 ménages sur 10 est affectés par l'insécurité alimentaire. Les districts ayant les taux les plus élevés en matière d'insécurité alimentaire sévère sont Bekily (26%) et Taolagnaro (21%). Pour les autres districts de l'Anosy et de l'Androy, la situation est plus ou moins similaire.

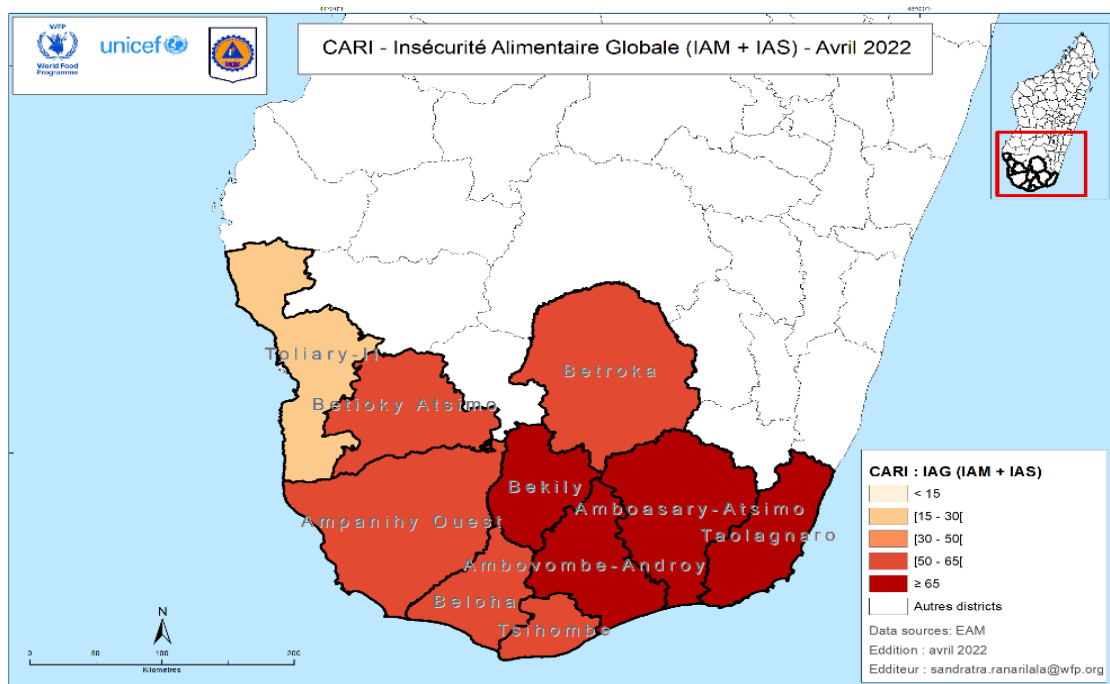
Carte 3 : CARI-Insécurité Alimentaire Sévère



Source : EAM 2022

L'insécurité alimentaire est modérée mais touche 5 à 6 ménages sur 10. Cette tendance confirme la faiblesse de la disponibilité et de l'accès alimentaire, confirmant la soudure ou une faiblesse de la production pendant l'enquête.

Carte 4 : CARI-Insécurité Alimentaire Globale



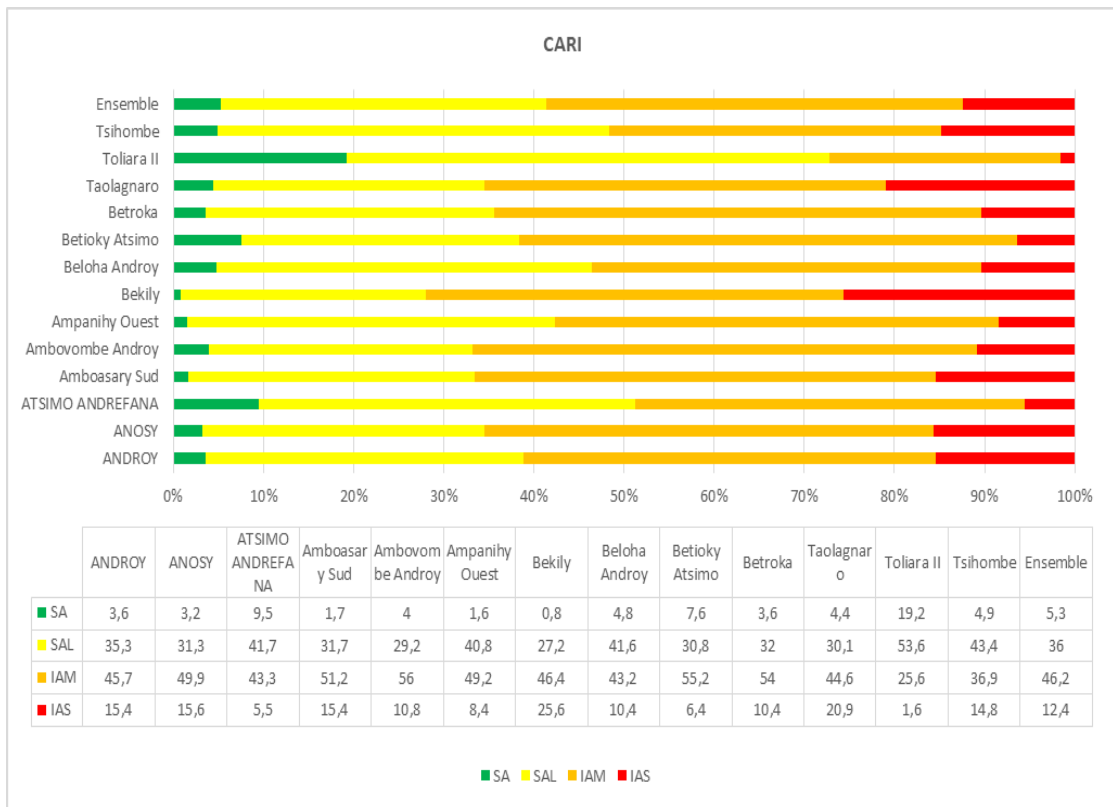
Source : EAM 2022

La situation est assez exceptionnelle pour Betroka, et la partie nord du Grand Sud (MG224). Ce sont des zones agricoles et la pluie y a été assez rare durant la campagne. Ce sont des zones agricoles et la pluie a été assez rare durant la campagne. Il en est de même des aides qui ne sont pas aussi soutenues que dans les autres zones. Ces 2 facteurs expliquent la tendance à la dégradation de la situation.

Pour la région Atsimo Andrefana, la situation est beaucoup améliorée dans la zone de Tuléar II. La situation d'insécurité alimentaire dans les districts de Betioky Atsimo et d'Ampanihy est assez modérée. Cependant, pour ce dernier district, il faut noter que la proportion des ménages en situation de sécurité alimentaire figure parmi les plus faibles. Cette situation s'explique par la récurrence de la sécheresse, la période de collecte qui est à cheval entre la période de récolte et de la soudure, et également par la grande précarité de la population.

⁴ selon le zonage de Fewsnat 2017

Figure 58 : CARI



Source : EAM 2022

10. PROFIL SOCIOECONOMIQUE DES MENAGES EN INSECURITE ALIMENTAIRE

Dans cette section, l'analyse des correspondances multiples (ACM) sera appliquée aux données permettant de résumer et de visualiser certaines variables d'analyse clés avec la variable d'intérêt principal qui est le CARI. Concrètement, il sera question ici de mettre ensemble un groupe de variables sur les caractéristiques du chef de ménage et de son ménage.

10.1 Caractéristiques du chef de ménage

- Sexe du chef de ménage (sex_*) : de nombreuses études (Abdulah, 2015 ; Zakari et al., 2014, Rambalo, 2017) ont montré une association significative entre l'insécurité alimentaire et le sexe du chef de ménage en défaveur des femmes chef de ménage qui sont plus susceptibles d'être en insécurité alimentaire.
- Statut matrimonial du chef de ménage (matrim_*) : à travers la littérature (Adepaju et Adejere, 2013, Olayiwola et al., 2016, Rambalo, 2017), il a été également montré que les ménages dirigés par un chef marié (monogame et surtout polygame) ont plus de chance d'être en sécurité alimentaire que ceux dirigés par un célibataire ou en rupture d'union (divorcé/séparé/veuf)
- Niveau d'éducation du chef de ménage (educ_*) : Outre le fait que l'éducation élevée permet une compétitivité plus élevée dans le marché de travail permettant ainsi l'acquisition de travail plus décent, la littérature Bogale en Shimelis, 2009 ; Rambalo, 2017) montre également, que face aux chocs, les ménages dirigés par un chef plus instruit recourent à de meilleures stratégies d'adaptation à travers les connaissances acquises dans l'éducation comme l'utilisation de l'information contrairement aux ménages dirigés par une personne moins instruite qui ont tendance à utiliser des stratégies non réversibles.
- Age du chef de ménage (age_*) : les études de Girma (2012) ont montré que les chefs de ménage plus âgés reçoivent des dons venant de leur famille contrairement aux plus jeunes qui doivent travailler pour trouver de la nourriture. En outre, dans une étude spécifique au Sud de Madagascar, Rambalo (2017) a montré qu'il n'y a pas de différence significative sur l'insécurité alimentaire des ménages

10.2 Caractéristiques du ménage

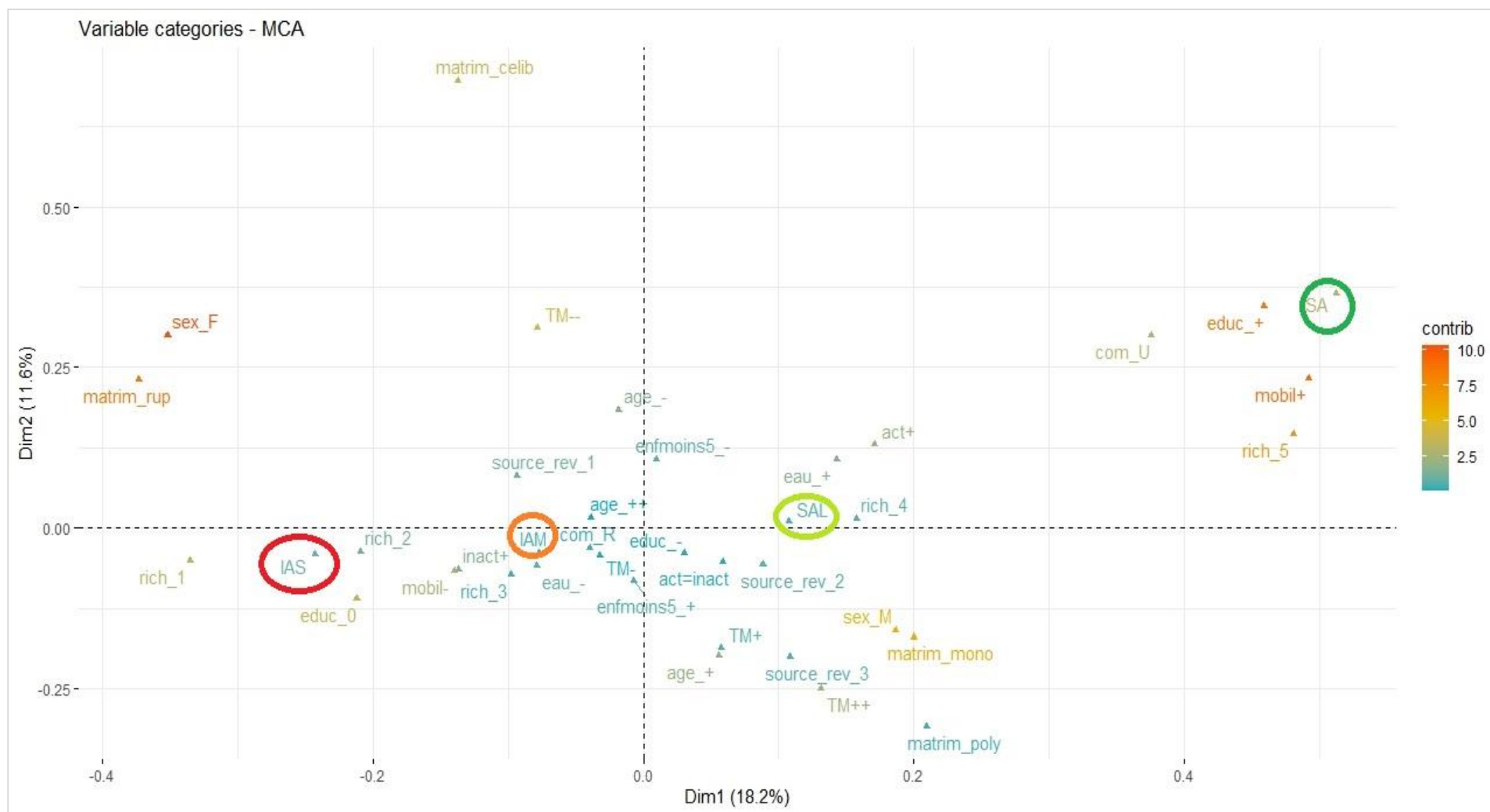
- Taille du ménage (TM_*): la littérature montre que l'influence de la taille du ménage sur l'insécurité alimentaire peut être positive en faveur des ménages de taille plus petite (Girma, 2012) ou négative en faveur des ménages de taille plus élevée (Ahmed, 2016).
- Présence de personnes vulnérables : la présence de ces personnes peut affecter la situation alimentaire des ménages (Fukudad-Parr et Taylor, 2015). Dans cette analyse, ce sont les enfants de moins de 5 ans qui sont considérés comme vulnérables. Le ratio de dépendance démographique (act/inact) s'aligne avec ces deux premières variables en renseignant la charge sur les personnes inactives dans le ménage.
- D'autres caractéristiques socioéconomiques du ménage dont la richesse matériel (rich_*), la possession de téléphone (mobil_*), l'accès à l'eau potable (eau_*), la diversification de sources de revenu (nombre de source de revenu : source_rev_*) pourraient être révélateurs de richesse des ménages ayant un impact sur leur situation alimentaire (Rambalo, 2017).

10.3 Caractéristiques de résidence

Le milieu de résidence (com_*) est également intégré dans l'analyse de sorte à voir une idée sur la sécurité alimentaire des ménages résidants dans une commune urbaine où les services offerts/disponibles sont plus élevés qu'en rurale

Cette analyse multidimensionnelle permettrait d'identifier des ménages ayant un profil similaire en matière d'insécurité alimentaire en tenant compte de leurs caractéristiques. Elle serait utile dans les activités de ciblage dans le cadre de la réponse humanitaire. Toutefois, cette analyse est de type descriptif et ne doit pas être confondue avec une analyse explicative traitant de la significativité statistique des relations entre chaque variable d'analyse avec la variable principale

Figure 59 : Analyse factorielle avec un CARI détaillé



Source : EAM 2022

Interprétations :

Que l'on considère le CARI détaillé (IAS – IAM – SAL – SA) ou le CARI simplifié (IA=IAS+IAM contre SA=SA+SAL), les résultats se complètent. En effet, en se référant aux deux graphiques ci-dessous, les deux premières composantes renseignent toutes, environ 30% de l'inertie totale avec environ 20% conservée dans la première composante.

Le premier axe sépare les ménages en insécurité alimentaire (à droite) et en sécurité alimentaire (à gauche) qui est étroitement lié à la richesse (plus pauvre à gauche et plus riche à droite) tandis que le deuxième séparerait plutôt les ménages de taille élevée (en haut) de ceux de taille moins élevée (en bas). De ces résultats, on peut sortir deux profils de ménages selon leur situation alimentaire :

- **Profil 1 : Ménages en insécurité alimentaire : Ce sont surtout des ménages**
 - ✓ Dirigés par des femmes (sex_F)
 - ✓ Dirigés par une personne non instruite (educ_0)
 - ✓ Majoritairement célibataires (matrim_celib) ou en rupture d'union : veuf/veuve, séparé, divorcé (matrim_rup)
 - ✓ Pauvres matériellement (rich_1, rich_2 et rich_3)
 - ✓ Moins informés (mobil-)
 - ✓ Où il y a plus d'inactif que d'actif (inact+)
 - ✓ N'accédant pas à des sources d'eau potable (eau_-)
 - ✓ Où la taille est moins élevée (TM--)
 - ✓ Résidant en milieu rural (com_r)
 - ✓ Ne diversifiant pas leur source de revenu (source_rev_1)

- **Profil 2 : Ménages en sécurité alimentaire : Ce sont surtout des ménages**
 - ✓ Dirigés par des hommes (sex_H)
 - ✓ Dirigés par une personne plus instruite (educ_+)
 - ✓ Où le chef est en union : monogame (matrim_mono) ou polygame (matrim_poly)
 - ✓ Quatrième et cinquième quintile (rich_4 et rich_5)
 - ✓ Plus informés (mobil+)
 - ✓ Où il y a plus d'actif que d'inactif (act+)
 - ✓ Résidant en milieu urbain (com_u)
 - ✓ De taille plus élevée (TM+ et TM++)

Toutefois, il est à noter que les variables qui contribuent le plus avec les deux premières composantes sont surtout le sexe du chef de ménage, le statut matrimonial du chef de ménage, la richesse, l'accès à l'information, le milieu de résidence (qui peut être traduit par l'enclavement des communes) et le ratio de dépendance démographique. Toutes ces informations pourraient servir à définir les critères de vulnérabilité lors des éventuels processus de ciblage dans le cadre de l'assistance humanitaire dans le Grand Sud de Madagascar.

11. RESULTATS ANTHROPOMETRIQUES DE LA MESURE DU PERIMETRE BRACHIAL

D'après l'évaluation Approfondie Multisectorielle, la prévalence de la Malnutrition Aigüe Globale dans l'ensemble des trois régions du Sud de Madagascar est de 9,5% (IC 95% [8,0-11,1]) en Mars/Avril 2022 selon le Périmètre Brachial. Ce qui situe ces régions dans des situations IPC phase 2 (alerte) ou IPC phase 3 (sérieuse). Cette prévalence est proche de la Proxy-MAG issue de la Surveillance Nutritionnelle dans les 15 districts du Sud (9,3%) durant le premier trimestre 2022 mais inférieure à la Proxy-MAG de l'enquête SMART dans 10 districts (12,4% - IC [10,8-14,2]) en Mars/Avril 2021. Ce qui montre une réelle amélioration de la situation par rapport à la même période de l'année passée. Il n'y a pas de différence significative entre la prévalence de MAG des trois régions ni entre garçons et filles. A noter que 3 districts seulement sont concernés par l'EAM dans la région Atsimo Andrefana : Tuléar II, Betioky, et Ampanihy.

Tableau 11: Prévalence de la MAG

District	Sexe	Effectif	Malnutritio	Malnutrition	Malnutritio
			Aigüe Globale (MAG)	Aigüe Modérée (MAM)	Aigüe Sévère (MAS)
			%	%	%
ANDROY	Ensemble	718	8,2%	6,5%	1,7%
	Masculin	351	9,4%	7,4%	2,0%
	Féminin	367	7,1%	5,7%	1,4%
ANOSY	Ensemble	418	10,5%	8,6%	1,9%
	Masculin	194	9,8%	7,7%	2,1%
	Féminin	224	11,2%	9,4%	1,8%
ATSIMO ANDREFANA*	Ensemble	372	10,2%	6,7%	3,5%
	Masculin	187	9,6%	5,9%	3,7%
	Féminin	185	10,8%	7,6%	3,2%
Total	Ensemble	1492	9,5%	7,2%	2,2%
	Masculin	727	9,6%	7,2%	2,5%
	Féminin	765	9,3%	7,3%	2,0%

Source : EAM 2022

Tableau 12: Définition de la malnutrition aigüe selon le périmètre brachial

Périmètre brachial	Etat nutritionnel de l'enfant
< 115 mm ou oedemes bilatéraux	Malnutrition Aigüe Sévère (MAS)
>= 115 mm et < 125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée (MAM)
>= 125 mm	Pas de malnutrition

Source : UNICEF

12. POINTS CLES A RETENIR POUR EAM GRAND SUD 2022

- Les petites récoltes de novembre 2021 à mars 2022 ont été jugées inférieures à la moyenne pour 76% de ménages, avec une couverture moyenne de 1 mois de consommation. Pour la grande campagne, 60% des ménages ont semé tardivement à cause du retard de pluies utiles qui ne sont arrivées qu'au mois de janvier.
- Les dégâts des déprédateurs (ennemies des cultures) ont été fortement signalés par les communautés principalement sur le maïs, la patate douce et dans une moindre mesure le riz et le manioc. 52% des ménages ont besoin d'assistance principalement en termes de semences et de matériels d'irrigation.
- Le niveau prévalence de l'insécurité alimentaire globale (IAG) reste critique surtout à Bekily avec 72%. Cependant, une amélioration est observée comparée à l'année passée (EDCSA 2021) dans tous les districts excepté Betioky avec une hausse de 7 points.
- La moitié des communautés ont déclaré une baisse de 53 % de superficies cultivées comparer à l'habituelle. La production future (grande saison) serait en diminution de 63% par rapport à la normale. Cette baisse est plus prononcée dans les districts d'Ampanihy, Betioky, Bekily, Betroka et Taolagnaro (environ 70% de) à cause des conditions climatiques, des déprédateurs et des couts élevés des intrants agricoles. La couverture des récoltes en termes de consommation varie entre 1 à 5 mois.
- 75% des ménages ont déclaré avoir subi au moins un choc courant les 6 derniers mois, les principaux citées sont la sécheresse, la hausse des prix des denrées alimentaires, et les dégâts sur les cultures (criquets, oiseaux, animaux, etc.).
- La majorité des ménages d'Ampanihy (74%) et Betioky (62%) consacrent plus de 75% de leurs dépenses en alimentation ce qui dénote une vulnérabilité économique très élevée.
- Plus de 70 % des ménages d'Ambovombe et Bekily ont une consommation insuffisante (Pauvre et limite), plus du quart (25%) de leurs ménages affichant un score pauvre. Ils sont suivis d'Amboasary et Taolagnaro avec 67% chacun. La tendance affiche une amélioration par rapport à l'année passe dans tous les districts imputables aux assistances et à l'arrive de quelques petites récoltes et produits de cueillette par endroit. La même tendance est observée par rapport à la diversité alimentaire même si un niveau faible est observé pour au moins le tiers des ménages des districts d'Ambovombe, de Tsihombe et de Beloha.
- Concernant le rCSI, dans les districts de Bekily, d'Ambovombe, de Betroka : plus de 6 ménages sur 10, sont concernés par l'adoption de stratégie alimentaire de crise et ou d'urgence c'est qui est alarmante.
- Les ménages ont eu recours à des stratégies néfastes basées sur leurs moyens d'existence productifs pour se procurer de la nourriture. Il s'agit des 61% des ménages de Bekily, 52% des ménages de Taolagnaro et 45% pour Amboasary et Ampanihy. Ce qui provoquera une érosion des moyens d'existence les rendant ainsi vulnérables à l'insécurité alimentaire. Par

ailleurs, il est observé une diminution significative d'utilisation des CSI comparé à l'année passée

- Au regard de la conjugaison des différents facteurs de vulnérabilité et les indicateurs (CARI), Bekily affiche la prévalence la plus élevée d'insécurité alimentaire globale (IAG) avec 72% des ménages suivi de Amboasary et Ambovombe avec 67% chacun ainsi que 66% pour Taolagnaro. Par rapport à l'année passée à la même période, une nette amélioration de la prévalence est notée, excepté le district Betioky avec une hausse de 7 points. Cette amélioration pourrait être imputable à l'assistance alimentaire et les petites récoltes par endroit.
- La prévalence de la Malnutrition Aigüe Globale dans l'ensemble des trois régions du Sud de Madagascar est de 9,5% (IC 95% [8,0-11,1]) en Mars/Avril 2022 selon le Périmètre Brachial. Ce qui situe ces régions dans des situations IPC phase 2 (alerte) ou IPC phase 3 (sérieuse).

13. RECOMMANDATIONS

Au regard de ce qui précède et pour réduire L'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité il est important d'adopter une approche intégrée prenant en compte non seulement les besoins immédiats en nourriture mais aussi les problèmes structurels qui causent la vulnérabilité. Pour ce faire, il faudrait :

13.1 A court termes

- Mettre en œuvre une réponse d'appui aux moyens d'existence combinée à une réponse d'urgence pour les plus vulnérables en diversifiant les modalités d'assistance (transferts monétaires, transferts en nature, AGR,...) notamment dans les régions du Grand Sud et Grand Sud EST;
- Renforcer la couverture et la qualité des programmes de prévention et de prise en charge de la malnutrition aiguë partout dans le pays à travers une approche multisectorielle ;

13.2 A moyen et longs termes

- Institutionnaliser les enquêtes nationales de sécurité alimentaire et nutritionnelles en adoptant des méthodologies statistiques pointue
- Renforcer les analyses des données de l'EAM (croisement sécurité alimentaire-nutrition-protection sociale et autres) et mettre à la disposition des utilisateurs les résultats
- Institutionnaliser les évaluations sur la production afin d'avoir des PROXY prévisionnels pour l'analyse de la sécurité alimentaire de la Vulnérabilité (IPC avril) et les données réelles de production avant L'IPC de la période soudure ;

TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX	2
LISTE DES FIGURES	2
LISTE DES CARTES	3
1. INTRODUCTION	4
1.1 Objectifs spécifiques.....	4
1.2 Résultats attendus.....	5
2. METHODOLOGIE	5
2.1 Echantillonnage	5
2.2 Traitement des données apurement et analyse des données.....	8
2.3 Limites de l'étude.....	8
2.4 Qualité des données anthropométriques.....	9
3. CONDITION DE VIE DES MENAGES	12
3.1 Caractéristiques socio- démographiques	13
3.1.1 Genre du Chef de Ménage.....	13
3.1.2 Statut matrimonial.....	13
3.1.3 Niveau d'éducation.....	15
3.1.4 Taille du ménage	15
3.1.5 Ratios inactifs sur actifs	16
3.2 Habitat	16
3.2.1 Nombre de pièces.....	16
3.2.2 Type de mur	17
3.2.3 Source d'énergie domestique pour la cuisson.....	18
3.3 Eau et assainissement	19
3.4 Maladies.....	20
3.4.1 Taux de morbidité par ménage.....	20
3.4.2 Les principales maladies des enfants de 6-59 mois.....	20
3.4.2.1. Taux d'incidence des maladies diarrhéiques	20
3.4.2.2. Taux d'incidence d'IRA	21
3.4.2.3. Taux d'incidence des maladies fébriles y compris le paludisme.....	21
3.4.3 Accès aux soins	22
3.5 Possession de Bien et quintiles de richesse	23
4. MOYENS DE SUBSISTANCE DES MENAGES	24
4.1 Activités principales ménages	24
4.1.1 Proportion de revenu pour chaque activité.....	24
4.1.2 Proportion des activités	24
4.2 Agriculture.....	25
4.2.1 Contexte/ Calendrier Cultural.....	25
4.2.2 Situation actuelle	25
4.2.3 Déroulement de la campagne	26
3.4.2.4. Cause des changements sur l'installation des semis.....	27
3.4.2.5. La disponibilité des intrants agricoles :	28
4.2.4 Relance agricole.....	28
4.3 Elevage et pêche.....	31
4.3.1 Situation actuelle de l'élevage et de la pêche.....	31
4.3.2 Activité et revenu sur l'élevage	32
4.3.3 Contraintes liées à l'élevage	32
4.3.4 Contraintes liées à pêches et autres activités.....	32
4.4 Autres/ Source de revenus 30 derniers jours.....	33
5. CHOCS ET VULNERABILITE	34
5.1 Le choc principal	34
5.2 Les 3 principaux chocs	40
5.3 Intensité des chocs.....	42
5.4 Part de dépenses alimentaires	42
6. DISPONIBILITE	45

6.1	Aides alimentaires et humanitaires.....	45
6.1.1	Taux global d'assistance.....	45
6.1.2	Assistances reçues.....	45
6.2	Décideur sur l'utilisation de l'aide.....	46
6.3	Appréciation de la récolte future.....	46
6.4	Déroulement de la campagne.....	47
7.	ACCES.....	48
7.1	Prix et les chocs sur les prix.....	48
7.2	Stock au niveau des ménages.....	49
8.	CONSOMMATION ALIMENTAIRE.....	50
8.1	Score de consommation alimentaire et tendance.....	50
8.2	HDDS et tendance.....	53
8.3	HHS et tendance.....	55
8.4	Stratégie d'adaptation.....	57
8.4.1	Stratégie basée alimentaire et tendance.....	57
8.4.2	Stratégie basée sur les moyens d'existence et tendance.....	59
9.	CARI EN % PREVALENCE.....	62
10.	PROFIL SOCIOECONOMIQUE DES MENAGES EN INSECURITE ALIMENTAIRE.....	66
10.1	Caractéristiques du chef de ménage.....	66
10.2	Caractéristiques du ménage.....	67
10.3	Caractéristiques de résidence.....	67
11.	RESULTATS ANTHROPOMETRIQUES DE LA MESURE DU PERIMETRE BRACHIAL.....	71
12.	POINTS CLES A RETENIR POUR EAM GRAND SUD 2022.....	72
13.	RECOMMANDATIONS.....	74
13.1	A court termes.....	74
13.2	A moyen et longs termes.....	74
ANNEXES.....		I
GLOSSAIRE.....		II
LISTE DES ABREVIATIONS.....		VII

ANNEXES

(EVALUATION APPROFONDIE MULTISECTORIELLE (EAM) - GRAND SUD)

- **Glossaire**
- **Acronymes et abréviations**

GLOSSAIRE

Accès aux soins : utilisation des formations sanitaires existantes au niveau de la zone enquêtées par la communauté, la plupart des communes où se trouvent les fokontany d'enquête ont des centres de santé de base niveau 2 (CSB2), il y en a de même des Fokontany ayant de CSB1.

Agriculture : La science ou la pratique du travail de la terre, y compris la culture du sol pour faire pousser des cultures et l'élevage d'animaux pour fournir de la nourriture, de la laine, et d'autres produits (Oxford English Dictionary).

Aléa : Un phénomène, un événement (par exemple, une inondation, un cyclone, un tremblement de terre), une activité humaine (par exemple, une guerre civile) ou une situation dangereuse qui peut provoquer la perte en vies humaines, des blessures ou d'autres impacts sur la santé, des dommages à la propriété, la perte de moyens d'existence et de services, des perturbations sociales et économiques, ou des dommages environnementaux. Les aléas peuvent être simples, séquentiels ou combinés en ce qui concerne l'origine et les effets. Chaque aléa est caractérisé par le lieu où il survient, son intensité, sa fréquence et sa probabilité. La compréhension de la nature et de la probabilité de ces aléas est essentielle à la sûreté et la sécurité individuelles et collectives (SIPC, 2009).

Assainissement : ensemble des techniques d'évacuation des eaux usées, des matières fécales, des ordures ménagères et toute autre produits susceptibles d'engendrer des maladies au niveau du ménage.

Campagne agricole : fait référence aux travaux champêtres qui sont réalisés durant une année. Une partie de la campagne agricole a lieu durant la saison des pluies pendant laquelle les agriculteurs cultivent différents produits (par exemple les céréales comme le maïs et le sorgho ; Tubercules, Patates douces, Manioc, les légumineuses comme le haricot, le niébé et l'arachide ; et parfois des légumes comme le piment.....).

Choc : Un aléa naturel ou d'origine humaine qui, quand il se produit, peut entraîner des pertes de vies humaines, des blessures ou d'autres effets sur la santé, des dommages matériels, la perte de moyens d'existence et de services, des perturbations sociales et économiques, et des dommages environnementaux. Par exemple, les sécheresses, les inondations, les tremblements de terre, éruptions volcaniques, les épidémies, les tempêtes, les fortes précipitations, les déversements de produits chimiques, les conflits, et d'autres aléas. (Voir aussi danger)

Choc/Catastrophe : le mot « Choc », employé dans ce contexte de la sécurité alimentaire, décrit une situation d'urgence créant un déséquilibre temporaire ou prolongé d'accès à la nourriture. L'expression recouvre les « chocs » soudains (consécutifs, par exemple, à des inondations ou à un conflit) et les « crises » qui se développent progressivement (à la suite d'une sécheresse ou à un effondrement économique, par exemple) et qui débouchent sur une situation d'urgence. La catastrophe naturelle conduisant à une crise alimentaire a souvent pour origine (i) la sécheresse, le manque d'eau ; (ii) les inondations ; (iii) les invasions de déprédateurs, sauterelles, criquets, ravageurs (source CILSS).

Conflit : Un état de lutte manifeste, souvent prolongé, une bataille ou une guerre (Free Dictionary, sd). Remarque : Le terme de conflit peut s'appliquer à la fois à des combats manifestes entre des groupes hostiles et à une lutte entre des forces opposées.

Développement durable : Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre les capacités des générations futures à satisfaire leurs propres besoins (SIPC, 2009).

Échelle d'eau potable : Les services d'eau potable de base (ODD 1.4.1) font référence à une source d'eau améliorée, avec un temps de collecte de l'eau ne dépassant pas 30 minutes pour un aller-retour, y compris le temps d'attente. Les sources d'eau potable améliorées sont celles qui ont le potentiel de fournir de l'eau salubre de par leur conception et leur construction. Elles comprennent l'eau du robinet, les forages ou les pompes, les puits protégés, les sources protégées, les eaux pluviales et les eaux conditionnées ou livrées. Les services limités font référence à une source améliorée située à plus de 30 minutes aller-retour. Les sources non améliorées comprennent les puits non protégés et les sources non protégées. Aucun service fait référence à la collecte directe de l'eau des eaux de surface telles que les rivières, les lacs ou les canaux d'irrigation.

Effets du changement climatique : Les changements climatiques provoqués par des émissions excessives de gaz à effet de serre, y compris : l'augmentation des températures sur terre et en mer ; l'élévation du niveau de la mer ; la fonte des glaciers et des calottes glaciaires, et la pluviométrie changeante et irrégulière.

Insécurité alimentaire : La situation qui existe lorsque les gens n'ont pas un accès sécurisé à des quantités suffisantes de nourriture saine et nutritive pour une croissance et un développement normal et pour une vie saine et active. Elle peut être provoquée par l'indisponibilité de la nourriture, un pouvoir d'achat insuffisant, la mauvaise répartition, ou l'utilisation inadéquate de la nourriture au niveau des ménages. L'insécurité alimentaire peut être chronique, saisonnière ou transitoire (GIEC, 2000).

Résilience : La résilience est la capacité ou l'aptitude d'un système (collectivités, groupes ou ménages) à surmonter des chocs et stress négatifs, à s'adapter et à apprendre à vivre avec des changements et des incertitudes. Il s'agit de la capacité à résister, à récupérer ou à s'adapter aux conséquences d'un choc ou d'un changement. Elle met l'accent sur la capacité à rebondir mais aussi à intégrer l'adaptation et la transformation lorsqu'un changement se produit.

Vulnérabilité : la vulnérabilité désigne le degré d'exposition d'un système (collectivités, groupes ou ménages) aux chocs ou au stress, signifiant un manque de moyens pour y faire face sans pertes préjudiciables. La vulnérabilité désigne l'existence et l'ampleur d'une menace de pauvreté et de misère, le danger qu'un niveau de bien-être socialement inacceptable se réalise, autrement dit l'exposition à une perturbation susceptible d'entraîner des effets négatifs entraînant des dysfonctionnements sur un certain équilibre.

Maladies chroniques : ce sont souvent des maladies à soins coûteux telles que le cancer, le diabète, les maladies cardio-vasculaires (HTA, AVC etc.), les

maladies respiratoires chroniques (asthme), les maladies rénales (IRC, IRA), la drépanocytose et la santé mentale.

Moyens d'existence : Les moyens d'existence comprennent les ressources (notamment les compétences, les technologies et les organisations) et les activités nécessaires pour gagner sa vie et avoir une bonne qualité de vie (Pasteur, 2011).

Préparation : Les connaissances et les capacités développées par les gouvernements, les organisations d'intervention et de relèvement professionnelles, les communautés et les individus pour anticiper, répondre et se relever efficacement des impacts des événements ou situations d'aléa probable, imminent ou en cours (SIPC, 2009). Remarque : les actions de préparation sont effectuées dans le cadre de la gestion des risques de catastrophes et vise à renforcer les capacités nécessaires pour gérer efficacement tous les types de situations d'urgence et réaliser des transitions ordonnées depuis l'intervention jusqu'au redressement durable. La préparation repose sur une solide analyse des risques de catastrophe et de bons liens avec les systèmes d'alerte précoce, et comprend des activités telles que la planification d'urgence, le stockage de l'équipement et des fournitures, l'élaboration de mécanismes de coordination, d'évacuation et d'information du public, et des exercices d'entraînement et sur le terrain leurs sont associés.

Prévention : Le fait d'éviter complètement les effets néfastes des aléas et des risques liés aux catastrophes (SIPC, 2009). Remarque : La prévention (c.à.d. la prévention des catastrophes) exprime le concept et l'intention d'éviter complètement les impacts négatifs possibles à travers des actions prises à l'avance. Les exemples comprennent des barrages ou des digues qui éliminent les risques d'inondation, la réglementation de l'utilisation des terres qui n'autorise pas d'installation dans les zones à haut risque et des conceptions d'ingénierie sismique qui assurent la survie et le fonctionnement d'un bâtiment essentiel dans un tremblement de terre.

Protection : Toutes les activités visant à obtenir le plein respect des droits de la personne conformément à la lettre et l'esprit des corpus de droit pertinents (c.à.d. les droits de l'homme, le droit humanitaire et le droit sur les réfugiés). Les défenseurs des droits humains et les travailleurs humanitaires doivent mener ces activités de manière impartiale et non sur la base de la race, de la nationalité, ou de l'origine ethnique, de la langue ou du sexe (CICR, 1999).

Réduction des risques de catastrophe : Le concept et les pratiques de réduction des risques de catastrophe grâce à des efforts systématiques pour analyser et gérer les facteurs de causalité des catastrophes, y compris la réduction de l'exposition aux risques, la diminution de la vulnérabilité des populations et des biens, la gestion judicieuse des terres et de l'environnement et l'amélioration de la préparation à des événements indésirables (SIPC, 2009).

Relèvement précoce : Après une catastrophe, le relèvement précoce consiste à déplacer l'accent du sauvetage des vies à la restauration des moyens d'existence. Les interventions de relèvement précoce visent à stabiliser la situation économique, la gouvernance, la sécurité humaine et la situation d'équité sociale. Les interventions de relèvement précoce cherchent également à intégrer la réduction des risques à des stades très précoces de la réponse à une crise spécifique et à jeter les fondements de la reconstruction à long terme (SIPC, 2009). Résilience La résilience désigne les capacités d'un

individu, d'un ménage, d'un groupe de population, d'actifs ou de systèmes à anticiper, absorber et se relever des aléas ou des effets du changement climatique et d'autres chocs et stress, sans compromettre (et si possible en améliorant) ses perspectives à long terme.

Repas familial : est le repas consommé en famille, en présence d'un maximum de membres du ménage.

Risques : L'association de la probabilité d'un événement avec ses conséquences négatives (SIPC, 2009). Risques de catastrophe Les pertes potentielles dues aux catastrophes, en vies, relatives à l'état de santé, aux moyens d'existence et aux actifs et services que pourrait subir une communauté ou une société particulière sur une certaine période déterminée de temps dans l'avenir (SIPC, 2009).

Salinisation : L'accumulation de sels dans les sols (GIEC, 2000).

Santé : état complet de bien-être physique, mental et social et ne consiste pas à une absence de maladie ou d'infirmité.

Sécurité alimentaire : existe quand tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une alimentation suffisante, saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. FAO, Etat de l'insécurité alimentaire dans le monde (2001).

Soudure : la période de soudure se situe entre le moment de l'épuisement des stocks de vivres issus de la récolte de la campagne agricole précédente au sein du ménage rural et l'avant récolte des produits agricoles de la campagne agricole en cours (généralement d'octobre à Décembre/ Janvier à avril). C'est une période de transition entre deux campagnes agricoles consécutives et généralement difficile à traverser par bon nombre de ménages ruraux car ne disposant plus de stocks de vivres.

Stratégies d'adaptation : il s'agit des activités et démarches adoptées par le ménage face à un choc, pour endiguer les risques de baisse, de bien être, notamment les manques de nourriture. Il s'agit d'une gamme d'activités très variées et inhabituelles formant un corps de stratégies pour accroître les ressources du ménage

Système d'alerte précoce : L'ensemble des capacités nécessaires pour produire et diffuser des informations opportunes et significatives d'alerte pour permettre aux individus, aux communautés et aux organisations menacées par un risque de se préparer et d'agir de façon appropriée et en temps utile pour réduire la possibilité d'effets néfastes ou de pertes (SIPC, 2009). Remarques : Cette définition englobe l'ensemble des facteurs nécessaires pour obtenir des réponses efficaces à des avertissements. Un système d'alerte précoce axé sur les populations comprend nécessairement quatre éléments clés : la connaissance des risques ; le suivi, l'analyse et la prévision des risques ; la communication ou la diffusion des alertes et des avertissements ; et des capacités locales pour réagir aux avertissements reçus.

Taille des ménages : désigne le Nombre de personnes qui forme un ménage. Elle exprime la concentration de la population dans un ménage. Le calcul inclut seulement la population résidente et exclut les visiteurs.

Choc : le choc est un événement soudain ayant une incidence sur la vulnérabilité d'un système ou d'un ménage et de ses composantes. Un événement est considéré comme un choc lorsqu'il franchit un point de basculement et devient un événement extrême.

Stress : Un stress est une tendance à long terme qui affaiblit le potentiel d'un système ou d'un ménage et accroît la vulnérabilité. Les conséquences des chocs et stress dépendent de l'intensité de l'aléa, ainsi que de la vulnérabilité et de la capacité des systèmes, des ménages ou des personnes concernées à y faire face.

Vulnérabilité : Les caractéristiques et les situations d'une communauté, d'un système ou d'actifs qui la, le(s) rende(nt) sensibles aux effets néfastes du changement climatique et d'autres aléas. La vulnérabilité peut être déterminée par l'interaction entre l'exposition et la réactivité à un éventail de facteurs sociaux, économiques, politiques, de gouvernance et environnementaux interdépendants (Oxfam GB, 2010). Remarque : La vulnérabilité comporte de nombreux aspects, résultant de divers facteurs physiques, sociaux, économiques et environnementaux. Les exemples peuvent inclure une mauvaise conception des ouvrages et de mauvaises méthodes de construction des bâtiments, la protection insuffisante des actifs, le manque d'information et de sensibilisation du public, la reconnaissance officielle limitée concernant les mesures liées aux risques et à la préparation et la négligence pour une gestion environnementale sage. La vulnérabilité varie sensiblement au sein d'une communauté et au fil du temps.

LISTE DES ABREVIATIONS

ACM	: Analyse des Correspondances Multiples
ANJE	: Alimentation du Nourrisson et des Jeunes Enfants
AVC	: Accident Vasculaire Cérébral
CARI	: Consolidated Approach to Reporting Indicators of Food Sécurité
CDM	: Chef de Ménage
CFSAM	: Crop and Food Security Assessment Mission
CSI	: Coping Strategy Index
DDS	: Diversity Dietary Score
DGM	: Direction Générale de la Météorologie
DHIS2	: District Health Information Software 2
EAM	: Evaluations Approfondies Multisectorielles
ENA	: Emergency Nutrition Assessment
FAO	: Food and Agricultural Organization
FAW	: Fall Army Worm (chenille légionnaire)
FCS	: Food Consumption Score
GTT	: Groupe de Travail Technique
HEA	: Household Economy Analysis
HHS	: Household Hunger Scale
INSTAT	: Institut Nationale de la Statistique
IPC	: Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
IRA	: Insuffisance Respiratoire Aigue
IRC	: Insuffisance Respiratoire Chronique
LCSI	: Livelihood Coping Strategy
MAG	: Malnutrition Aigüe Globale
ODD	: Objectifs de Développement Durable
ODK	: Open Data Kit
ONG	: Organisme Non Gouvernementale
PAM	: Programme Alimentaire Mondiale
PB	: Périmètre Brachial
PNNC	: Programme Nationale de Nutrition Communautaire
PPN	: Produits de Première Nécessité
rCSI	: Reduced Coping Strategy Index
RVAA	: Regional Vulnerability Assessment and Analysis Programm
SADC	: Southern African Development Community
SAMS	: Sécurité Alimentaire et Moyens de subsistances
SCA	: Score de Consommation Alimentaire
SDAM	: Score de Diversité Alimentaire
SEIE	: Surveillance Epidémiologique Intégrée et Electronique
SSME	: Semaine de la Santé de la Mère et de l'Enfant
VAC	: Vulnerability Assessment Committe
ZME	: Zones de moyens d'Existences

